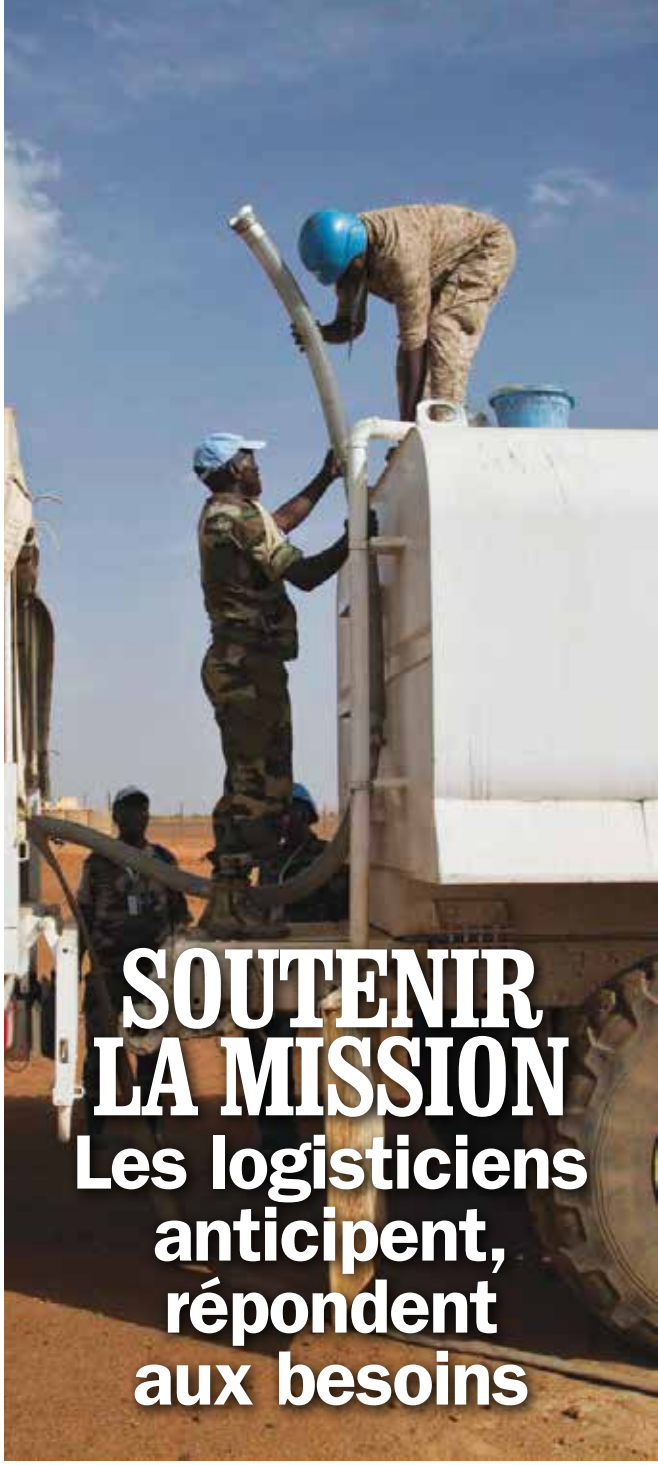
adf

AFRICA DEFENSE FORUM



SOUTENIR LA MISSION

Les logisticiens anticipent, répondent aux besoins

VISITEZ-NOUS EN LIGNE : ADF-MAGAZINE.COM

TABLE DES MATIÈRES

articles

8 Anticiper et réagir
Les logisticiens dépendent de la formation et des principes de base pour assurer le bon fonctionnement des opérations.

14 La logistique est le moteur de la mission
Un entretien avec le général de brigade David Baburam, ancien chef de l'Unité de soutien de mission de l'UA.

18 Après Ebola
Alors que l'Union africaine fait le bilan des leçons et des défis, de nouvelles approches logistiques voient le jour

28 Avec une force aérienne croissante, la Zambie joue un rôle régional
Le pays considère la puissance aérienne comme une force cruciale ouvrant la voie au statut de revenu intermédiaire.

34 La tyrannie de la distance
Le ravitaillement de missions de la paix complexes est entravé par l'éloignement et le manque d'infrastructures.

40 Arriver sur place c'est remporter la moitié de la bataille
Le plan logistique de l'Union africaine pour amener les troupes là où elles sont le plus utiles.

46 La sous-traitance militaire permet de réaliser des économies et offre une expertise
Les sous-traitants peuvent être un atout réel pour les forces armées d'aujourd'hui. En revanche, la supervision exercée par l'armée doit continuer après la signature des contrats.

50 Les armées adoptent la simulation pour l'entraînement
Les nouvelles technologies sont économiques et épargnent les soldats et les équipements.

rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

26 Battement du cœur de l'Afrique

56 Culture et sports

58 Point de vue mondial

60 Défense et sécurité

62 Chemins de l'espoir

64 Croissance et progrès

66 Image du passé

67 Où suis-je ?

***Africa Defense Forum* est à présent disponible en ligne.**

Veuillez nous rendre visite sur le site adf-magazine.com

EN COUVERTURE : Dans le sens des aiguilles d'une montre, à partir du haut à gauche : les forces du génie militaire du Liberia construisent une unité de traitement d'Ebola ; des Casques bleus de la compagnie de transport de Côte d'Ivoire livrent de l'eau au Mali ; et une équipe médicale de l'Armée de l'air zambienne charge une victime fictive dans un hélicoptère Mi-17.

COMMANDEMENT DES FORCES TERRESTRES AMÉRICAINES POUR L'AFRIQUE / SGT. 1RE CLASSE WILL PATTERSON

MINUSMA/MARCO DORMINO

COMMANDEMENT DES FORCES TERRESTRES AMÉRICAINES POUR L'AFRIQUE /SERGENT CHEF DE L'ARMÉE DE L'AIR AMÉRICAINE. BRIAN KIMBALL

POINT DE VUE

On ne peut nier l'importance de la logistique. Sans la possibilité de transporter et de soutenir efficacement les troupes, les plans des commandants ne valent pas le papier sur lequel ils sont imprimés. En bref, la logistique peut faire la différence entre le succès et l'échec d'une mission.

Ce fait est cruellement vrai sur le continent africain, où les conflits éclatent dans des régions difficiles à atteindre par voie aérienne ou terrestre. Cet isolement entrave les opérations de paix et coûte des vies.

L'Union africaine reconnaît le défi et intègre la logistique comme élément clé dans sa Force africaine en attente (FAA) nouvellement opérationnelle. Pour atteindre l'objectif de « faire taire les armes » sur le continent, d'ici 2020, l'UA réfléchit au moyen de déployer et soutenir rapidement ses forces de maintien de la paix pendant de longues périodes. Elle fait des progrès. Une base logistique continentale est prévue à Douala, au Cameroun, qui stockera des équipements pour un déploiement rapide et pour établir un état-major de mission lorsque la FAA est sur le terrain. L'UA a créé un centre continental de coordination des mouvements pour identifier les meilleures ressources de transport aérien et maritime stratégique en vue de déplacer les soldats, les véhicules et le matériel vers la ligne de front. Les nombreuses armées du continent soulignent aussi l'importance de former des logisticiens pour relever les défis des opérations de maintien de la paix multidimensionnelles du 21e siècle.

L'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et les partenaires africains peuvent collaborer pour dispenser des formations, partager les meilleures pratiques, fournir le transport aérien ou maritime, et organiser des événements, tels que le Forum annuel sur la logistique, pour établir des relations. Une logistique efficace est fondée sur des partenariats et sur la planification.

Relever les défis logistiques avant qu'ils ne surgissent permet de minimiser les problèmes que l'on croyait insurmontables jusqu'à présent.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique

Un soldat mozambicain participe à l'exercice Amani Africa II de l'UA destiné à évaluer la Capacité de Déploiement Rapide de la Force africaine en attente. REUTERS

adf AFRICA DEFENSE FORUM

Le pouvoir de la logistique

Volume 9, 2e trimestre

L'ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE

POUR NOUS CONTACTER

U.S. AFRICA COMMAND
Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 U.S.A.
ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS
U.S. AFRICA COMMAND
ATTN: J3/AFRICA DEFENSE FORUM
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART
GERMANY

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'*ADF*, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire de la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

Amani Africa II prépare *la Force en attente à relever les défis*

Jacob Zuma, *président de la République d'Afrique du Sud, est intervenu au cours de la cérémonie de clôture de l'exercice d'entraînement sur le terrain Amani Africa II à Lohatla, dans la province du Cap-Nord, en Afrique du Sud, en novembre 2015. Son intervention a été résumée pour des raisons d'espace.*

Cet exercice démontre que l'Afrique souhaite résolument la paix et que le continent est également déterminé à investir dans la paix. Nous proclamons souvent que nous voulons des solutions africaines aux problèmes africains. Grâce à cet exercice, nous démontrons cet état de préparation à résoudre nos problèmes sur le continent.

Assurément, nous sommes fiers de proclamer aujourd'hui que l'exercice Amani Africa II a été un remarquable succès. Nous avons franchi une étape importante en vue de la mise en œuvre opérationnelle de la Force africaine en attente et de sa Capacité de Déploiement Rapide. Nous nous sommes engagés à faire taire les armes sur notre continent d'ici à 2020, conformément à notre engagement en faveur de l'Agenda 2063. Toutefois, il nous faudra être préparés à intervenir efficacement dans des situations de crise afin de stabiliser nos pays lorsque la situation l'exigera et que nous y serons appelés.

La réalité est que certains pays de notre continent qui nous est cher sont encore en proie aux conflits, aux troubles civils et à la guerre. Les populations de la République centrafricaine, du Soudan du Sud, du Mali, de la Libye, de la Somalie et de l'est de la République démocratique du Congo vivent encore dans l'espoir de parvenir à la paix. Par conséquent, en tant que dirigeants du continent, nous avons l'obligation d'aider les pays frères à parvenir à la paix. C'est ce qui rend cet exercice si important.

Il est particulièrement réconfortant que les cinq régions de notre continent soient représentées dans cet exercice, à travers les communautés économiques régionales et leurs brigades. La SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe), la Force en attente de l'Afrique de l'Est, le North Africa Regional Command (Commandement militaire régional pour l'Afrique du Nord), la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) et les nations volontaires de la CARIC (Capacité africaine de réponse immédiate aux crises) ont tous participé à cet exercice historique, le premier de ce type.

En plus de permettre d'évaluer l'harmonisation de nos forces, cet exercice a beaucoup contribué au renforcement de la coopération entre l'Union africaine et les mécanismes régionaux dans la perspective des futures opérations de maintien de la paix. Cet exercice a également un caractère unique en ce sens qu'il a mis en pratique la nature multidimensionnelle des opérations de consolidation de la paix, en réunissant l'armée, la police et les éléments civils dans le cadre d'une approche intégrée. À cet égard, nous félicitons les pays et les régions qui ont participé à cet exercice d'avoir mis à notre disposition les ressources et les matériels nécessaires.

Nous devons faire davantage en vue de mobiliser les ressources intérieures afin de financer et doter de capacités nos opérations de consolidation de la paix. La localisation et la mobilisation de nos propres sources de financement nous donneront les moyens de renforcer la viabilité de nos missions tout en assurant leur maîtrise et en comptant sur nos propres forces. Nous devons poursuivre sur la lancée de ce jalon que nous avons franchi, au fur et à mesure que nous nous orientons vers la pleine capacité opérationnelle.

Cet exercice a également contribué à consolider les relations fructueuses nouées non seulement entre les différentes forces armées, la police et les entités civiles participantes, mais également entre les pays d'origine de ces forces. L'opportunité présentée par Amani Africa II améliorera aussi les relations entre les communautés économiques régionales et l'Union africaine au niveau continental.

Des soldats ougandais participent à Amani Africa II, le plus important exercice militaire de la Force africaine en attente de l'Union africaine, au Centre d'entraînement au combat de la Force de défense nationale sud-africaine à Lohatla. La force a été créée pour intervenir rapidement dans les conflits et les crises. AFP/GETTY IMAGES

En effet, nous sommes résolument convaincus que les efforts collectifs entrepris par les composantes militaires, policières et civiles seront extrêmement précieux pour apporter une réponse efficace et crédible aux crises humanitaires sur le continent. Nous tenons à féliciter à nouveau toutes les forces engagées d'avoir permis ce succès. Nous saluons également la Commission de l'UA pour le leadership dont elle a fait preuve au niveau du siège stratégique à Addis-Abeba, en Éthiopie.

Au fur et à mesure que nous développerons nos capacités, nous poursuivrons également notre coopération avec les Nations Unies et avec les partenaires internationaux, parallèlement aux efforts que nous déployons pour instaurer la paix à l'échelle du continent et à l'échelle mondiale.

Les élèves de l'école Lighthouse Grace utilisent les tablettes du « Kio Kit » pendant un cours, à Kawangware, une banlieue de Nairobi, au Kenya.
AFP/GETTY IMAGES

AU KENYA, UNE ÉCOLE NUMÉRIQUE TIENT DANS UNE VALISE

AGENCE FRANCE-PRESSE

À l'école Lighthouse Grace de Kwangware, une banlieue de Nairobi, les élèves utilisent un nouvel outil d'apprentissage. C'est le « Kio Kit », une classe numérique qui tient dans une valise, développée par BRCK, une société technologique locale.

« Le Kio Kit est le moyen de transformer chaque salle de cours en classe numérique », assure Nivi Mukherjee, de BRCK Education, la filiale qui a lancé le produit en septembre 2015.

« Vous ouvrez la valise et il y a 40 tablettes à l'intérieur ; il y a aussi un modem BRCK et un serveur Linux [à accès libre], ce qui nous permet de stocker du contenu éducatif et de le renvoyer vers les tablettes. »

Dans sa classe bondée, aux murs de tôle, Blessing, âgée de 7 ans, pianote sur sa nouvelle tablette. « C'est amusant », dit-elle. Son institutrice, Josephine Broke affirme que le kit « est bien conçu pour les petites mains, il est facile de l'utiliser et de se familiariser avec la technologie. Les enfants sont très enthousiastes et cela me facilite le travail. »

Les tablettes et le BRCK fonctionnent en symbiose. Le modem est dans une valise à roulettes en plastique étanche, avec des encoches pour les tablettes, qui les charge tous les deux. Du nouveau contenu numérique est téléchargé sans fil vers le BRCK pendant la nuit, quand le débit est plus élevé, et ensuite partagé avec les tablettes pendant les cours. Le kit coûte 5.000 dollars, mais chaque kit peut servir à des centaines d'enfants.

« Nous voyons ce kit passer d'une classe à l'autre toute la journée, toute la semaine, être échangé par les enfants qui ont ainsi accès à du contenu et des manuels scolaires électroniques auxquels ils n'auraient sinon jamais accès », constate Nivi Mukherjee. « Nous ne pensons pas que ce soit hors d'atteinte des écoles publiques que de dépenser 5.000 dollars pour offrir un accès numérique à 400 enfants ».

En novembre 2015, seules cinq écoles primaires et bibliothèques y avaient recours au Kenya, mais BRCK Education indique avoir enregistré déjà 300 précommandes et Mme Mukherjee espère en produire « des milliers chaque mois. »

LES RÉFUGIÉS *des* attaques de Boko Haram *retournent au Nigeria*

AGENCE FRANCE-PRESSE

Plus de 1.000 Nigérians, parmi les milliers qui se sont réfugiés dans les pays voisins pour fuir les attaques des djihadistes de Boko Haram, sont rentrés chez eux à la fin de 2015.

Entre le 14 et le 16 décembre, 1.187 Nigérians, qui s'étaient réfugiés au Cameroun, de l'autre côté de la frontière, se sont réinstallés dans un camp de réfugiés du nord-est à Adamawa « en raison de l'amélioration de la situation sécuritaire », a déclaré Sani Datti, porte-parole de l'Agence nationale de gestion de l'urgence.

Depuis août 2015, des milliers de Nigérians ont retraversé la frontière, séduits par la promesse du président Muhammadu Buhari de porter un sérieux coup à la force de combat Boko Haram d'ici la fin de l'année.

Muhammadu Buhari a assuré, début décembre, que son gouvernement « ferait tout ce qui est en son pouvoir pour faciliter le retour et la réinstallation rapides » des personnes déplacées.

Des experts en sécurité ont constaté que l'armée avait réussi à repousser les extrémistes hors du territoire capturé, dans le nord-est du Nigeria, et réduit leur capacité d'organiser les attaques.

Mais des attaques meurtrières sporadiques de villes et de villages dans la région se poursuivent ainsi que dans le nord du Cameroun, le sud-est du Niger et du côté tchadien du lac Tchad, où se rejoignent les quatre pays.

De l'eau est distribuée, dans un camp au Niger en septembre 2015, à des réfugiés nigérians, qui ont fui Boko Haram. Depuis août 2015, des milliers de Nigérians ont retraversé la frontière. AFP/GETTY IMAGES

THE ASSOCIATED PRESS

Une centrale solaire marocaine fournira de l'électricité à un million de personnes

BBC NEWS - BBC.CO.UK/NEWS

Le Maroc a lancé Noor 1, la centrale thermique solaire d'Ouarzazate, le projet le plus ambitieux d'un pays déterminé à prendre les rênes de l'énergie propre. La centrale géante exploitera l'énergie solaire pour faire fondre du sel qui retiendra sa chaleur pour alimenter, le soir, une turbine à vapeur.

Le roi du Maroc, Mohammed VI, a inauguré la centrale construite par l'Arabie Saoudite – l'une des plus grandes du monde – le 4 février 2016, a rapporté l'Associated Press.

Les miroirs couvriront un espace aussi grand que la capitale du pays, Rabat. La première phase permettra à la centrale de fonctionner environ 3 heures après le coucher du soleil. La dernière phase vise à fournir de l'électricité 20 heures par jour. Les développeurs affirment que la phase 1 fournira de l'énergie à un million de Marocains.

Les promoteurs ont déclaré à l'Agence France-Presse que les trois phases suivantes du projet, dont le démarrage est prévu en 2016, feront de Noor la « plus grande installation de production d'énergie solaire du monde ». Elle couvrira 30 kilomètres carrés.

Le projet fait partie de l'engagement du Maroc de tirer 42 pour cent de sa production d'électricité de sources renouvelables d'ici 2020.

Ce complexe est le résultat de l'intention du roi de transformer son pays en centrale d'énergie renouvelable. Le pays a toujours dépendu à 98 pour cent de l'importation de combustibles fossiles, mais le roi croit en la viabilité de l'immense capacité du vent atlantique, du potentiel hydroélectrique des montagnes et du soleil brûlant du Sahara.

Le Maroc s'est engagé à réduire ses émissions de dioxyde de carbone de 32 pour cent au-dessous des niveaux habituels d'ici 2030, sous réserve d'une aide pour atteindre les objectifs d'énergie renouvelable. À l'heure actuelle, le Maroc importe de l'électricité d'Espagne, mais les ingénieurs espèrent que cela ne durera pas longtemps.

La partie marocaine du Sahara, autrefois aride, s'avère utile pour fournir de l'énergie solaire. La technologie thermique solaire ne fonctionne que dans les pays chauds et ensoleillés. Le prix baisse et sa capacité croissante à emmagasiner l'énergie suscite l'intérêt.

ANTICIPER *ET* RÉAGIR

LES LOGISTICIENS DÉPENDENT DE LA FORMATION ET DES PRINCIPES DE BASE POUR ASSURER LE BON FONCTIONNEMENT DES OPÉRATIONS

ILLUSTRATION *ADF*

La vie des logisticiens n'est pas spectaculaire. Souvent appelés « tringlots », ou encore « riz-pain-sel », ils ont pour mission d'assurer le bon fonctionnement des opérations. En fait, les agents de la logistique affirment que s'ils font bien leur travail, on ne les remarque même pas.

Mais pour un œil entraîné, il est clair que ce qu'ils font demande beaucoup de compétences. Ils sont, de bien des façons, les héros méconnus des opérations militaires réussies. Ils planifient et exécutent le mouvement et la maintenance des unités. Ils acquièrent, stockent, transportent et écoulent le matériel. Ils supervisent la construction et l'entretien d'installations et de beaucoup d'autres choses.

Lorsque les troupes sont nourries, habillées et armées, cela signifie que les logisticiens font leur travail.

Une citation ironique, souvent évoquée, décrit les logisticiens comme suit : « C'est une race d'hommes tristes et amers, très demandés en temps de guerre et qui s'enfoncent, pleins de ressentiment, dans l'obscurité en temps de paix. Ils jouent uniquement avec des faits, mais doivent travailler pour des hommes qui haïssent leurs théories. Ils ont de l'importance pendant la guerre parce que la guerre est principalement un fait. Ils disparaissent en temps de paix, parce que la paix est principalement une théorie ».

Alors comment les logisticiens peuvent-ils vaincre leur obscurité et obtenir la formation nécessaire aux défis qu'ils doivent relever ? Et de quelles compétences dépend leur succès ?

Il existe certains principes directeurs dont un logisticien qualifié doit dépendre. En voici quelques-uns tirés du Manuel de logistique de la Force africaine en attente et du Manuel de logistique de l'Armée américaine.

Anticipation : l'une des principales qualités est la capacité de prévoir. Avant une mission, un bon logisticien rassemblera des informations logistiques qui tiennent compte du flux de personnel, d'équipement et de soutien. Les logisticiens sont entraînés à envisager le pire scénario possible quitte à le revoir à la baisse ensuite.

Le colonel Uduak Udoaka, agent de la logistique dans l'Armée de l'air américaine, qui a passé son enfance au Nigeria, a expliqué que la faculté de prévoir un besoin était aussi appelée la logistique de « perception et réaction ». « Anticiper les besoins et mettre en place les mécanismes pour y répondre permet de gagner les batailles », a-t-il affirmé.

Les choses se compliquent davantage quand la mission implique un déploiement à l'étranger et dans le cadre de laquelle il faut obtenir les autorisations du pays hôte et des pays de transit pour le passage des frontières et des douanes, les travaux du génie et l'approvisionnement.

Bien que l'expérience et l'intuition jouent un rôle, les systèmes informatisés peuvent aider les logisticiens à créer un tableau d'opérations commun qu'ils peuvent modifier en fonction des aspects d'une mission donnée. Par exemple, le concept de soutien de la Force africaine en attente offre des outils de planification d'une mission basés sur une brigade de 5.000 hommes, dont la taille peut être augmentée ou diminuée. « Il ne vous reste plus qu'à le remplir lorsque surgit le besoin de lancer la mission », précise le général de brigade David Baburam, ancien chef de l'Unité de soutien de mission de l'Union africaine. « Mais cela ne se passe pas comme ça. À chaque nouvelle mission, on efface tout et on recommence à zéro ».

Coopération : cet aspect est particulièrement important dans les opérations multinationales de maintien de la paix sur le continent africain impliquant différentes structures de commandement, langues et matériel. Dans un article du magazine *Army Sustainment,* la capitaine Theresa Christie, formatrice au Centre logistique conjoint multinational en Allemagne, a déclaré que la clé de la coopération est d'intégrer chaque unité avant le début de la mission. « Les unités qui ne coopèrent pas à la planification seront confrontées à des difficultés pendant toute la durée de l'opération », a-t-elle écrit.

Theresa Christie a affirmé que les problèmes d'interopérabilité sont plus faciles à surmonter quand les soldats de divers pays ont appris à se faire confiance. « Il existe de nombreuses différentes façons d'incorporer les unités multinationales dans l'équipe, mais ce doit être une décision volontaire, qui doit être appliquée à tous les niveaux », a-t-elle écrit. « Il y aura une méfiance et une animosité croissantes si les soldats ne coopèrent pas avec leurs collègues d'autres pays, si les soldats étrangers ne reçoivent pas le même soutien ou s'il y a des problèmes de communication aux échelons supérieurs. Si cela continue, le manque de confiance peut détruire le partenariat ».

Un autre moyen de réduire au maximum les problèmes d'interopérabilité des équipements est l'achat en commun d'équipements « essentiels à la mission », tels que des radios et générateurs qui sont alors utilisés par plusieurs pays. Cette possibilité a été examinée par l'UA, mais n'est pas encore faisable. En tant que tels, les exercices multinationaux, où l'interopérabilité des équipements peut être testée, sont essentiels à la préparation.

Flexibilité : les bons logisticiens savent trouver un équilibre entre les systèmes et structures rigides et la flexibilité aux fins de répondre aux changements de situation sur le terrain.

Un des aspects de la flexibilité est l'improvisation, qui implique que l'on se débrouille avec les outils, biens et personnel dont on dispose contrairement à une situation idéale. Par exemple, en temps de guerre, les fournitures anticipées de ravitaillement peuvent être bloquées en raison d'attaques ennemies ou de routes infranchissables. Le mauvais temps ou des pannes dans le convoi peuvent susciter un besoin

UN RÉSEAU *de* DIRIGEANTS

PERSONNEL *D'ADF*

La logistique est un métier militaire hautement spécialisé dont les compétences demandent des années de perfectionnement qui peuvent servir plus tard dans le secteur privé. C'est pourquoi les armées commencent à reconnaître l'importance de la formation des logisticiens. De nombreuses initiatives ont été créées pour améliorer cette formation en Afrique et permettre aux logisticiens africains d'étudier à l'étranger.

L'Association africaine des formateurs au soutien de la paix, basée au Kenya, est en train de développer un cursus commun de logistique pour les écoles africaines de maintien de la paix et les centres d'excellence. L'ONU offre un cours de planification pour les officiers d'état-major et l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique offre des formations de logistique tactique et organise chaque année un Forum africain sur la logistique qui réunit des dirigeants de tout le continent pour discuter des besoins et établir des partenariats. Le Programme international d'éducation et d'entraînement militaire, une initiative financée par les États-Unis, invite les agents de la logistique à recevoir une formation spéciale dans les collèges militaires américains.

Un facteur clé de l'amélioration de la formation des logisticiens serait d'en faire une spécialisation. Aux États-Unis, par exemple, il y a des commandements quatre étoiles centrés sur la logistique et le soutien. Cela ne reconnaît pas seulement l'importance de la logistique pour une mission, mais offre aussi aux officiers logisticiens la possibilité de développer leur carrière.

Le général de brigade David Baburam, ancien chef de l'Unité de soutien de mission de l'Union africaine, a souligné que la formation devait aussi s'étendre aux rangs inférieurs. « Je pense qu'il faut reconsidérer tout le programme de formation à la logistique de sorte qu'il s'étende aux tout premiers niveaux, parce que c'est là que se déroulent les activités logistiques les plus importantes », a-t-il observé. « Il faudrait aussi mettre davantage l'accent sur la planification et permettre aux commandants de suivre les mouvements de leur logistique ».

Le colonel Uduak Udoaka, agent de la logistique dans l'Armée de l'air américaine, a déclaré que la formation doit commencer par un bon recrutement. Il s'agit de trouver les bons candidats et d'investir ensuite dans le temps et les ressources nécessaires pour les former. Bien qu'il y ait aussi des possibilités de spécialisation, les meilleurs logisticiens étudient tous les domaines logistiques, à savoir :

- **Le déploiement et la distribution :** cela concerne la manière dont les forces sont transportées vers une zone d'opération et soutenues pendant leur déploiement.
- **L'approvisionnement :** il s'agit de la gestion des biens et équipements, leur stockage et la mise en place des réseaux nécessaires au réapprovisionnement des stocks.
- **La maintenance :** en fonction de la mission, la réparation et la maintenance des équipements et véhicules peuvent être effectuées sur place, sur le terrain, ou dans une installation centrale.
- **Les services logistiques :** parfois appelés « soutien opérationnel des bases », incluent tous les services – tels que la nourriture, l'eau, le logement et les sanitaires – qui sont indispensables au soutien des forces qui vivent et travaillent à un endroit donné.
- **Le génie :** la construction de bâtiments et de routes nécessaires à une mission donnée.
- **Les services de santé :** le traitement médical des soldats relève de la logistique parce que la santé des troupes est vitale pour la disponibilité opérationnelle et le succès de la mission.
- **Planification, commandement et contrôle :** les planificateurs logistiques établissent ce qui est attendu et ce qui est nécessaire au soutien d'une mission. Les éléments de commandement et de contrôle fournissent un encadrement continu pour assurer le bon déroulement des opérations.

« Un dénominateur commun est la capacité de faire preuve d'imagination lorsque les choses ne se passent pas comme prévu ».

— Colonel Uduak Udoaka

REUTERS

REUTERS

À gauche : des gendarmes maliens attendent sur la piste après l'arrivée d'un C-17 de l'Armée de l'air canadienne chargé de matériel militaire. Le Canada a offert un soutien logistique à la France pendant l'Opération Serval, en 2013.

À droite : Un Land-Rover français est déchargé d'un transporteur C-17, au Mali.

urgent et imprévu de pièces détachées ou de réparations.

« Un dénominateur commun est la capacité de faire preuve d'imagination lorsque les choses ne se passent pas comme prévu », a observé Uduak Udoaka. « C'est dans le brouillard de la guerre que brillent les logisticiens ».

Les exercices sont utiles pour apprendre aux logisticiens à perfectionner leur flexibilité. Des exercices bien conçus comprennent des éléments imprévus tels que des flambées d'épidémies ou une panne de système mettant la logistique à rude épreuve. Les exercices peuvent aussi apprendre aux logisticiens à ne pas trop dépendre d'un seul outil pour suivre le mouvement des ravitaillements. Par exemple, si un système de localisation informatisé tombe en panne, les logisticiens doivent être prêts à utiliser des téléphones portables et des tableurs pour effectuer la même tâche.

Ponctualité : une balle qui atteint sa cible trop tard ne sert à rien. Les logisticiens et les commandants doivent pouvoir suivre la progression de leurs efforts logistiques presque en temps réel. L'Armée américaine utilise un certain nombre de paramètres d'évaluation, dont les taux de disponibilité opérationnelle, les temps d'attente, le pourcentage de demandes satisfaites et autres. Les logisticiens rassemblent aussi le plus d'informations possible de subordonnés et d'autres partenaires logistiques sous la forme de rapports et de recommandations.

L'obtention de ces informations implique un changement dans la culture militaire permettant aux subordonnés d'avertir les commandants des problèmes de logistique dès qu'ils apparaissent. Il est aussi nécessaire que les commandants s'intéressent activement à la logistique.

« La plupart des commandants ont peu de visibilité sur la logistique, et cela pose un problème », déplore le général Baburam. « Même lorsque leurs taux de disponibilité logistique chutent à des niveaux risqués, quand leur équipement ne fonctionne qu'à 20 ou 30 pour cent ou quand les niveaux de stocks des biens de première nécessité sont trop bas, ils ne sont pas au courant et ils sont pris par surprise lorsqu'ils planifient leurs opérations et se rendent compte qu'ils ne peuvent pas exécuter leurs plans ».

Simplicité : des mécanismes simples de soumission de rapports garantissent la diffusion efficace et précise de l'information. Le plan logistique doit être facile à comprendre et à mettre en œuvre. La simplicité est renforcée par des processus logistiques communs entre les

Des soldats éthiopiens servant dans la Mission de l'Union africaine en Somalie déchargent des vivres offerts à un camp de personnes déplacées dans le pays, à Baidoa.

AMISOM

régions et les pays contributeurs de troupes.

La simplicité va de pair avec la transparence, qui garantit que les ressources nécessaires à la sécurité ne sont pas volées ou détournées. Dans son plan logistique, l'ONU encourage la tenue d'audits réguliers par des méthodes sophistiquées telles que des codes-barre ou un repérage par satellite, ou par des méthodes simples sur papier.

Selon les experts, il est essentiel de contrôler sans créer de paperasserie inutile. « Parfois, vous trouvez qu'il y a trop de réglementations, qui, au lieu de promouvoir la responsabilisation, encombrent le système », dénonce David Baburam. « Lorsque l'on considère les questions de contrôle, le système doit être flexible, pratique et promouvoir l'efficacité au lieu de créer une bureaucratie ».

Économie : les logisticiens s'efforcent de ne fournir que les ressources nécessaires à la mission à un coût le plus bas possible. Ils sont priés de réduire au maximum leur « empreinte » et leurs coûts. Cela signifie se procurer des biens auprès des communautés locales au lieu de les transporter sur des grandes distances. Cela peut aussi signifier donner certains travaux en sous-traitance pour réduire le nombre de personnels en uniforme. Cette interaction avec la communauté

Des soldats maliens et occidentaux sont prêts à décharger un C-17 de l'Armée de l'air américaine, transportant du matériel à Bamako, au Mali.

REUTERS

locale peut engendrer une relation commerciale et aider l'économie locale, mais il faut agir avec prudence pour prévenir la fraude ou les abus.

Continuité : la fourniture ininterrompue d'un soutien se fait par le biais de réseaux intégrés qui relient la logistique, les services au personnel et le soutien des services sanitaires aux opérations. Le commandement et le contrôle de la logistique sont le centre nerveux qui assure la vitesse et la continuité. Il existe plusieurs modèles pour assurer la continuité, comme le réseau « hub and spoke », ou réseau en étoile, avec une plateforme logistique en son centre d'où le trafic part dans toutes les directions. Il y a aussi un modèle de « ligne de communication » plus linéaire qui implique l'acheminement des approvisionnements sur un itinéraire direct. D'une manière ou d'une autre, il est important que le plan inclue des mesures de redondance et qu'il y ait suffisamment de ressources pour soutenir les troupes pendant une longue période.

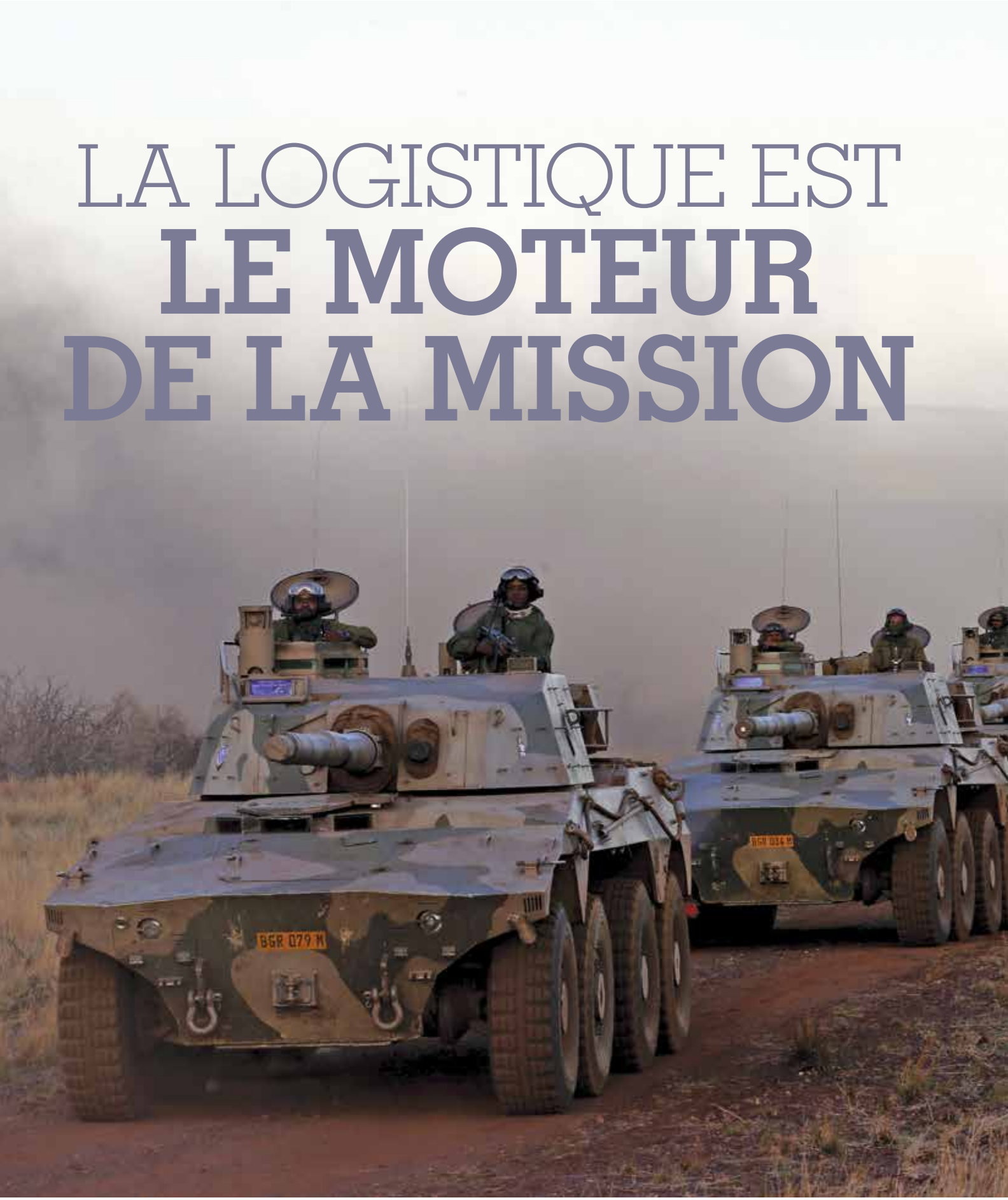
Dans les missions multinationales, cela peut poser problème, fait observer Uduak Udoaka, et cela commence avec chaque pays contributeur de troupes qui doit avoir suffisamment de ressources pour soutenir son personnel. « Peuvent-ils se présenter avec suffisamment de ravitaillement pour 30, 40 ou 60 jours ? Les forces sont-elles en mesure de fournir un soutien logistique après 60 jours ou faudra-t-il une autre « requête » de la part de la communauté internationale ? » s'est-il interrogé.

Poursuite de l'excellence : l'ancien philosophe militaire chinois Sun Tzu qualifiait la logistique de « ligne entre l'ordre et le désordre ». Les logisticiens découvriront que leur rôle consiste à maintenir un certain ordre dans un environnement chaotique. Cela ne s'apprend pas dans une salle de classe ni dans un manuel. C'est le résultat d'années d'expérience qui permettent aux logisticiens de développer presque un sixième sens pour prévoir un besoin qui pourrait surgir ou résoudre un problème avant qu'il ne se pose.

Ceux qui recherchent la gloire et la reconnaissance ne les trouveront pas dans la logistique. Mais pour ceux qui espèrent faire une différence et connaître la satisfaction d'un travail bien fait, la logistique est une vocation.

« Les logisticiens militaires sont avant tout des hommes qui exercent le métier des armes et, par définition, les métiers fournissent un travail unique dans un domaine d'expertise », a expliqué Uduak Udoaka. « Alors que les salaires, les promotions et les bonus permettent d'entretenir des familles, les hommes de métier sont le plus souvent motivés par le devoir, l'honneur, la camaraderie et la poursuite de l'excellence ». ❑

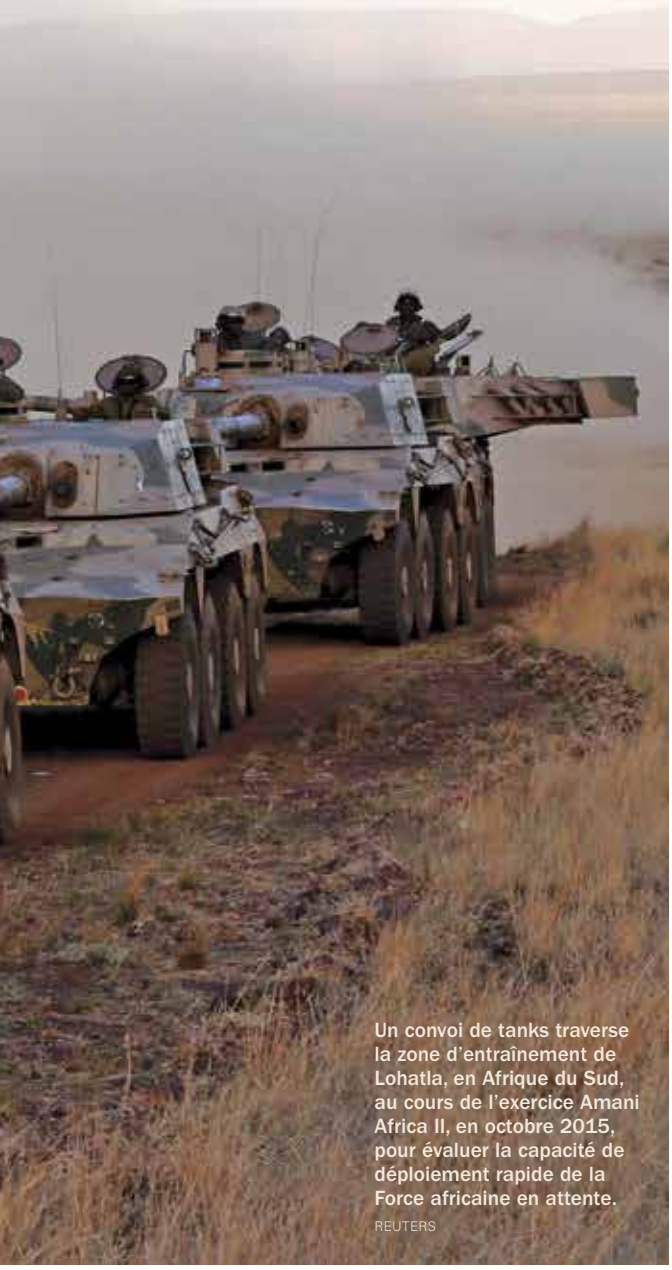
LA LOGISTIQUE EST LE MOTEUR DE LA MISSION



Un entretien avec **le général de brigade David Baburam,** ancien chef de l'Unité de soutien de mission de L'UA

PERSONNEL D'*ADF*

Le général de brigade à la retraite David Baburam a servi dans les forces de défense du Kenya pendant 36 ans. Au cours de sa carrière, il a été commandant du Corps des magasins militaires, commandant d'un hôpital militaire et il a enseigné au collège d'état-major de la défense. Il a passé quatre ans à l'Union africaine comme chef de l'unité de soutien de mission, qui assure la logistique des missions de maintien de la paix de l'UA. Il s'est entretenu avec *ADF* par téléphone de chez lui, à Nairobi. Ses propos ont été résumés pour des raisons d'espace.



Un convoi de tanks traverse la zone d'entraînement de Lohatla, en Afrique du Sud, au cours de l'exercice Amani Africa II, en octobre 2015, pour évaluer la capacité de déploiement rapide de la Force africaine en attente.
REUTERS

ADF : La logistique a toujours été l'un des grands problèmes pour lancer et soutenir une mission de maintien de la paix, et cela est particulièrement vrai en Afrique. Souvent, la réaction peut être retardée à cause d'un simple problème de transport de troupes et de matériel vers des régions isolées, en proie à une crise. Avez-vous rencontré ce problème pendant votre carrière ?

GÉNÉRAL BABURAM : La distance n'est qu'un des problèmes de soutien logistique dans le contexte africain. Le problème le plus grave est celui de la mobilisation des ressources. L'UA dépend des bailleurs de fonds pour près de 98 pour cent. Pour une mission comme celle de la Somalie, la contribution de l'UA aux coûts n'atteint même pas 2 pour cent, parce qu'elle ne dispose pas vraiment des réserves pour ce type de financement. La majorité du financement pour les opérations de soutien de la paix est supposée venir du Fonds de la paix de l'UA, mais celui-ci n'est pas configuré pour soutenir une énorme mission impliquant des dépenses élevées. Le niveau maximum des réserves du Fonds de la paix est d'environ 5 millions de dollars, ce qui est réellement négligeable si l'UA veut financer sa propre mission d'une manière ou d'une autre. C'est une question de mobilisation des ressources ; en conséquence, l'UA doit déclarer forfait pratiquement chaque fois qu'elle souhaite entreprendre des opérations de soutien de la paix.

En ce qui concerne les problèmes géographiques – distance, lieux – bien sûr, l'Afrique étant ce qu'elle est, la plupart de nos infrastructures – ports maritimes, aéroports, routes – ne sont pas adaptées. Cela pose un problème aux mouvements de troupes et d'équipements et c'est un cauchemar logistique. Nous avons vu cela en République centrafricaine et au Mali, où certains théâtres d'opérations étaient très éloignés de la zone de soutien. Cela constituait un énorme défi parce que l'on ne pouvait amener les troupes dans

les zones éloignées que par transport aérien, et il n'y avait aucun moyen aérien. Alors vous avez un manque de moyens et l'état du terrain aggrave le problème.

ADF : Comment surmontez-vous ce manque de capacité de transport aérien ?

GÉNÉRAL BABURAM : On s'est efforcé de résoudre ce problème. Récemment, un Centre de coordination des mouvements continentaux a été établi, à l'UA, pour coordonner les besoins de transport aérien et maritime, mais ce n'est qu'une toute petite cellule au sein de la Division des opérations de soutien à la paix de l'UA. L'un des efforts majeurs a été l'établissement d'une banque de données pour, par exemple, la capacité de transport aérien. De ce qui a été rassemblé jusqu'à présent, il est clair que la capacité, en termes de moyens, sur le continent est très limitée. L'Algérie, l'Afrique du Sud et l'Angola sont bien équipés, mais la plupart des États membres n'ont pas de capacité de transport aérien significative. En ce qui concerne le transport maritime, il est inexistant sur tout le continent. La principale source de transport maritime serait alors de faire appel à des vaisseaux civils. Le transport aérien est crucial, parce que pour déployer une mission dans les délais, les éléments de tête, c'est-à-dire deux bataillons, doivent être transportés par les airs. Cela représente réellement un problème majeur, qui retarde le déploiement.

ADF : La solution réside-t-elle dans une base de données, l'obtention d'engagements ou l'aide de pays bien équipés ?

GÉNÉRAL BABURAM : Vous ne pouvez pas signer de protocole d'accord avec eux. Cela dépend du bon vouloir de ces pays. Ils ne peuvent offrir leurs services que sur demande. Mais vous ne pouvez pas compter sur eux parce qu'il n'y a aucun protocole d'accord les engageant à fournir ces moyens et aucun d'entre eux n'aime faire ce type d'arrangement. Leur capacité est très limitée selon les normes internationales. Alors ces offres ne seront faites que si la situation le permet, mais vous ne pouvez pas en tenir compte dans votre planification. Vous ne pouvez pas dire, par exemple, que l'Algérie fournira un C-130. La banque de données servirait à identifier les lacunes et à solliciter l'aide d'armées modernes.

ADF : À l'issue de l'exercice Amani Africa II, qui fut un succès, en Afrique du Sud, la Force africaine en attente (FAA) est maintenant presque opérationnelle. Compte tenu de l'histoire unique du continent, avec le tragique génocide de 1994 au Rwanda, l'un des principaux aspects de la FAA est qu'elle doit être prête à se déployer très rapidement, dans les 14 jours, en cas de génocide. Cette rapidité est-elle possible d'un point de vue logistique ?

GÉNÉRAL BABURAM : La question se pose de savoir si la logistique pourrait se mettre en marche dans les 14 jours. Ce qui est important c'est l'aspect politique, le processus décisionnel. Le déploiement doit être autorisé

Un homme traverse le hall du siège de l'Union africaine à Addis-Abeba, en Éthiopie. L'UA cherche une source de financement permanente pour appuyer la mission de la Force africaine en attente qui est d'intervenir en cas de crises sur le continent. AFP/GETTY IMAGES

conformément aux articles 4(h) et (j) de la Charte de l'UA. Pour faire appel à l'article 4(h), il faut réunir les chefs d'État. Or, réunir ces 52 chefs d'État à Addis-Abeba dans les 14 jours est impossible. Alors la question politique, en termes de prise de décisions, est le premier obstacle à franchir.

Il serait très difficile de déployer la logistique conformément au concept actuel de soutien de la FAA. Selon ce concept, les pays contributeurs de troupes (TCC) se déploient en autosuffisance pour 30 jours, après quoi le système de l'UA prend le relais. Mais il faudra presque six mois pour mobiliser les ressources afin de mettre en place le système de l'UA. J'ai déjà mentionné plus tôt que l'UA dépend entièrement du soutien de bailleurs de fonds, les délais d'approvisionnement [sont un problème] et la Base logistique continentale n'est pas opérationnelle. Elle sera peut-être opérationnelle dans un avenir proche, peut-être dans deux ou trois ans, mais, en ce moment, elle ne l'est

pas. Alors aujourd'hui, et de la manière dont elle a été testée pendant Amani Africa, c'est un peu théorique.

ADF : Alors qu'elle est la solution ?

GÉNÉRAL BABURAM : La seule manière de contourner le problème est de revoir la politique d'autosuffisance des pays contributeurs de troupes et de leur donner plus de responsabilités pour leur permettre de réaliser cette autosuffisance. Peut-être pour 90 jours avec l'engagement de l'Union africaine que leurs dépenses seront remboursées. Peut-être que les États membres peuvent créer bilatéralement une telle capacité d'autosuffisance. C'est la seule manière de contourner cette exigence de déploiement rapide en 14 jours.

Nous avons cette initiative appelée Capacité africaine de réponse immédiate aux crises, qui développera les concepts prévoyant que les États membres assument la responsabilité de l'autosuffisance de leur unité pendant 90 jours. Cela devra s'étendre au concept de la FAA parce que c'est le seul moyen réaliste qui permette de se déployer dans ces 14 jours. Parmi les États membres qui contribuent par des troupes et des ressources à une mission particulière, l'un d'entre eux pourrait être sélectionné comme pays chef de file en matière de logistique. Un pays qui dispose de plus d'expérience, de plus de capacité et de meilleures ressources pourrait servir de pivot pour la fourniture d'une logistique commune et constituer un cadre dans lequel d'autres pays pourraient mettre en commun leurs ressources logistiques.

ADF : Pour l'avenir, où souhaiteriez-vous que les armées africaines concentrent leurs efforts ?

GÉNÉRAL BABURAM : Je pense que la plupart des capacités logistiques dépendront de la possibilité pour l'Afrique de subvenir à ses propres besoins sans dépendre largement de bailleurs de fonds. Cela a un effet sur la planification. Vous ne pouvez pas planifier des ressources que vous ne possédez pas. Si vous devez vous adresser à l'Union européenne ou aux États-Unis pour financer votre mission, cela compromet votre planification, votre capacité de vous déployer rapidement et la résolution des problèmes africains. Ce qui est considéré comme la solution d'un problème en Afrique ne sera peut-être pas considérée comme telle par une organisation extérieure comme les Nations Unies. C'est pourquoi cette intervention au Burundi, même si elle avait été autorisée par l'UA, n'a jamais eu lieu. Et ce n'est pas la seule ; il y a eu plusieurs cas, par le passé, où l'UA autorisait une mission qui ne voyait jamais le jour. Lorsque vous vous interrogez sur les raisons, on en revient à la capacité de l'UA de mobiliser les ressources de sa propre mission. Le système doit être appuyé par une stratégie de mobilisation des ressources. C'est un problème majeur que l'UA doit surmonter à l'avenir.

Nous devons également rassembler suffisamment de fonds, au sein du Fonds de la paix de l'UA, pour pouvoir soutenir une mission pendant au moins 90 jours, ce qui serait de l'ordre de 50 millions de dollars. Cela est réalisable. Dans une perspective d'avenir, il faut aussi créer plus de capacités d'autosuffisance au sein des États membres, pour qu'au moins les États membres puissent subvenir à leurs besoins pendant 90 jours, jusqu'à ce que l'UA prenne le relais. Et ceci est faisable. Il serait peut-être utile d'analyser ou d'évaluer ce qui doit être amélioré au sein des États membres.

ADF : Il existe de nombreux cas dans lesquels les armées africaines ont prouvé qu'elles pouvaient exceller sur le plan logistique. Je pense à la capacité d'armées comme celle du Tchad de se déployer avec succès dans des environnements extrêmement inhospitaliers, en dépit de moyens limités.

GÉNÉRAL BABURAM : Tout à fait. Cela nous amène à la nécessité de simplifier les choses. Les problèmes de logistique des armées africaines ne doivent pas être exagérés. Il y a des moyens de simplifier les choses et de les rendre moins onéreuses en considérant la spécificité des besoins africains. Prenons, par exemple, une cuisine. La cuisine de campagne, fournie par les Nations Unies pour les missions, est trop sophistiquée, trop chère et, parfois, elle ne répond pas vraiment aux besoins des troupes. Il en va de même pour certains autres équipements. Il nous faut donc apporter des solutions simples aux problèmes. Nous devons faire en sorte que les hommes puissent se nourrir et entretenir un équipement de base, parce que la maintenance est vraiment problématique. L'équipement arrive et, parce que les opérateurs n'ont pas été formés, il devient rapidement hors d'usage. La durée de vie de l'équipement est considérablement réduite. Vous vous rendez compte qu'en six mois, 50 pour cent de l'équipement est hors d'usage parce qu'il n'a pas été entretenu. Il faut s'attaquer à ces problèmes en créant une capacité de maintenance et en formant les opérateurs au fonctionnement du matériel. Dans le monde occidental, le problème ne se pose pas, mais dans les armées africaines, si vous pouvez résoudre ces problèmes, cela arrangerait grandement les choses.

ADF : Faut-il accorder à la logistique une plus grande priorité ?

GÉNÉRAL BABURAM : La priorité accordée à la logistique par les commandants et les décideurs est un problème majeur. Souvent vous pensez à la logistique après et non avant. Cela peut porter préjudice à la planification opérationnelle générale, parce que vous ne pouvez pas planifier sans réfléchir à la logistique dont vous disposez. Je sais qu'en général, on dit que les opérations sont le moteur de la logistique, et je pense qu'en Afrique c'est la logistique qui est le moteur des opérations, parce que les opérations doivent s'appuyer sur la logistique disponible. Vous ne pouvez pas transporter des troupes vers un point « A » ou « B » si vous ne disposez pas des moyens aériens pour le faire. Vous ne pouvez pas garder des troupes sur le théâtre des opérations pendant trois mois si vous ne pouvez pas les nourrir, les approvisionner en eau ou leur fournir suffisamment de munitions. La planification est essentielle. ❑

Des Libériens se rassemblent à Monrovia en janvier 2015 après le discours sur l'état de la nation prononcé par la Présidente Ellen Johnson Sirleaf. Le pays a surmonté une épidémie d'Ebola, mais on peut s'attendre à de nouveaux épisodes de recrudescence de la maladie en Afrique de l'Ouest. GETTY IMAGES

Après EBOLA

PERSONNEL D'*ADF*

Alors que l'Union africaine fait le bilan des leçons et des défis, de nouvelles approches logistiques voient le jour

Plus de deux ans après qu'Ebola a commencé sa progression mortelle à travers la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone, faisant plus de 11.300 victimes, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a annoncé ce qui semblait être un miracle : l'épidémie a pris fin.

Le 14 janvier 2016 marque les quarante-deux jours écoulés depuis que les derniers cas confirmés au Liberia ont donné un test négatif. Les deux derniers patients du Liberia, le père et le jeune frère d'un adolescent âgé de 15 ans décédé du virus sont sortis de l'hôpital le 3 décembre 2015.

Toutefois, les bonnes nouvelles n'ont pas duré. Le 15 janvier, la Sierra Leone a confirmé un nouveau cas de décès dû au virus Ebola. La Sierra Leone a été déclarée exempte de la transmission du virus Ebola le 7 novembre 2015.

Le 21 janvier, un deuxième cas était confirmé en Sierra Leone. Un porte-parole de l'OMS a annoncé à l'Agence France-Presse qu'une femme âgée de 38 ans s'était occupée de sa nièce âgée de 22 ans, Marie Jalloh, décédée du virus Ebola le 12 janvier. Les responsables s'attendaient à de nouveaux cas parmi les personnes ayant lavé le corps de Marie Jalloh durant les préparatifs traditionnels pour son enterrement. Cette pratique a été reconnue comme étant l'un des modes principaux de propagation de la maladie.

« C'est décevant, naturellement, étant donné que plus d'une centaine de jours s'étaient écoulés depuis l'enregistrement du dernier cas », a déclaré Sidi Yahya Tunis, le porte-parole du ministère sierra-léonais de la Santé à l'AFP, le 21 janvier.

La déception des observateurs a été atténuée par le fait que la patiente avait été identifiée comme étant un « contact à haut risque », mais ils se sont demandé pourquoi elle avait été traitée en tant que patiente externe et avait été autorisée à entrer en contact avec 27 personnes. Il semble donc que l'on continue de tirer des enseignements de la flambée épidémique et de les appliquer.

Le Dr Benjamin Djoudalbaye, responsable principal de la santé au sein de la Commission de l'Union africaine

PHOTO AVEC L'AIMABLE AUTORISATION DU DR BENJAMIN DJOUDALBAYE

Devant la persistance d'Ebola face aux efforts de la communauté internationale, une chose est claire : Ebola continuera en Afrique. Il est certain qu'il y aura une autre flambée. À un moment donné. Quelque part. Et il ne s'agit pas de la seule pandémie qui menace le continent. Il y a le virus Marburg, la grippe pandémique et le choléra, entre autres menaces.

L'UA INTENSIFIE SA RIPOSTE

Ebola a déclenché la mobilisation de l'aide, du soutien et du personnel à l'échelle mondiale. Les Nations Unies ont établi leur première mission sanitaire d'urgence, la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola (MINUAUCE). L'OMS et Médecins Sans Frontières ont mobilisé, parallèlement à une force militaire américaine, Operation United Assistance, qui a déployé près de 3.000 soldats en Afrique de l'Ouest. L'Agence américaine pour le développement international (USAID) a également répondu à l'appel.

Aux côtés de ces organisations, travaillant main dans la main avec tous les partenaires, se trouvait l'Union africaine qui a déployé 855 personnes en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone dans le cadre d'une initiative connue sous le nom de Mission de soutien de l'Union africaine pour la riposte contre l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest (ASEOWA). Cette mission, qui a officiellement pris fin le 31 décembre 2015, fait à présent le point sur les défis rencontrés et les succès en matière de logistique, tout en se préparant pour la prochaine flambée épidémique en Afrique.

En août 2014, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a décidé de déployer une force d'intervention. Moins d'un mois après, les équipes de l'ASEOWA étaient sur le terrain en Afrique de l'Ouest. Très vite, l'ASEOWA s'est développée en incorporant 855 agents. Parmi ceux-ci, on comptait 740 membres du personnel médical, dont des médecins, des infirmiers et infirmières, des auxiliaires médicaux, des pharmaciens, des laborantins et des travailleurs sociaux. L'ASEOWA était au départ destinée à durer six mois, mais la mission a été prolongée à deux reprises jusqu'à la fin 2015.

La mise sur pied de l'intervention de l'ASEOWA n'a pas été une tâche facile, explique le Dr Benjamin Djoudalbaye, responsable principal de la santé auprès de la Commission de l'UA. Le Dr Djoudalbaye, un médecin tchadien basé à Addis-Abeba, en Éthiopie, a exercé les fonctions de directeur des opérations de l'ASEOWA jusqu'en mars 2015, date à laquelle il a été désigné responsable du soutien à la mission. Il est devenu

Ebola : CHRONOLOGIE DE L'ÉPIDÉMIE

AGENCE FRANCE-PRESSE

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) annonce qu'en Afrique de l'Ouest, l'épidémie du virus Ebola a fait plus de 11.300 victimes sur près de 29.000 cas déclarés, principalement en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone. Voici une chronologie de la manière dont la maladie a commencé à se développer et s'est propagée.

2013

L'épidémie se déclare en Guinée

DÉCEMBRE 2013 :
Un petit garçon âgé de 2 ans meurt dans le sud de la Guinée et est ultérieurement désigné sous le nom de « patient zéro ». Le virus reste confiné localement jusqu'en février 2014, lorsqu'un professionnel de santé décède dans une province limitrophe.

2014

Ebola se propage en Afrique de l'Ouest

31 MARS 2014 :
Deux cas ont été confirmés par l'OMS au Liberia, alors que le 26 mai, la Sierra Leone confirme son premier cas, suivi fin juillet par le Nigeria, en août par le Sénégal et en octobre par le Mali. Le Sénégal et le Nigeria sont déclarés exempts de transmission du virus Ebola en octobre 2014, et le Mali est déclaré exempt du virus en janvier 2015.

ultérieurement chef de mission, en remplacement du général de division ougandais Julius Oketta.

Au fur et à mesure de l'intensification de la mission, les responsables ont été confrontés à trois problèmes logistiques majeurs : le transport aérien, l'hébergement du personnel et le transport terrestre dans les pays affectés.

« Le défi numéro un était celui du transport », indique le Dr Djoudalbaye. Les planificateurs ont conclu au départ que les besoins majeurs concernaient les ressources humaines. « Une fois les personnes mobilisées, comment allions-nous les faire venir sur place ? »

Certains pays ayant adopté des mesures d'interdiction de voyager dans la région affectée, l'UA a fait parvenir des membres de son personnel par avion en passant par le Maroc. Les responsables ont affrété des vols charters par Egyptian Airlines, Asky Airlines et Kenya Airways pour que le personnel puisse se rendre en Afrique de l'Ouest.

« À partir de là, lorsque vous arrivez sur le terrain là-bas, le défi numéro deux est celui de l'hébergement. Il n'y avait pas assez d'hôtels pour loger tout notre personnel, parce qu'il est nécessaire d'assurer son hébergement dans un espace où sa sécurité est assurée. Et là, une fois que l'hébergement était arrangé, les prix étaient multipliés par deux ou par trois. C'était vraiment très onéreux de loger notre personnel là-bas ». Plutôt que de loger les personnes à l'hôtel, l'ASEOWA a contacté des civils qui étaient en mesure de louer des logements disponibles à nos agents.

Le troisième défi majeur concernait le transport terrestre une fois le personnel de l'ASEOWA arrivé en Afrique de l'Ouest. Les agents avaient besoin de voitures et de véhicules de type SUV pour effectuer le travail minutieux de « recherche des contacts », qui consiste à faire suivre par les agents sanitaires chaque personne avec laquelle un patient atteint du virus Ebola est entré en contact, à des fins d'évaluation et de quarantaine ou de traitement potentiel. Cette pratique laborieuse est essentielle à mettre un coup d'arrêt à la propagation de la maladie. Le Dr Djoudalbaye observe que la disponibilité des véhicules était problématique et que les prix grimpaient en fonction de la demande. En mai 2015, la MINUAUCE a fourni certaines voitures à l'ASEOWA.

Un ouvrier suspend des bottes protectrices en caoutchouc sur des supports en bois en décembre 2014 au Centre de traitement d'Ebola dirigé par l'UA de Magbenteh, en Sierra Leone. MINUAUCE/MARTINE PERRET

Dans le cadre de cette opération sanitaire majeure, des médicaments et des fournitures connexes ont été fournis aux agents de l'ASEOWA par des organisations internationales telles que l'OMS et l'UNICEF. En revanche, il a été plus difficile de se procurer d'autres nécessités, telles que des bottes en caoutchouc et des équipements de protection individuelle. « Vous ne les trouvez pas dans les marchés locaux », ajoute le Dr Djoudalbaye. « C'était

La Guinée, le Liberia et la Sierra Leone sont coupés du reste du monde.

30 MAI 2014 :
L'épidémie d'Ebola est « hors de contrôle », selon Médecins Sans Frontières. La Guinée, le Liberia et la Sierra Leone déclarent l'état d'urgence et l'établissement de zones de quarantaine. De nombreux pays voisins ferment leurs frontières.

Une situation d'urgence sanitaire

8 AOÛT 2014 :
L'OMS déclare que l'épidémie d'Ebola est une « urgence de santé publique de portée internationale ». Quatre jours après, l'OMS autorise l'usage de traitements expérimentaux contre le virus Ebola. Ce même jour, un missionnaire espagnol infecté au Liberia meurt à Madrid. Il est la première victime européenne du virus.

Décès aux États-Unis

30 SEPTEMBRE 2014 :
Un Libérien est hospitalisé au Texas, aux États-Unis. C'est la première infection par le virus Ebola diagnostiquée en dehors de l'Afrique. Il meurt le 8 octobre.

6 OCTOBRE 2014 :
Une infirmière espagnole d'un hôpital de Madrid devient la première personne à être infectée en dehors de l'Afrique. Un traitement lui est administré et l'infirmière espagnole reçoit le feu vert pour quitter l'hôpital le 19 octobre.

Des membres du personnel portent un équipement de protection au Centre de traitement d'Ebola de Magbenteh, en Sierra Leone.

MINUAUCE/MARTINE PERRET

une difficulté réelle. Et étant donné les interdictions de voyager mentionnées précédemment, même si ces équipements étaient disponibles dans les pays limitrophes, comment allions-nous nous les faire acheminer ? » Les agents sont arrivés à se procurer certains articles divers nécessaires en envoyant des personnes dans les marchés locaux pour acheter tout ce qui était disponible. Quelquefois, ils contactaient des marchands qui avaient fermé boutique et les persuadaient d'ouvrir et de leur vendre les articles dont ils avaient besoin.

De septembre à novembre 2014, les problèmes d'approvisionnement ont pris beaucoup de temps et ont été difficiles à résoudre. C'est alors que le président de la Commission de l'UA a signé une dérogation autorisant l'ASEOWA à accélérer les achats malgré la stricte politique mise en place par l'UA en matière d'approvisionnement. Cette dérogation a facilité la capacité d'obtenir des fournitures ainsi que de recruter du personnel. Le Dr Djoudalbaye convient qu'une flambée ne laissait pas le temps d'être entravé par une bureaucratie tatillonne.

DANS LA PERSPECTIVE DE FUTURES FLAMBÉES ÉPIDÉMIQUES

L'UA et l'OMS mettent à exécution des plans visant à se préparer pour la prochaine et inévitable flambée, quelle qu'elle soit, n'importe quand et n'importe où. Beaucoup de choses peuvent se produire. L'OMS indique qu'environ 100 « événements aigus de santé publique » sont signalés à son Bureau régional africain chaque année. Ceux qui sont les plus fréquemment signalés sont le choléra, la dengue, la rougeole, la méningite, la peste et les fièvres hémorragiques virales telles qu'Ebola.

L'OMS, « reconnaissant le rôle crucial et l'importance de la logistique pour la préparation et la riposte à une flambée épidémique » a établi en 2015 un « Plan stratégique régional de logistique 2015-2018 », en collaboration avec d'autres partenaires, y compris l'USAID et les Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies.

Le plan de l'OMS indique « qu'au cours des dernières années, l'importance de la logistique pendant la préparation et la riposte aux flambées a été cruciale pour s'assurer que les fournitures essentielles et les réactifs sont prépositionnés et déployés rapidement sur le terrain dans le cadre du soutien opérationnel dans la lutte contre l'épidémie. L'importance de ce prépositionnement est soulignée dans le Cadre d'action d'urgence de l'OMS qui précise que la fourniture d'un appui administratif et logistique est une exigence essentielle pour assurer un système efficace d'intervention rapide ».

Parmi les six objectifs spécifiques de l'OMS figure le prépositionnement des fournitures et des équipements utilisés pour la lutte contre la flambée, afin qu'ils soient prêts à être acheminés lorsque cela est nécessaire. Pour

2015

Ebola entame une retraite hésitante

22 FÉVRIER 2015 :
Le Liberia lève le couvre-feu dans tout le pays et rouvre ses frontières.

26 FÉVRIER 2015 :
Les États-Unis mettent fin à leur mission militaire en Afrique de l'Ouest, où ils avaient déployé 2.800 soldats pour aider à combattre Ebola, principalement au Liberia.

Tout près de trouver un vaccin

10 JUILLET 2015 :
Des donateurs internationaux promettent 3,4 milliards de dollars pour aider à éradiquer Ebola.

31 JUILLET 2015 :
L'OMS annonce qu'un vaccin contre Ebola a fourni une protection à 100 pour cent lors d'un essai sur le terrain en Guinée, suggérant « qu'un vaccin efficace contre le virus Ebola est à portée de main à l'échelle mondiale ».

Les pays les plus durement touchés sortent de l'épidémie

9 MAI ET 3 SEPTEMBRE 2015 :
Le Liberia est déclaré exempt de transmission du virus Ebola par l'OMS après qu'aucun nouveau cas n'a été signalé pendant 42 jours. Toutefois, le virus ressurgit chaque fois.

7 NOVEMBRE 2015 :
L'OMS déclare la Sierra Leone exempte de transmission du virus Ebola.

accomplir cela, le plan recommande entre autres mesures le développement de sites de stockage, d'entrepôts et d'un système de gestion des stocks.

Le Dr Djoudalbaye ajoute que le prépositionnement des fournitures en vue d'une utilisation future est également une priorité essentielle de l'UA. « Pour nous, c'est une question simple », observe-t-il. « Nous avons aujourd'hui la possibilité de disposer d'une base logistique continentale à Douala, au Cameroun. Aussi essayons-nous à présent d'avoir, par exemple, des arrangements à l'avance avec des fournisseurs, dans le but de prépositionner notre matériel logistique ».

L'UA projette d'entreposer à Douala des véhicules et des habitations mobiles fournies par des donateurs. Lorsqu'il s'agit d'équipement électronique, tel que des ordinateurs portables et des tablettes, au lieu de faire des achats en gros et d'entreposer les équipements pendant une durée indéterminée, les responsables concluront des ententes préalables avec les fabricants dans l'espoir de se procurer ce matériel dans les 48 à 72 heures, comme l'explique le Dr Djoudalbaye. « De telle sorte que s'il y a un besoin, nous pourrons leur demander de faire leur possible pour livrer 1.000 ordinateurs portables dans cette zone », ajoute-t-il. « Ce sont des choses que nous essayons de mettre en place à présent… afin que nous disposions à l'avance d'un plan de préparation, y compris en cas d'urgence, de façon à ce que si demain il y a une crise… nous puissions être en mesure de surmonter les difficultés auxquelles nous avons dû faire face dans le cadre de l'ASEOWA ».

LE CDC AFRICAIN

La flambée d'Ebola a également donné l'occasion d'accélérer des plans visant à établir des Centres pour le contrôle et la prévention des maladies africains (CDC africains). Un centre de coordination sera établi à Addis-Abeba, en Éthiopie, et il y aura cinq centres régionaux, répartis entre l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Est, l'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud et l'Afrique de l'Ouest.

Les CDC africains aideront les autorités à accélérer la détection, la préparation et la riposte à des flambées. Ebola a sévi en Afrique de

Un homme reçoit un certificat de santé de la clinique Elwa, un centre de traitement d'Ebola de Monrovia, au Liberia, en juillet 2015. AFP/GETTY IMAGES

2016

Guinée

29 DÉCEMBRE 2015 :
L'OMS déclare la fin de la transmission de la maladie à virus Ebola en Guinée, six semaines s'étant écoulées depuis la guérison de sa dernière patiente identifiée, une petite fille de 3 semaines née avec le virus.

Liberia

14 JANVIER 2016 :
L'OMS déclare la fin de l'épidémie. Cette journée marque les quarante-deux jours écoulés depuis que les derniers cas confirmés ont donné un test négatif. Les deux derniers patients du Liberia, le père et le frère d'un adolescent âgé de 15 ans décédé du virus sont sortis jeudi de l'hôpital le 3 décembre 2015.

Sierra Leone

15 JANVIER 2016 :
Quelques heures après que l'épidémie a été déclarée terminée, la Sierra Leone confirme un nouveau cas de décès dû à Ebola, selon la BBC. La Sierra Leone a été déclarée exempte de la transmission du virus Ebola le 7 novembre 2015.

21 JANVIER 2016 :
Un deuxième cas est confirmé en Sierra Leone.

L'Afrique de l'Est

lance un programme de prévention et de contrôle des pandémies

VOICE OF AMERICA

Ebola n'est pas la première épidémie causée par la transmission de microbes entre animaux et humains. À mesure que la population mondiale continue de croître, parallèlement à la demande de produits alimentaires, des menaces similaires sont susceptibles de se produire.

En janvier 2016, dans un hôtel de Nairobi, au Kenya, L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Agence américaine pour le développement international (USAID) ont lancé la composante est-africaine du programme Menaces pandémiques émergentes (EPT-2) de la FAO. Il est destiné à aider à détecter, prévenir et contrôler de nouvelles maladies dites « zoonotiques », qui peuvent être transmises entre l'animal et l'homme.

Subhash Morzaria, coordinateur mondial du programme EPT-2, explique que ces maladies peuvent être transmises par l'air ou par le toucher de fluides ou de matières infectées. « Quel que soit le mode de transmission… si ces maladies infectieuses persistent dans nos populations animales, alors nous sommes en présence d'un risque constant que cette maladie soit susceptible de devenir pandémique et de causer des flambées, une morbidité et une mortalité tout à fait considérables chez l'homme et aussi chez l'animal », précise-t-il.

Parmi les maladies zoonotiques, mentionnons le VIH/SIDA, la grippe, y compris celle qui est couramment appelée la grippe aviaire et la grippe porcine, ainsi que le syndrome respiratoire aigu sévère (SARS), le syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS-CoV), la maladie à virus de Marburg et l'infection à virus Nipah. On estime que sur 10 maladies infectieuses existant chez l'homme, six sont transmises par les animaux, selon les Centres américains pour la prévention et le contrôle des maladies.

Les Nations Unies prévoient une croissance de la population mondiale qui passera du chiffre actuel de 7,3 milliards d'habitants à 9,7 milliards d'habitants en 2050. Cette augmentation rapide signifie une augmentation parallèle de la demande alimentaire.

« Ceci étant dit, ces systèmes de production évolueront très rapidement pour répondre à cette demande, et il est possible que certaines pratiques à haut risque soient utilisées dans l'élevage de bétail, et que ces pratiques risquées puissent créer un environnement propice à l'évolution et à la propagation de nouveaux agents pathogènes », poursuit Subhash Morzaria.

Le directeur des services vétérinaires du Kenya, le Dr Kisa Juma Ngeiywa, précise que les nouveaux agents pathogènes peuvent se propager plus loin que jamais auparavant dans le contexte de la mobilité sociale d'aujourd'hui.

Etienne Ouamouno, père du premier enfant atteint du virus Ebola, le « patient zéro » se tient près du kapokier où, selon des scientifiques, Émile, son fils âgé de 2 ans, pourrait avoir contracté le virus Ebola transmis par des chauves-souris à Meliandou, en Guinée. REUTERS

« Considérons la grippe H7N9, qui se propageait en Chine », explique le Dr Kisa Juma Ngeiywa à propos de la souche de la grippe aviaire. « Maintenant, si vous prenez en compte les avions, de Kenya Airways, Ethiopian Airlines et d'autres compagnies aériennes, vous savez qu'ils vont en Chine et qu'ils reviennent au Kenya, chaque jour. Donc, à cause de cela, il y a là une vulnérabilité de taille, à moins que nous ne mettions des mesures [en place] pour être à même de faire en sorte d'arrêter la dissémination ».

Subhash Morzaria affirme que nous sommes tous partie prenante dans ce processus.

« Tout le monde est menacé », a-t-il déclaré. « Le virus ne fait pas de distinction entre une personne pauvre ou une personne riche. S'il est hautement infectieux et pathogène, alors il arrive, il infecte et il tue cette personne. Aussi je pense qu'il s'agit d'une préoccupation mondiale ».

En octobre 2015, l'USAID a annoncé un nouveau financement pour ce programme, à hauteur de 87 millions de dollars. Les fonds seront utilisés pour aider les pouvoirs publics et les services vétérinaires à mieux comprendre les systèmes d'élevage et pour aider à effectuer une surveillance et à identifier les agents pathogènes actuels et potentiels.

« La mission du Corps des volontaires africains pour la santé sera de répondre aux préoccupations prioritaires en matière de santé publique en Afrique par le biais de la prévention, de la détection et de la riposte appropriée ».

~ Dr Benjamin Djoudalbaye

l'Ouest des mois avant que les autorités n'aient reconnu qu'il s'agissait d'un problème sanitaire mondial. Avec des centres régionaux, les capacités de ressources et de détection seront plus proches lors de la survenance d'une flambée, quelle que soit la région.

Chaque zone proposera pour le centre régional un pays hôte, qui sera alors évalué par des équipes d'autres CDC du monde entier. Les candidatures pour les centres régionaux devront avoir été présentées au plus tard le 31 décembre 2015. Les opérations seront supervisées par un conseil de direction composé de deux responsables des ministères de la Santé des pays de chaque région et d'un groupe consultatif de partenaires techniques. L'objectif à long terme pour chaque pays est d'avoir des centres nationaux disposant de capacités similaires.

Les responsables espèrent que le centre de coordination sera ouvert au premier trimestre 2016. L'ouverture des centres régionaux est prévue à une date ultérieure.

LE CORPS DES VOLONTAIRES AFRICAINS POUR LA SANTÉ

Le CDC africain constitue une structure régionalisée permanente conçue pour riposter aux flambées épidémiques dans l'ensemble du continent. Toutefois, l'UA travaille également sur une autre strate de capacités qui améliorera l'aptitude à une riposte rapide durant les urgences sanitaires. En juin 2015, la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'UA a demandé à la Commission de l'UA de collaborer avec les partenaires de développement et les États membres en vue d'établir un Corps des volontaires africains pour la santé (AVoHC).

En octobre 2015, à Mahé, aux Seychelles, les responsables ont présenté et examiné un avant-projet de proposition d'un Corps des volontaires africains pour la santé (AVoHC) au cours de l'Atelier d'évaluation de la Mission de soutien de l'Union africaine à la lutte contre l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest. L'AVoHC contribuera à combler les lacunes en matière de ressources humaines pour faire en sorte que les épidémies et les urgences de santé publique fassent l'objet d'une riposte en temps voulu et efficace, en employant des personnes issues de divers domaines d'expertise.

« L'idée est d'avoir une sorte d'effectif en attente pouvant être mobilisé à tout moment », indique le Dr Djoudalbaye. « Nous allons établir une liste de personnes que nous contacterons pour qu'elles reçoivent une formation peut-être une ou deux fois par an. Toutefois, la mission du Corps des volontaires africains pour la santé sera de répondre aux préoccupations prioritaires en matière de santé publique en Afrique par le biais de la prévention, de la détection et de la riposte appropriée ».

Une infirmière administre une injection en février 2015 le premier jour d'une étude sur le vaccin du virus Ebola réalisée à Monrovia, au Liberia. GETTY IMAGES

L'ensemble de ces développements, qu'ils soient inspirés ou accélérés par la flambée d'Ebola en Afrique de l'Ouest, servira à rapprocher de chaque zone du continent les ressources appropriées et les personnels compétents, prêts à la riposte dès l'émergence d'un problème sanitaire.

« Notre devise est désormais 'Plus tôt, plus vite, plus souplement et plus intelligemment' », conclut le Dr Djoudalbaye. « Nous avons besoin d'une détection plus précoce, d'une réaction plus rapide, d'une coordination plus souple et d'une riposte plus intelligente. C'est donc là-dessus que nous allons travailler ». ❑

Des artistes apportent des styles de mode décalés dans les rues d'Accra

RÉCIT ET PHOTOS DE REUTERS

Le styliste de mode Daniel Quist, à gauche, et le disc-jockey Evans Mi-reku Kissi se détendent au Republic Bar à Accra, au Ghana.

Au milieu de matériel musical étalé sur une planche à repasser, le disc-jockey Evans Mireku Kissi fait onduler ses baguettes en jouant ses morceaux devant quelques spectateurs dans une rue d'Accra. La foule de la capitale guinéenne le regarde mélanger les rythmes et les danses autour de son stand durant le spectacle.

Outre sa musique, sa tenue un peu étrange – une chemise et une cravate rentrées dans son short sous un gilet, des chaussettes lui arrivant à mi-cuisse, des richelieus et un bonnet – attire également l'attention.

Evans Mireku Kissi, également surnommé Steloo, fait partie d'un groupe d'artistes, de musiciens et de stylistes d'Accra dont l'apparence décalée fait tourner les têtes dans des rues où la plupart des hommes portent des costumes sobres ou bien des chemises en tissu aux imprimés traditionnels.

« Les gens disent 'C'est quoi ce que vous portez ?' Ils ont une drôle de façon de regarder [mes vêtements] », observe cet artiste âgé de 30 ans. « Mais d'un autre côté j'aime le fait que cela génère des émotions contradictoires dans la tête des gens ».

Les hommes et les femmes du groupe disent qu'ils veulent remettre en question les notions traditionnelles de mode africaine, et qu'ils vont sur les médias sociaux pour partager leurs tenues créatives.

Âgés de 19 à 38 ans, ils assortissent vestes ajustées, tee-shirts imprimés, jeans pattes d'eph et robes vintage pour créer des tenues décalées, voire excentriques, que l'ont voit plus souvent à Londres qu'à Accra.

On peut régulièrement voir Evans Mireku Kissi poser pour des séances photo à travers la ville, vêtu de tenues aux couleurs vives, le plus souvent accessoirisées de lunettes de soleil et d'un bonnet de toile très ajusté. Ces portraits et selfies stylés, souvent téléchargés en ligne, ont fait de lui une célébrité locale, ses tenues et sa musique attirant les foules à ses fêtes.

« Je me suis trouvé en tant qu'artiste », affirme-t-il.

Evans Mireku Kissi et ses amis se retrouvent régulièrement dans un studio d'art pour échanger des idées. Ils disent admirer les « Sapeurs de Kinshasa », qui ont transformé la mode en une forme d'art raffinée à l'époque du Zaïre de Mobutu Sese Seko. Toutefois, leur style unique en son genre suscite également les critiques des habitants plus conservateurs.

« On m'a dit que je n'allais pas pouvoir trouver de mari », confie l'artiste Sena Ahadji, qui auparavant arborait une coupe mohawk. « On me traitait de tous les noms dans l'autobus ».

Le soutien des autres membres du groupe l'a aidée à surmonter ces commentaires négatifs.

« Je ressens beaucoup moins de pression qu'auparavant », explique-t-elle. « Je suis moi. Je suis Africaine. Ce n'est pas l'étoffe qui fait de moi une Africaine. Ce n'est pas ma chevelure qui fait de moi une Africaine, mais je sais qui je suis ».

Le styliste de mode Daniel Quist, à gauche, et le disc-jockey Evans Mi-reku Kissi se promènent en scooter à Accra, au Ghana.

AVEC UNE FORCE AÉRIENNE CROISSANTE, LA ZAMBIE JOUE UN RÔLE RÉGIONAL

LE PAYS CONSIDÈRE LA PUISSANCE AÉRIENNE COMME UNE FORCE CRUCIALE OUVRANT LA VOIE AU STATUT DE REVENU INTERMÉDIAIRE.

PERSONNEL *D'ADF*

L'année 2016 sera peut-être un tournant pour l'Armée de l'air zambienne.

L'Armée de l'air prendra livraison de six avions d'entraînement SF-260TW, construits par la société italienne Alenia-Aermacchi. L'Armée de l'air a commandé six avions de chasse chinois L-15 Falcon, pour un prix d'environ 100 millions de dollars. Elle prendra aussi livraison d'un avion de transport italien C-27J et d'un nombre inconnu d'hélicoptères russes Mi-17.

Fin 2015, le président zambien, Edgar Lungu, s'est engagé à moderniser l'Armée de l'air alors que le pays a lancé un partenariat public-privé pour aider à la construction d'une infrastructure de soutien.

Edgar Lungu a peut-être le mieux résumé l'intention de l'Armée de l'air zambienne (ZAF) dans un discours prononcé en décembre 2015. Selon le *Daily Mail*, il a déclaré que protéger l'espace aérien de la Zambie créait un « environnement favorable » pour les investissements étrangers et locaux dans le pays. Il a expliqué que la modernisation de l'Armée de l'air signifiait la création d'une organisation formée et bien équipée pouvant contribuer à élever la Zambie au statut de pays à revenu intermédiaire.

« L'acquisition d'un nouvel équipement est un investissement à long terme et représente un coût important pour le gouvernement et le peuple zambien », a-t-il déclaré. Il a exhorté l'Armée de l'air à observer « les normes les plus hautes de maintenance et de sécurité ».

Le pays d'Afrique australe a le potentiel d'élargir sa capacité militaire. Le pays, classé 22e des pays africains, en termes de population, est la 18e plus grande

Des chasseurs de l'Armée de l'air zambienne survolent les obsèques du président zambien Michael Sata, le 11 novembre 2014. AFP/GETTY IMAGES

économie du pays. Son Armée de l'air, qui possédait, par le passé, quelques avions obsolètes, est en train de s'agrandir lentement et prudemment. Une étude de GlobalFirepower, réalisée en 2015, a conclu qu'en termes de force aérienne, l'Armée de l'air zambienne figurait au 11e rang parmi les 54 pays d'Afrique et au 79e rang des armées de l'air mondiales. Elle se place au septième rang parmi les pays africains en termes d'avions d'entraînement. L'étude n'a pas tenu compte du nombre d'avions commandés, mais non encore livrés.

Des revues de défense ont publié, début 2016, que la flotte actuelle comprenait 12 aéronefs MiG 21, 15 avions à réaction Karakorum K-8, 10 avions d'entraînement Saab MFI Safari MT-15, 10 jets légers MB-326, sept hélicoptères d'attaque légers Z-9 et quelques chasseurs de construction chinoise plus anciens. Les nouveaux avions d'entraînement SF-260TW permettront de rattraper le retard d'heures de vol et d'entraînement de l'Armée de l'air.

En janvier 2016, six pilotes de l'Armée de l'air zambienne avaient déjà accompli leur entraînement sur les nouveaux chasseurs L-5, et une équipe de techniciens avaient été formée à leur maintenance.

Le général de corps d'armée aérien Eric Chimese, commandant de l'Armée de l'air zambienne, a déclaré que des décennies de stagnation économique dans son pays avaient rendu obsolète la plupart du matériel de l'Armée de l'air. À l'époque, le remplacement des avions coûtait trop cher, mais aujourd'hui les temps ont changé.

« La modernisation de notre flotte aérienne est un processus continu qui devrait nous permettre de réagir avec une capacité de plus en plus grande aux besoins de la force aérienne de notre pays dans le contexte de nos besoins de sécurité intérieure et de la dynamique régionale et mondiale », a déclaré à *ADF* le général Chimese dans un communiqué écrit.

La ZAF reconnaît que sa réussite dépend de son personnel et que la modernisation de la flotte exige plus d'équipes de maintenance et de pilotes. « Notre personnel est formé à la fois localement et à l'étranger et, par conséquent, nous nous mesurons aux armées de l'air les plus modernes du monde », a affirmé le général Chimese. « Notre processus de sélection est très compétitif et professionnel et notre formation répond aux normes internationales requises pour tout notre personnel, y compris les pilotes ».

ASSISTANCE AUX CIVILS

L'Armée de l'air zambienne est appelée à faire plus que défendre les frontières du pays. En l'absence de compagnie aérienne nationale, l'Armée de l'air zambienne sert de moyen de transport de choix aux responsables du gouvernement devant se déplacer rapidement dans le pays. Elle entreprend des projets qui servent plus que ses propres intérêts, comme un hôpital ultramoderne au quartier général de l'Armée de l'air à Lusaka, qui servira à la fois le public et le personnel de l'Armée de l'air. Le mess, au quartier général de l'Armée de l'air, sera ouvert au public. À Mbala, dans le nord du pays, l'Armée de l'air a ouvert sa base à l'aviation civile.

ZAMBIA AIR FORCE

« L'ARMÉE DE L'AIR ZAMBIENNE VEILLE À CE QUE LES ZONES LES PLUS RECULÉES DU PAYS RESTENT ACCESSIBLES ET DISPOSE DE LA CAPACITÉ DE TRANSPORTER LES REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENT PARTOUT, À TOUT MOMENT ».

— GÉN. ERIC CHIMESE, ARMÉE DE L'AIR ZAMBIENNE

L'ouverture de l'aéroport de Mbala à l'aviation civile s'inscrit dans les efforts du pays pour ouvrir le nord au tourisme. La Zambie possède certains des paysages les plus spectaculaires du monde, mais l'accès y est limité. Des responsables de l'Armée de l'air affirment que l'aéroport peut accueillir de grands avions à voilure fixe, y compris des avions commerciaux.

La Zambie figure au 17e rang des pays d'Afrique en termes de superficie. Les pays d'Afrique dotés de zones éloignées inaccessibles sont souvent confrontés à l'exploitation illicite des ressources et à l'influence de

Des chasseurs de l'Armée de l'air zambienne survolent les obsèques du président zambien Michael Sata, le 11 novembre 2014. AFP/GETTY IMAGES

L'Armée de l'air s'entraîne avec d'autres pays membres de la Communauté de Développement de l'Afrique australe. ARMÉE DE L'AIR ZAMBIENNE

Le personnel de l'Armée de l'air est entraîné à transporter du matériel de sauvetage en cas de catastrophe naturelle, telle que les inondations qui affectent l'Afrique australe. ARMÉE DE L'AIR ZAMBIENNE

milices locales ou de groupes extrémistes. Sans autorité gouvernementale sur la totalité de son territoire, un pays ne peut prospérer. C'est là où la présence de l'Armée de l'air zambienne est essentielle.

« L'Armée de l'air zambienne veille à ce que les zones les plus reculées du pays restent accessibles et dispose de la capacité de transporter les représentants du gouvernement partout, à tout moment », a affirmé le général Chimese. « Cela permet de garantir que la population ne se sente pas isolée de son gouvernement et du reste du pays. Il n'y a pas de zones 'incontrôlées' en Zambie ».

Il a souligné qu'avec la modernisation en cours, l'Armée de l'air aura un meilleur accès à tout le pays et pourra améliorer sa surveillance.

Ouvrir le nouvel hôpital aux civils fait partie de la politique standard de l'Armée de l'air. Toutes les cliniques de la ZAF sur toutes les bases de la ZAF et toutes les unités à travers le pays sont ouvertes aux civils et, en fait, elles traitent plus de patients civils que de personnel militaire. L'Armée de l'air met aussi ses installations à la disposition de la jeunesse pour la pratique de sports, comme le football, le rugby et le volleyball. Elle parraine l'un des plus grands clubs de football, les Red Arrows.

Des responsables ont indiqué au *Daily Mail* que des installations de loisirs modernes ont été construites au quartier général de l'Armée de l'air à City Airport, Chamba Valley, ZAF Livingstone, ZAF Mumbwa et ZAF Lusaka.

Le général Chimese a indiqué que ses pilotes s'entraînaient pour secourir les civils lors de catastrophes naturelles, en particulier les inondations, comme celles qui ont touché l'Afrique australe ces deux dernières décennies.

« Les inondations ont été particulièrement endémiques dans notre région et en Zambie en particulier, causant l'interruption et la destruction des cultures et des habitations et mettant en danger la vie des habitants », a écrit le général Chimese à *ADF*, en janvier 2016. « Au fil des années, l'Armée de l'air zambienne a formé son personnel à élargir et à maintenir sa capacité et ses compétences pour réagir à de telles calamités ».

Le général Chimese a expliqué que pendant une inondation, son personnel a été appelé pour porter assistance à des opérations de recherche et de sauvetage, de secours médical, d'évacuation des blessés et de ravitaillement en nourriture, vêtements et autres biens de première nécessité dans des zones inaccessibles. Ils ont aussi assuré le transport aérien de personnel médical et de responsables gouvernementaux.

« Dans ces opérations, l'accessibilité et la rapidité sont essentielles pour pouvoir sauver des vies, a-t-il rappelé. Ce sont les compétences pour lesquelles la ZAF s'entraîne et s'équipe et qu'elle met à disposition du peuple zambien et d'autres. Lorsqu'elle fournit cette assistance en cas de catastrophe, la ZAF travaille étroitement avec l'Unité de gestion et d'atténuation des catastrophes qui ressort du bureau du vice-président ».

Un nouvel hôpital de l'Armée de l'air à Lusaka accueillera aussi des patients civils. ARMÉE DE L'AIR ZAMBIENNE

Le personnel de l'Armée de l'air est entraîné à assurer la logistique pendant les élections nationales. ARMÉE DE L'AIR ZAMBIENNE

L'Armée de l'air participe aussi aux élections nationales, car, comme le souligne le général Chimese, dans une démocratie comme la Zambie, « le processus électoral est d'une importance cruciale ».

« La ZAF facilite l'exécution rapide de ce processus en assurant le transport aérien des fonctionnaires électoraux et la livraison et la collecte du matériel électoral », a-t-il ajouté. « Le transport aérien joue un rôle vital, car tout retard à tout moment peut être une source de conflit dans le processus électoral ».

Selon le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, pour que les armées de l'air africaines soient efficaces, elles doivent créer des partenariats de transport aérien et mettre en commun des ressources de transport aérien. À ces fins, la ZAF participe a presque tous les exercices de maintien de la paix et humanitaires dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe.

« Dans tous ces exercices, la Zambie a été l'un des plus grands contributeurs de personnel et de moyens aériens », a précisé le général Chimese. « À la lumière de la modernisation et de l'élargissement des capacités de transport aérien, notre participation aux opérations de maintien de la paix aux niveaux régional et mondial ne peut qu'augmenter ».

AIDER LES COMMUNAUTÉS

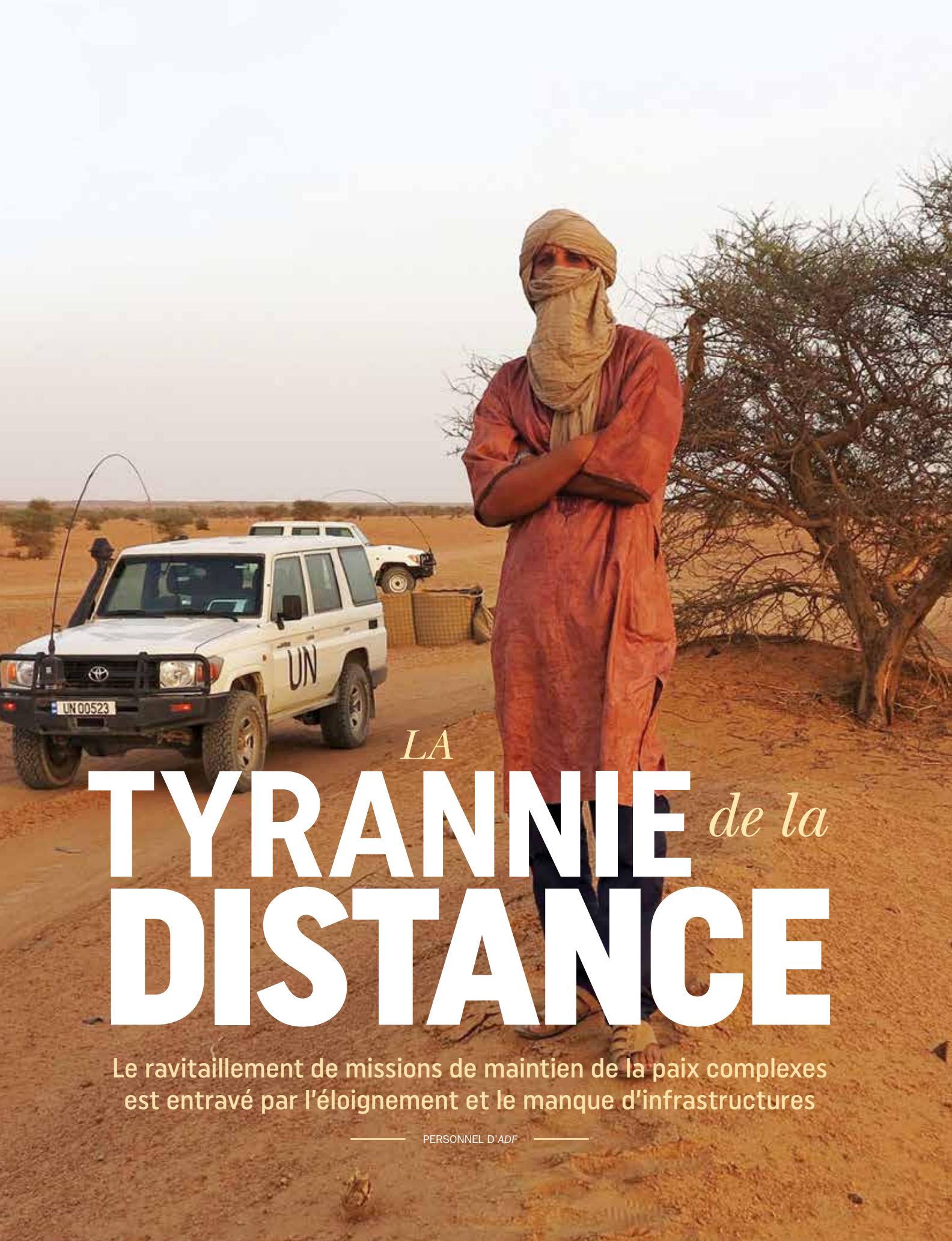
L'Armée de l'air entreprend d'autres initiatives de nature résolument non militaire. Elle joue un rôle actif dans la campagne nationale Gardez la Zambie propre et saine, lancée en 2015. Elle a aussi son Air Power Ladies Club, une organisation non gouvernementale qui a pour membres les recrues féminines et les femmes des membres masculins du personnel de service. Le club assiste les personnes âgées, les handicapés et les personnes défavorisées.

Le général Chimese souligne toutefois que le rôle primordial de la ZAF est la défense.

« Alors que nous visons à devenir un pays à revenu intermédiaire d'ici 2030, ce que nous faisons en tant que force de défense est aligné sur les objectifs nationaux, c'est-à-dire en phase avec les aspirations politiques, sociales et économiques du pays », a-t-il déclaré. « Nous sommes conscients, en tant qu'Armée de l'air, qu'il n'y aura pas de commerce ou de transport aérien significatif dans un endroit qui n'est pas sûr. Le rôle de l'Armée de l'air pour assurer la sécurité du pays par la projection de la puissance aérienne est une nécessité dans le monde d'aujourd'hui avec une telle technologie de pointe ».

L'amélioration de l'Armée de l'air porte déjà ses fruits.

« Par le passé, il y a eu des vols illicites dans les zones de gestion de la faune sauvage qui n'ont pas été détectés, entraînant la perte d'animaux sauvages, une ressource précieuse pour l'économie zambienne », a-t-il expliqué. « Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Nos préoccupations ne se limitent pas à protéger l'espace aérien en période de conflit, le cas échéant. Elles sont inspirées par la volonté de soutenir les aspirations et les objectifs politiques, sociaux et économiques de nos dirigeants nationaux ». ❑



LA TYRANNIE *de la* DISTANCE

Le ravitaillement de missions de maintien de la paix complexes est entravé par l'éloignement et le manque d'infrastructures

PERSONNEL D'*ADF*

Les résidents locaux, comme cet homme à Kidal, au Mali, peuvent être utiles aux soldats de la paix qui tentent de traverser un terrain difficile. REUTERS

Chaque mission internationale de maintien de la paix se voit confrontée à une longue liste de problèmes logistiques. Les postes des missions sont inévitablement établis dans des zones qui sortent d'anciens conflits, souvent ancrés dans des luttes ethniques ou politiques de longue date.

Les forces des Nations Unies et de l'Union africaine sont toujours composées de contingents internationaux. Parfois, des dizaines de pays du monde entier convergent vers une région, chacun apportant des centaines de soldats, de policiers, de ravitaillement, d'armes et de véhicules.

Une fois sur le théâtre des opérations, les forces doivent voyager sur de longues distances, établir d'énormes camps et construire des hôpitaux de campagne. Les chaînes de ravitaillement doivent être rapides, efficaces et sûres. Il peut se passer tellement de choses en route : les déploiements sont souvent retardés, le temps s'en mêle, la violence éclate et le terrain difficile est obstinément impassable, obligeant à des adaptations et des contournements.

Chaque kilomètre de la chaîne est un casse-tête de plus – un problème à résoudre, une situation à surmonter. Nulle part cela n'est plus évident qu'au Mali.

La mission de maintien de la paix de l'ONU y a vu le jour en 2013, lorsque la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a repris le flambeau de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine. Le mandat de la MINUSMA prévoit 12.680 soldats en uniforme, agents de police et tout ce qui implique le soutien à une telle force.

En juin 2013, l'exercice Western Accord à Accra, au Ghana, a préparé les commandants de la mission à l'aide d'une série de scénarios de poste de commandement au Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix. Il était déjà évident, à l'époque, pour l'un des participants à l'exercice, que le Mali serait une source d'importants problèmes.

Le général de brigade nigérian Koko Essien, un vétéran des missions de maintien de la paix au Burundi, en Sierra Leone et en ex-Yougoslavie, a examiné la géographie du Mali. Son évaluation à l'époque pour *ADF* était brève et concise : « Ce sera un cauchemar logistique au Mali ».

PARVENIR JUSQU'À TOMBOUCTOU

À une certaine époque, Tombouctou était un important carrefour et un centre spirituel et intellectuel islamique. L'ancienne ville du négoce de l'or a longtemps été synonyme d'éloignement. Dans le jargon populaire, son nom signifie le bout du monde et pour les forces de la MINUSMA, l'éloignement de la ville prend une signification toute littérale.

Comme certains de ses voisins – notamment l'Algérie, la Mauritanie et le Niger – le Mali a une capitale, Bamako, qui est située au bout d'un vaste territoire et où sont concentrées l'infrastructure, les ressources et l'administration. Voyager de Bamako à Tombouctou et Gao est pénible et prend beacoup de temps, dépit de distances qui ne dépassent pas 1.000 kilomètres. Les deux villes sont grosso modo à mi-chemin entre la capitale et la frontière la plus au nord du pays qui couvre 1,2 million de kilomètres carrés. Le sable du Sahara prolifère au nord, des collines et des formations rocheuses de granit couvrent

Le général de brigade Koko Essien de l'armée nigériane.

PHOTO *ADF*

ILLUSTRATION *ADF*

le nord-est et les savanes prévalent dans le sud. Le Niger et d'autres cours d'eau traversent le milieu du pays à son point le plus étroit, ajoutant à la liste des problèmes logistiques.

Le général Essien était commandant du secteur ouest à Tombouctou d'août 2013 à août 2014. Juste avant de partir, il a commandé une force de réaction rapide de 450 hommes et trois bataillons de 850 hommes chacun. Un quatrième bataillon avait été prévu, mais n'était pas encore arrivé. Il a confié à *ADF* que lorsqu'il était à Western Accord, il n'aurait pas pu imaginer le nombre de problèmes logistiques que présentait le Mali.

« En fait, ce que j'ai dit à l'époque était même plus optimiste que ce que j'ai trouvé sur le terrain, parce que c'était le cauchemar logistique absolu. C'était encore pire que ce à quoi je m'attendais », a-t-il déclaré.

La Compagnie de transports ivoirienne, qui fait partie de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, fournit de l'eau potable aux Casques bleus qui gardent l'aéroport de Gao, en mai 2014. NATIONS UNIES/MARCO DORMINO

MALI : L'HISTOIRE DU TERRAIN

« Overcoming Logistics Difficulties in Complex Peace Operations in Remote Areas » (surmonter les problèmes logistiques dans des opérations de paix complexes dans des zones reculées) une étude parue en 2014 de Katharina P. Coleman, de l'université de British Columbia, énumère les problèmes auxquels est confrontée une mission comme la MINUSMA.

Le Mali, pays enclavé, incarne les problèmes de « l'éloignement extérieur » et de « l'éloignement intérieur ». Avant même d'avoir posé le pied sur le terrain, les organisateurs doivent réfléchir à la manière de transporter les troupes, le ravitaillement et le matériel sans pouvoir utiliser un port maritime ou un aéroport bien équipé.

Cet éloignement prend beaucoup de temps et coûte cher, écrit Katharina Coleman et peut faire l'objet d'atermoiements politiques et bureaucratiques de la part des pays voisins, au moment de négocier les autorisations de transit et de survol.

Le général Essien a expliqué que seul l'aéroport international de Bamako-Sénou, dans la capitale, est capable de recevoir de grands jets commerciaux. Cela signifie que toute cargaison arrivant par avion au Mali doit être déchargée et rechargée dans des camions ou dans des avions militaires plus petits comme des C-130, pour être transportée vers les bases au nord à Tombouctou et Gao. Mais ce n'est qu'un premier obstacle, les plus grands défis sont encore à venir.

ALLER DU POINT A AU POINT B AU MALI

L'éloignement intérieur se réfère à la difficulté d'accéder à des zones primaires d'opérations à l'intérieur du pays hôte. « Les régions éloignées à l'intérieur sont souvent sous-développées et sous-desservies en termes d'infrastructure nationale, de sorte que les transports, les communications et l'infrastructure médicale peuvent être rares », écrit Katharina Coleman, professeure associée en sciences politiques. « Ainsi, du fait de cet éloignement intérieur,

Un Casque bleu de l'ONU monte la garde, en mai 2015, à Korioume, dans le nord du Mali, à 18 kilomètres au sud de Tombouctou, près du fleuve Niger. Les forces doivent utiliser des bacs pour traverser le fleuve avec leurs véhicules et équipements. REUTERS

l'opération nécessite davantage de moyens de transport aérien, unités de génie (y compris des ingénieurs en construction routière et aéroportuaire), et sociétés de transport lourd, que les Nations Unies ont parfois du mal à obtenir des États (surtout en temps utile) et qui sont chers à se procurer auprès de sous-traitants. »

Ce sont ces types de problèmes auxquels ont été confrontées les forces du général Essien à Tombouctou. À commencer par le transport aérien ; certains pays occidentaux ont fourni quelques C-130, mais beaucoup de transports dépendaient de convois de camions voyageant de Bamako à Tombouctou, Gao et ailleurs. Des convois de 50 à 60 camions partaient vers le nord et à peu près à mi-parcours, les routes disparaissaient pour faire place au désert. Les camions transportant de gros conteneurs s'enlisaient dans le sable et en période de pluie, les routes étaient inondées. Les camions devaient attendre que les eaux se retirent. Parfois, a raconté le général Essien, les camions bloqués voyaient la nourriture qu'ils transportaient pourrir, après avoir attendu plusieurs jours les rares dépanneuses militaires qui devaient les sortir de là.

Arrivés à près de 20 km de Tombouctou, un obstacle restait à franchir : la traversée du Niger. Il fallait utiliser des bacs et ceux-ci ne peuvent contenir que deux ou trois camions à la fois. Avec un convoi de 50 camions, cette opération pouvait prendre jusqu'à cinq jours. « Comme les points d'embarquement ne sont pas très sophistiqués, charger trois camions sur le bac prend beaucoup de temps », a expliqué le général Essien. « Les décharger de l'autre côté prend aussi beaucoup de temps, c'était un vrai désastre. »

Photo: MINUSMA

PERSONNEL D'*ADF*

La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a commencé en été 2013. Le gouvernement démocratique du Mali est tombé à la suite d'un coup d'État, en mars 2012, qui a suivi la rébellion d'un groupe de Touaregs au nord.

Peu de temps après, diverses factions dont le Mouvement national touareg pour la libération de l'Azawad, Ansar Dine et al-Qaida au Maghreb islamique ont commencé à semer le chaos, capturant des villes et menaçant d'avancer vers le sud sur la capitale, Bamako.

Les forces françaises et tchadiennes sont intervenues en janvier 2013, dans le cadre de l'Opération Serval, reprenant les villes de Tombouctou et Gao. La France a commencé à retirer ses troupes en avril 2013 et les troupes, qui servaient dans la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine et étaient entrées au Mali en février, ont commencé à soutenir les forces maliennes.

FORCE AUTORISÉE

12.680	PERSONNEL TOTAL EN UNIFORME
11.240	PERSONNEL MILITAIRE, Y COMPRIS 40 OBSERVATEURS MILITAIRES
1.440	POLICIERS (Y COMPRIS UNITÉS FORMÉES)

FORCE

10.207	PERSONNEL TOTAL EN UNIFORME
9.149	PERSONNEL MILITAIRE
1.058	POLICIERS (Y COMPRIS UNITÉS FORMÉES)

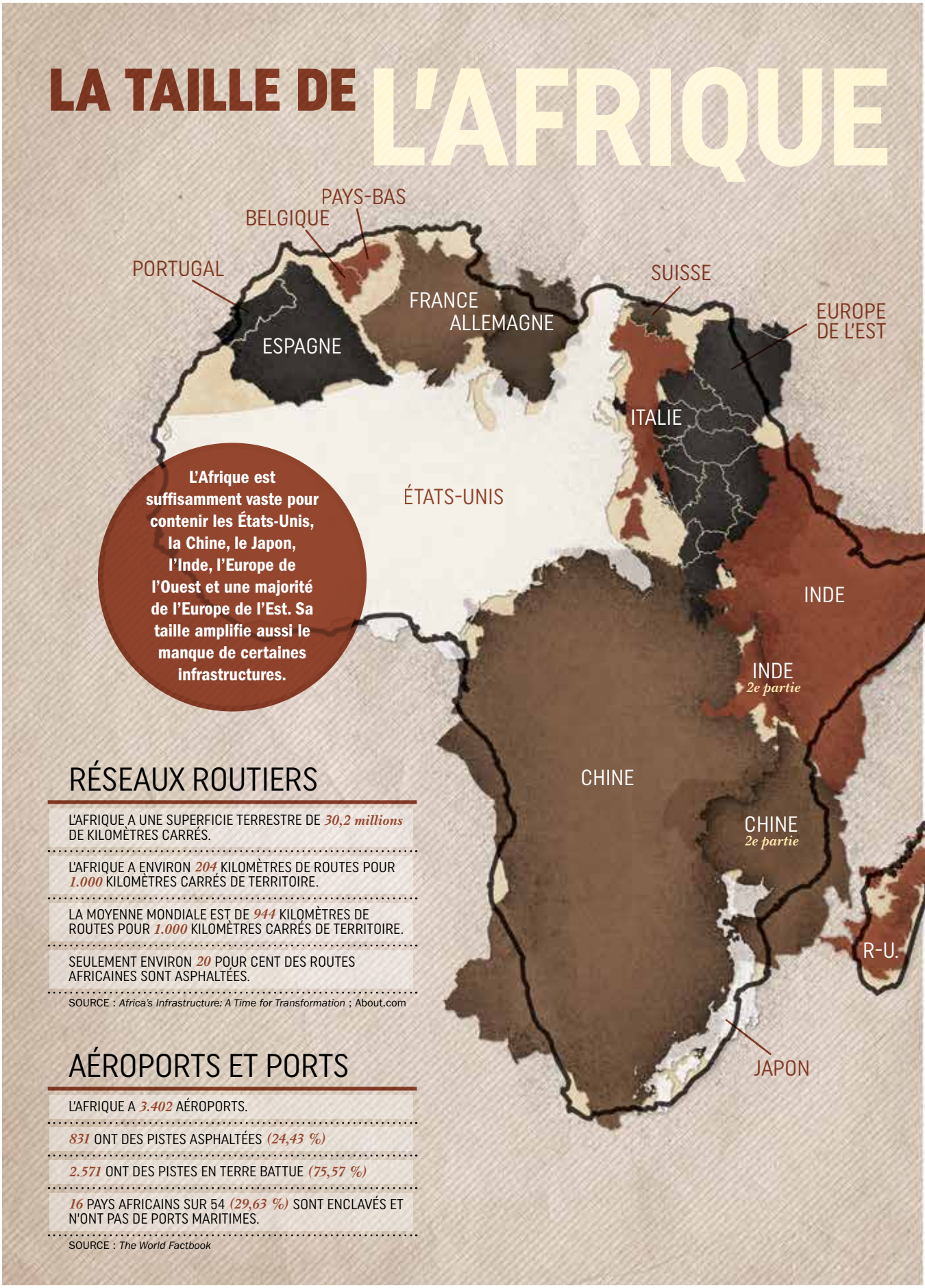
PAYS *contributeurs de personnel militaire*

L'Allemagne, le Bangladesh, le **Bénin**, le Bhoutan, la Bosnie-Herzégovine, le **Burkina Faso**, le Cambodge, le **Cameroun**, la Chine, la **Côte d'Ivoire**, le Danemark, **Djibouti**, **l'Égypte**, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la **Gambie**, le **Ghana**, la **Guinée**, la **Guinée-Bissau**, l'Indonésie, l'Italie, la Jordanie, le **Kenya**, le **Liberia**, **Madagascar**, la **Mauritanie**, le Népal, le **Niger**, le **Nigeria**, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la **République démocratique du Congo**, la Roumanie, le Royaume-Uni, le **Rwanda**, le Salvador, le **Sénégal**, la **Sierra Leone**, la Suède, la Suisse, le **Tchad**, le **Togo**, la **Tunisie**, la Turquie, et le Yémen.

PAYS *contributeurs de personnel policier*

L'Allemagne, le **Bénin**, le **Burundi**, le **Cameroun**, la **Côte d'Ivoire**, **Djibouti**, la France, le **Ghana**, la **Guinée**, la Jordanie, **Madagascar**, le **Niger**, le **Nigeria**, les Pays-Bas, la **République démocratique du Congo**, la Roumanie, le **Rwanda**, le **Sénégal**, la Suède, le **Tchad**, le **Togo**, la **Tunisie**, la Turquie et le Yémen.

LA TAILLE DE L'AFRIQUE



L'Afrique est suffisamment vaste pour contenir les États-Unis, la Chine, le Japon, l'Inde, l'Europe de l'Ouest et une majorité de l'Europe de l'Est. Sa taille amplifie aussi le manque de certaines infrastructures.

RÉSEAUX ROUTIERS

L'AFRIQUE A UNE SUPERFICIE TERRESTRE DE *30,2 millions* DE KILOMÈTRES CARRÉS.

L'AFRIQUE A ENVIRON *204* KILOMÈTRES DE ROUTES POUR *1.000* KILOMÈTRES CARRÉS DE TERRITOIRE.

LA MOYENNE MONDIALE EST DE *944* KILOMÈTRES DE ROUTES POUR *1.000* KILOMÈTRES CARRÉS DE TERRITOIRE.

SEULEMENT ENVIRON *20* POUR CENT DES ROUTES AFRICAINES SONT ASPHALTÉES.

SOURCE : *Africa's Infrastructure: A Time for Transformation* ; About.com

AÉROPORTS ET PORTS

L'AFRIQUE A *3.402* AÉROPORTS.

831 ONT DES PISTES ASPHALTÉES *(24,43 %)*

2.571 ONT DES PISTES EN TERRE BATTUE *(75,57 %)*

16 PAYS AFRICAINS SUR 54 *(29,63 %)* SONT ENCLAVÉS ET N'ONT PAS DE PORTS MARITIMES.

SOURCE : *The World Factbook*

ILLUSTRATION *ADF*

SOURCE : Kai Krause

Le réseau routier – ou son absence – et les problèmes associés au transport aérien et à la traversée fluviale mettent en évidence un problème d'infrastructure général au Mali et dans toute l'Afrique. Seulement un quart des 22.000 kilomètres de routes au Mali sont asphaltés.

« Nous avions des camions qui arrivaient après cinq ou six jours de leur départ de Bamako, a-t-il dit, et nous avions des camions qui avaient mis trois semaines pour venir de Bamako. »

Des membres de la Compagnie de transports ivoirienne de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, fait une livraison aux Casques bleus qui gardent l'aéroport de Gao, en mai 2014. NATIONS UNIES/MARCO DORMINO

CONTOURNER LES PROBLÈMES

Le général Essien et ses forces ont trouvé des moyens de surmonter les obstacles logistiques, en dépit des problèmes d'infrastructure. L'un d'entre eux était de demander l'avis de la population locale sur les routes à emprunter en cas de mauvais temps. Leur avis a ajouté une dimension précieuse aux systèmes traditionnels de positionnement global.

Katharina Coleman admet que ce genre de participation civile peut être utile, mais elle appelle à la prudence dans ce genre de contacts. « On peut certainement, je pense, argumenter que les relations avec les populations hôtes sont d'une importance cruciale pour le fonctionnement de la mission sur le terrain », a-t-elle expliqué à *ADF*. « Je voudrais simplement émettre une note de prudence, en ce sens qu'elles doivent être gérées soigneusement, de sorte que les soldats de la paix ne se retrouvent pas – peut-être sans le savoir – impliqués dans une relation qui pourrait être perçue comme non transparente ou partiale. »

De plus, les forces de maintien de la paix doivent être prudentes lorsqu'elles s'approvisionnent auprès de commerçants locaux, là encore pour éviter le parti pris et s'assurer qu'elles ne privent pas les populations locales de ressources. On pourrait imaginer, par exemple, une vaste force militaire achetant localement de l'eau ou d'autres choses, d'une manière qui entraîne une pénurie pour les résidents.

Le général Essien a aussi pu profiter des avantages fournis par certains pays contributeurs de troupes à la MINUSMA. Le Burkina Faso, qui partage une frontière avec le Mali au sud-est, a ravitaillé l'un des bataillons à Tombouctou. Le général Essien a précisé que les routes entre le Burkina Faso et Tombouctou n'étaient pas si mauvaises, si bien que les transports venant de cette direction étaient plus souples. Le Nigeria avait un hôpital de niveau 2 à Tombouctou et le Ghana y a fourni une compagnie de génie militaire.

« Ils ont suivi les mêmes routes, apportant leur matériel sans avoir à aller par la mer en Côte d'Ivoire et en faisant passer leurs camions par Bamako, » a-t-il raconté. « Par exemple lorsque les Nigérians ont monté l'hôpital de niveau 2, ils ont obtenu des autorisations de passage de tous les pays entre le Nigeria et le Mali, soit le Burkina Faso et le Niger, et après avoir obtenu ces autorisations, ils ont mis leurs camions sur la route… et ils sont venus par la route depuis le Nigeria jusqu'à Tombouctou. » Ils ont rencontré leur premier obstacle majeur à la traversée du fleuve Niger.

De même, a ajouté le général Essien, le bataillon togolais a transporté son équipement à travers le Togo au Niger, à travers le Burkina Faso puis en direction de Tombouctou.

Pour ce qui est de l'infrastructure, les grandes missions militaires sont souvent confrontées à un double problème. D'abord elles sont forcées d'improviser face à des réseaux de transit en mauvais état ou inexistants, tels que les ports, et les aéroports ou les routes. Ensuite, même quand il y a des routes, les camions lourds, les véhicules de dépannage et les véhicules blindés de transport de troupes peuvent les endommager. La compagnie de génie militaire ghanéenne a pu effectuer des réparations mineures sur les routes pour que les véhicules puissent continuer à rouler dans la zone.

Le général Essien a servi comme chef adjoint de la planification militaire au siège de l'ONU à New York pendant quatre ans. Il a précisé que d'autres missions de maintien de la paix comme celles du Soudan et de la République démocratique du Congo, ainsi que des petites missions comme au Burundi, en Côte d'Ivoire, au Liberia et en Sierra Leone, étaient plus faciles à gérer, sur le plan de la logistique, parce que la plupart de ces pays ont des ports maritimes et que la majorité d'entre eux n'ont pas de vastes déserts comme le Mali.

« Je pense que le Mali a posé à l'ONU un problème logistique probablement sans précédent ». ❑

ARRIVER SUR PLACE C'EST REMPORTER LA MOITIÉ DE LA BATAILLE

LE PLAN LOGISTIQUE DE L'UNION AFRICAINE POUR AMENER LES TROUPES LÀ OÙ ELLES SONT LE PLUS UTILES

PERSONNEL D'*ADF*

L'Union africaine a été créée en 2001, suscitant beaucoup d'espoir, mais aussi avec une lourde responsabilité. Les États membres subissent encore les conséquences de l'échec à intervenir rapidement lors du génocide de 1994 au Rwanda, et ils avaient bon espoir que la Force africaine en attente (FAA) pourrait offrir une solution.

L'UA a développé l'idée de la FAA en 2003 et l'a fait reposer sur deux principes :

1. Jamais plus des pays africains ne permettraient que des atrocités de masse soient perpétrées sur le continent sans intervention rapide.
2. Les interventions seraient dirigées par les pays africains selon leurs propres conditions. L'expression « des solutions africaines à des problèmes africains » a été maintes fois répétée.

La FAA s'est fixé l'objectif d'intervenir dans un délai de 14 jours dans l'éventualité de massacres, l'un des calendriers les plus volontaristes du maintien de la paix au monde. En revanche, les Nations Unies attendent un cessez-le-feu et ensuite se donnent 30 jours pour organiser une mission traditionnelle de maintien de la paix et 90 jours pour organiser une mission multidimensionnelle.

Durant le long processus de création de la FAA, ce noble objectif a été brusquement confronté à la réalité. Les dirigeants ont découvert que la volonté d'intervenir pouvait être entravée par la difficulté de déployer rapidement des troupes dans une zone de conflit et d'assurer la logistique une fois dans le théâtre d'opérations. Sans options fiables en matière de logistique et de transport aérien avancées par les communautés économiques régionales (CER) de l'Afrique, ils ont découvert que les bonnes intentions étaient vaines.

Avec l'achèvement de l'exercice de l'UA sur le terrain Amani Africa II en novembre 2015 et la création de la FAA, la Division des opérations de soutien de la paix de l'UA va de l'avant avec une stratégie visant à surmonter les difficultés rencontrées en matière de soutien logistique et de mobilité aérienne. *ADF* s'est entretenu au téléphone avec le colonel sénégalais à la retraite Mor Mbow, chef de l'Unité de soutien de mission de l'UA, ainsi qu'avec d'autres experts quant à leurs espoirs pour l'avenir.

Le colonel Mbow affirme que l'objectif d'un calendrier de déploiement à 14 jours est réalisable, mais que le travail véritable devait être effectué à l'avance.

« Nous avons consacré beaucoup d'efforts à ce que nous appelons la préparation de la force », ajoute le colonel Mbow. « Nous ne nous contentons pas d'attendre que la mission soit fixée, pour être alors sous pression de parvenir au déploiement en 14 jours. Je pense que si vous préparez tout, si votre base logistique continentale est en place, si les communautés économiques régionales et les forces régionales sont prêtes, si le prépositionnement logistique des moyens est en place, si les communications sont établies et si nous avons une base de données sur les capacités de transport aérien stratégique, alors le calendrier de 14 jours est réalisable. Il s'agit d'être prêts ».

Un officier du Burkina Faso arrive au camp d'entraînement de Lohatla de la Force de défense nationale d'Afrique du Sud pour l'exercice Amani Africa II.
AFP/GETTY IMAGES

« Nous avons consacré beaucoup d'efforts à ce que nous appelons la préparation de la force. Nous ne nous contentons pas d'attendre que la mission soit fixée, pour être alors sous pression de parvenir au déploiement en 14 jours ».

— Colonel à la retraite Mor Mbow, chef de l'Unité de soutien de mission l'UA

TRANSPORT STRATÉGIQUE

Le développement des capacités de transport aérien est un défi de longue date en Afrique. Les aéronefs aptes à réaliser les missions de la Capacité de Déploiement Rapide de la FAA sont onéreux, en termes d'acquisition et d'entretien. Par exemple, un Antonov An-124 capable de transporter plus de 136 tonnes de fret coûte au moins 30 millions de dollars et nécessite une large piste d'atterrissage renforcée et une équipe de mécaniciens formés pour le maintenir en état de navigabilité.

Toutefois, quand il s'agit du transport de troupes pour une intervention rapide, la mobilité aérienne est essentielle.

Pour répondre à ce besoin, l'Union africaine a développé le concept de transport aérien stratégique et a établi une cellule au sein de sa Division de support aux opérations de paix appelée le Centre de Coordination des Mouvements Continentaux (CMCC). Le CMCC supervise le transport aérien provenant des CER, le transport aérien provenant de contrats à court terme, le transport maritime commercial et les mouvements terrestres pour les opérations de maintien de la paix au niveau stratégique. En outre, l'UA a commencé à compiler une base de données des actifs aériens continentaux mis à disposition par les États membres, en vue de déterminer la présence de lacunes et d'opportunités.

Ce travail porte déjà ses fruits. Durant Amani Africa II, un appareil de transport C-130H du Nigeria, dans la région de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, a répondu à une demande de transport aérien d'urgence en acheminant 100 soldats et du matériel de la Force africaine en attente. Cet exemple de soutien en matière de transport aérien négocié par le CMCC à Addis-Abeba, en Éthiopie, a démontré qu'à l'avenir le Conseil de paix et de sécurité de l'UA pourra utiliser ce processus pour mettre à la disposition de la FAA des ressources provenant du continent.

« Par conséquent, autant que faire se peut, nous devons en premier lieu utiliser les ressources africaines et mettre les ressources en commun pour le transport stratégique, qui peut alors être complété avec l'appui de partenaires », explique le colonel Mbow.

La capacité d'utiliser des ressources continentales a été réaffirmée durant Amani Africa II, lorsque des troupes ont été acheminées en Afrique du Sud par les forces aériennes de l'Algérie et de l'Angola.

Certains ont proposé la création de quelque chose de similaire au Centre de Coordination des Mouvements Europe (MCCE), composé de 27 pays membres mettant en commun leurs capacités de transport aérien en réservant de l'espace sur les appareils de partenaire en cas de nécessité. De telles pratiques rendent les ressources aériennes disponibles au pied levé et garantissent que les pays disposant de forces aériennes hautement développées reçoivent une compensation pour leurs contributions. Le Commandement des forces des États-Unis en Europe et l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique ont récemment négocié un accord prévoyant l'utilisation du programme MCCE pour le soutien logistique des États-Unis.

Des véhicules blindés sont embarqués sur un navire au moment où l'armée angolaise quitte la Guinée-Bissau en 2012 après une mission de maintien de la paix.
AFP/GETTY IMAGES

Le colonel Uduak Udoaka, un logisticien de l'Armée de l'air américaine, qui a étudié en détail les défis auxquels le transport aérien africain est confronté, observe que les pays africains pourraient également établir une flotte aérienne de réserve civile. Cet arrangement, qui existe aux États-Unis, est essentiellement un accord conclu entre le ministère de la Défense et le secteur aérien commercial en vue de fournir un transport aérien en cas de besoin et à un coût convenu. Durant Amani Africa II, le CMCC a coordonné l'utilisation d'un appareil commercial angolais pour acheminer des troupes en Afrique du Sud. De la même façon, le CMCC pourrait utiliser les compagnies aériennes nationales pour le transport de troupes dans le cadre de missions de maintien de la paix.

« Je pense qu'il y a des solutions ; il faut simplement qu'il y ait une volonté de les explorer et d'engager les ressources », conclut le colonel Udoaka. « Une approche régionale est nécessaire pour que ces choses se produisent. Le MCCE fonctionne parce qu'un certain nombre de pays y participent et font valoir que c'était un moyen plus intelligent et plus efficace pour nous de disposer des capacités de transport aérien dont nous avons besoin ».

BASE LOGISTIQUE CONTINENTALE

La Base logistique continentale (CLB), un concept initialement élaboré en 2009, était destinée à être un entrepôt permanent pour tout ce qui était nécessaire au lancement d'une mission de la FAA, depuis l'équipement radio jusqu'aux véhicules et à l'équipement tactique. En plus, il devait y avoir des centres logistiques régionaux dans chacune des cinq régions géographiques du continent.

Le général de brigade kényan à la retraite David Baburam, ancien chef de l'Unité de soutien de mission de l'UA, indique que ce plan initial s'inscrivait un peu excessivement dans une « mentalité de guerre froide » et qu'il avait besoin d'être réduit. À présent, la conception de la CLB est d'entreposer des « stocks de déploiement stratégique », qui sont des composantes nécessaires à l'établissement du quartier général d'une mission et à un déploiement rapide. Le général Baburam ajoute que la CLB peut également entreposer des équipements fournis par les donateurs tels que des véhicules, des générateurs et des tentes données par des pays partenaires.

Des progrès sont réalisés sur le projet. L'UA a signé un protocole d'accord avec le Cameroun, qui hébergera

Un soldat aux commandes d'un tank durant l'exercice Amani Africa II de l'Union africaine en Afrique du Sud.
AFP/GETTY IMAGES

la CLB dans la ville côtière de Douala. En outre, suite à une évaluation technique en novembre 2015 réalisée à Douala, le gouvernement camerounais a convenu d'améliorer les installations pour répondre aux besoins de l'UA. La CLB disposera d'un espace à la base aérienne de Douala, d'un terminal à conteneurs dans le port et d'un quartier général dans les installations du corps du génie militaire.

« Du point de vue de la préparation et de l'aménagement de la base, nous sommes très près d'avoir atteint notre objectif », assure le colonel Mbow.

FORMATION/C3IS

Une logistique en temps opportun n'est pas viable sans communications efficaces. C'est pourquoi l'UA est en train de mettre en place un système de commandement, de contrôle, de communication et d'information (C3IS) intégré et interopérable. Dans le cadre d'un partenariat avec l'Union européenne qui a commencé en 2013, l'UA est en train d'installer un système de communications par satellite permettant à des éléments de la FAA d'envoyer des données et des messages vocaux et vidéo sécurisés depuis le siège de l'UA à Addis-Abeba vers les quartiers généraux des missions de maintien de la paix et les quartiers généraux régionaux. Le système inclura une composante informatique pour analyser les situations, envoyer des ordres aux troupes sur le terrain et établir des rapports.

Le colonel Mbow indique que l'exercice Amani Africa II a révélé certains problèmes de communications persistants et il a préconisé à cet effet un exercice dédié exclusivement aux communications de commandement et de contrôle. Il souligne également la nécessité d'une formation plus approfondie en matière de logistique au niveau opérationnel dans certains des centres d'excellence du continent ainsi que d'une formation tactique au sein des armées de chacun des États membres de l'UA.

« Nous allons utiliser l'opportunité et l'occasion de la Conférence Logistique Afrique, qui sera organisée en avril [2016], pour attirer l'attention des États membres sur la nécessité de réellement aider à mettre l'accent sur le renforcement de la formation à la logistique », précise le colonel Mbow.

FINANCEMENT

L'obstacle le plus important aux efforts de maintien de la paix de l'UA est l'insuffisance d'un financement interne régulier. Le budget annuel de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), par exemple, est de 500 à 600 millions de dollars, dont seulement 2 pour cent environ proviennent de l'UA.

« L'insuffisance de sources fiables de financement limite véritablement les moyens de planification d'une action », observe le général Baburam. « Parce que vous pouvez toujours dire que vous voulez tels et tels moyens, mais vous ne pouvez pas dire comment vous allez trouver les ressources nécessaires à vos besoins ».

L'UA est censée financer les missions de la FA par le biais de son Fonds de la paix. Celui-ci est financé en partie par le biais du budget de l'UA et en partie sur une base volontaire et « souffre d'un sous-financement chronique », affirme le général Baburam.

Des hélicoptères militaires ont été utilisés dans le cadre de l'exercice Amani Africa II de l'Union africaine en Afrique du Sud. UNION AFRICAINE

Rassemblement de véhicules dans le cadre d'Amani Africa II. UNION AFRICAINE

Ce dernier précise que le but devrait être de disposer d'un fonds régulièrement provisionné à hauteur de 50 millions de dollars, ce qui permettrait à l'UA de financer les 90 premiers jours d'une mission de maintien de la paix. En 2013, un groupe d'experts de haut niveau de l'UA, présidé par l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo, a proposé une taxe de 10 dollars sur les voyages en avion et de 2 dollars sur les séjours hôteliers afin de contribuer au financement des missions de l'UA. En 2015, les 54 dirigeants ont convenu d'adopter de nouvelles taxes à l'occasion du sommet des chefs d'État de l'UA.

En janvier 2016, le Dr Nkosazana Dlamini-Zuma, présidente de l'UA, a nommé le Dr Donald Kaberuka, économiste rwandais et ancien président de la Banque africaine de développement, au poste de haut représentant de l'UA au Fonds de la paix, avec l'objectif principal de trouver des soutiens réguliers et fiables pour le fonds.

LA LOGISTIQUE DANS UN CONTEXTE AFRICAIN

Bien qu'il arrive couramment d'entendre des doléances portant sur les carences des armées africaines au regard des avions, du matériel et du financement, peu de temps est consacré à apprécier les domaines dans lesquels les armées africaines excellent du point de vue logistique. Maintes fois au cours des dernières décennies les soldats de la paix ont été déployés sur un terrain difficile dans des conditions climatiques éprouvantes et ont en dépit de cela réussi à assurer leur mission avec des moyens limités. En 2012, par exemple, des contingents de l'armée tchadienne ont parcouru par voie terrestre 3.000 kilomètres jusqu'au Mali afin de combattre des cellules terroristes liées à al-Qaida dans l'un des endroits les plus désolés du monde, les monts de l'Adrar des Ifoghas. Les observateurs ont remarqué que peu d'armées auraient pu se déplacer si loin et si rapidement dans des conditions aussi inhospitalières.

Le Dr Cedric de Coning, expert sud-africain de la sécurité et conseiller auprès du Centre africain pour la résolution constructive des conflits, a fait valoir que l'avantage des forces africaines de maintien de la paix est leur disposition à se déployer rapidement et sans tout le superflu et les aménagements particuliers que les missions des Nations Unies nécessitent. Il pense que la logistique de l'UA devrait s'efforcer de préserver cet avantage. « La raison pour laquelle l'Union africaine ou les troupes africaines peuvent être déployées plus rapidement que les Nations Unies est qu'elles n'ont pas toutes ces normes, règles et bureaucraties en place comme c'est le cas avec les Nations Unies ou l'Union européenne », a précisé le Dr de Coning à *ADF* lors d'une interview réalisée en 2015. Il a ajouté : « L'avantage comparatif de l'UA et de tous les pays africains est qu'ils peuvent se déployer rapidement et qu'ils sont prêts à mettre la priorité sur la solidité ».

Le colonel Mbow a également souligné la nécessité qu'un plan logistique de l'UA corresponde de manière particulière à un style d'engagement africain. « En ce qui concerne l'ampleur du soutien et les normes, nous devons avoir nos propres normes, qui peuvent ne pas être les mêmes que celles des États-Unis ou des pays européens », a-t-il affirmé.

Il a fait valoir que, dans le cas du Tchad, la logistique devait concorder avec la mission et égaler la vitesse de la force combattante.

« Si vous considérez la façon dont les troupes combattent le terrorisme et le rythme des opérations à cet égard, il est nécessaire d'avoir une logistique qui soit adaptée à ce type d'opérations. Aussi l'adaptation est-elle extrêmement importante », a-t-il conclu. « Nos modes d'acheminement de l'eau et du carburant, la manière dont nous effectuons notre maintenance afin de nous adapter au rythme soutenu des opérations [sont importants]. Je peux vous dire qu'en réalité, toutes les opérations que nous menons à bien, telles que l'AMISOM ou d'autres opérations de consolidation de la paix en Afrique, sont des opérations à haute intensité ». ❑

LA SOUS-TRAITANCE MILITAIRE

PERMET DE RÉALISER DES ÉCONOMIES ET OFFRE UNE EXPERTISE

Les sous-traitants peuvent être un atout réel pour les forces armées d'aujourd'hui. En revanche, la supervision exercée par l'armée doit continuer après la signature des contrats.

PERSONNEL D'*ADF*
PHOTOS DE L'ASSOCIATED PRESS

Les responsabilités fondamentales des armées du monde entier sont la protection des civils, les opérations de secours lors des catastrophes naturelles et la sécurisation des frontières. Toutefois, ces mêmes armées doivent consacrer du temps et de l'énergie aux tâches banales que toute organisation importante doit prendre en charge, telles que le livre de paie, l'entretien des véhicules et le service de blanchisserie.

Et c'est là que les sous-traitants peuvent être utiles. Ils peuvent se charger des fonctions non fondamentales d'une armée, laissant les soldats se concentrer sur l'entraînement et le maintien de la paix. Des tâches telles que l'entretien des installations et des véhicules, la formation technique, la blanchisserie, le nettoyage et la restauration peuvent facilement être déléguées à des sous-traitants privés. Ces entreprises peuvent souvent accomplir ces tâches de façon plus efficace et plus économique.

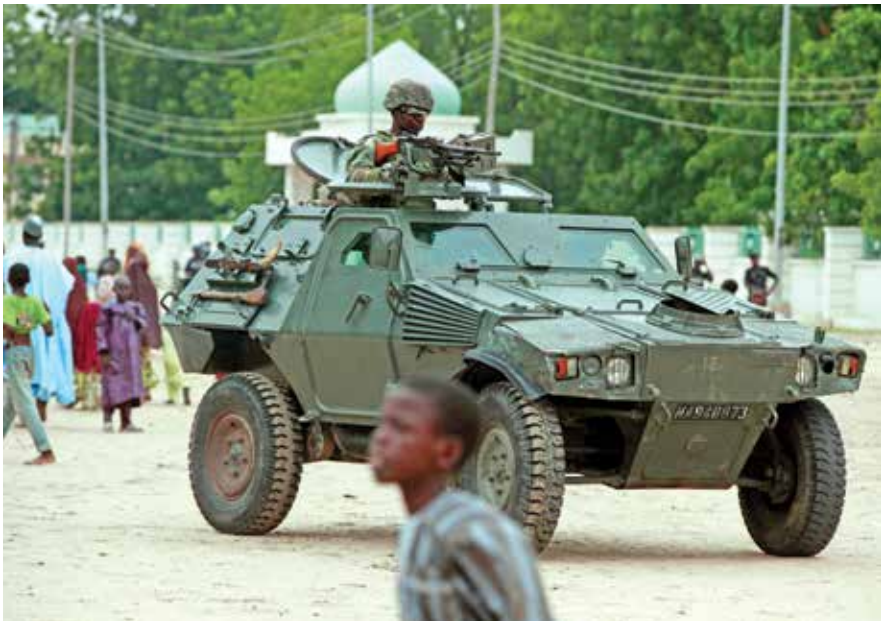
Les armées modernes utilisent des sous-traitants de diverses manières, notamment pour l'expertise-conseil, l'analyse des menaces, les jeux de guerre et simulations, le développement logiciel, l'entretien des armes et des véhicules, le dégagement des champs de tir et l'assistance technique informatique.

Toutefois, des réserves ont été émises à la pratique de la sous-traitance de tout service ou toute tâche. La qualité du service doit être maintenue, et l'armée doit exercer un contrôle sur le sous-traitant. Denis Chamberland, un spécialiste des contrats de défense à l'échelle mondiale, a publié des articles sur la sous-traitance pour le magazine *National Defense*. Pour lui, sous-traiter avec succès « revient à trouver le juste équilibre de contrôle sur le sous-traitant, mais d'une manière qui lui laisse la flexibilité d'exécuter les tâches qui lui ont été confiées ».

L'armée s'adapte en permanence à des situations et des missions évolutives et a besoin d'ajuster ses contrats en conséquence. Les contrats doivent inclure des formules exigeant du sous-traitant qu'il collabore avec les responsables militaires lorsque des changements sont nécessaires.

Les sous-traitants sont assujettis à des règles et à des conditions auxquelles les armées ne sont jamais confrontées. Les armées sont des monopoles et ne sont pas soumises à la concurrence financière. Inviter des sous-traitants à répondre à des appels d'offres concernant certaines tâches et certains services encourage la concurrence et peut favoriser l'obtention de meilleurs prix et d'un meilleur service ainsi que l'innovation. En règle générale, précise Denis Chamberland, la concurrence pour de tels services peut réduire les coûts d'environ 20 pour cent.

Les politologues Allison Stanger et Mark Williams affirment qu'il est crucial pour les organisations militaires de surveiller de près les coûts de la



Des soldats nigérians embarqués sur un véhicule blindé à Maiduguri, au Nigeria. Certaines armées signent des contrats avec des entreprises privées pour l'aide à l'entretien des parcs de véhicules.

Des véhicules blindés du Soudan du Sud et de l'Ouganda patrouillent sur une route, au Soudan du Sud.

sous-traitance. Ils font valoir que des études ont montré que la sous-traitance à elle seule, sans soumission concurrentielle, est une source de déception au regard des économies réalisées. Ils précisent également que souvent les sous-traitants ne sont que peu supervisés par leurs donneurs d'ordres militaires après la signature des contrats.

Les contrats de sous-traitance ne doivent laisser aucune place à des erreurs d'interprétation. Les économistes estiment que les procédures de gestion doivent être clairement définies et énoncées. Ils observent que les autorités militaires échouent souvent à trouver des gens suffisamment qualifiés pour s'assurer que le contrat est exécuté sans dépassement des coûts. Il est également important de noter qu'il appartient aux militaires de superviser le sous-traitant, mais pas les employés du sous-traitant.

La sous-traitance peut répondre à des déficiences inhérentes à certains types d'organisations. *Defense Industry Daily*, une publication en ligne spécialisée, a indiqué que dans nombre d'armées et d'administrations du monde entier, dont certaines en Afrique, il n'existe pas de culture encourageant l'entretien et la réparation des équipements. Dans de telles situations, la sous-traitance peut être la solution.

« Les contrats d'entretien et d'assistance peuvent paraître ennuyeux », souligne la publication. « Par contre, on peut obtenir beaucoup d'informations concernant la préparation et l'état de l'armée d'un pays en observant les contrats qui sont conclus » suite à des achats majeurs d'équipement. La reconnaissance par une armée qu'elle a besoin d'aide extérieure peut être une indication de son professionnalisme.

En règle générale, les contrats d'équipement comportent des dispositions concernant l'entretien, la réparation et la réorganisation, le soutien en ingénierie, les stocks de pièces détachées et les mises à niveau techniques, selon les besoins.

La gestion de certains contrats d'entretien peut être délicate. La complexité inhérente à certains nouveaux armements et certaines technologies liées à la défense nécessite le recours à du personnel de soutien dans le cadre contractuel. Par ailleurs, même si les travailleurs contractuels d'entretien ont des rôles non combattants, leur intervention peut s'avérer nécessaire près du champ de bataille. Il se peut qu'ils soient confrontés aux mêmes risques que ceux auxquels doivent faire face les soldats.

« Mêmes les personnels d'entretien à l'arrière sont soumis aux mêmes risques que les personnels déployés plus à l'avant », a fait valoir un défenseur des anciens combattants à la chaîne CNBC. « Ainsi, le fait d'avoir des sous-traitants où que ce soit à l'intérieur d'un théâtre d'opérations leur fait courir le risque d'être tués ou blessés. Et je m'interroge pour savoir si les sous-traitants continueront à faire acte de présence après que les soldats et techniciens se trouvant en première ligne auront peut-être été tués par un missile Scud ou des armes nucléaires ou biologiques ».

LES SOUS-TRAITANTS COMME SOLDATS DE LA PAIX

Ces dernières années, des sous-traitants ont été recrutés pour renforcer les forces combattantes et de maintien de

Des soldats ougandais chargent des fournitures dans le cadre de la poursuite du leader de l'Armée de résistance du Seigneur en République centrafricaine. Des entrepreneurs privés ont été utilisés dans le cadre de la recherche de Joseph Kony.

la paix de certaines armées. Des pays parmi lesquels l'Angola, la République démocratique du Congo, le Liberia, le Sénégal, la Sierra Leone et le Soudan ont recruté des sous-traitants. Le politologue P.W. Singer a proposé que de tels sous-traitants soient divisés en trois sous-groupes :

- Les entreprises de fournitures aux armées, offrant des services sur les lignes de front du champ de bataille. Leur engagement se produit dans le combat réel, travaillant souvent aux côtés des forces armées régulières d'un pays. Elles peuvent également fournir des services de surveillance.
- Les sociétés de conseil aux armées, offrant des conseils stratégiques ainsi que des services de formation et opérationnels. Elles sont similaires à des cabinets de conseil en gestion des entreprises.
- Les entreprises de soutien aux armées, offrant des services de soutien traditionnels, notamment d'entretien, de transport et de cantine.

L'utilisation de sous-traitants comme soldats de la paix ou soldats présente plusieurs avantages, du moins en théorie. De tels sous-traitants permettent une certaine flexibilité des politiques poursuivies dans certaines zones politiquement sensibles. Ils peuvent offrir à un pays plus d'agilité militaire ; un pays peut contracter des services selon ses besoins au lieu de maintenir une armée importante. Et aussi, comme avec la plupart des sous-traitants, ils peuvent contribuer à réduire les coûts.

En revanche, la sous-traitance de rôles traditionnellement dévolus aux armées peut présenter des inconvénients considérables. Le recours à des sous-traitants comme soldats ou soldats de la paix réduit la transparence d'une armée et son obligation de rendre des comptes. Il peut encourager les autres pays à prendre des mesures réactives. Des soldats ainsi recrutés peuvent être des « têtes brûlées », commettant des actes criminels. Comme l'histoire récente l'a démontré, recruter des civils pour faire le travail des soldats peut se traduire par des dépassements de coûts majeurs.

Il y a également certains domaines flous dans lesquels des sous-traitants sont recrutés pour prendre en charge des tâches traditionnellement militaires n'impliquant pas le combat. Au cours des dernières années, les forces armées ont recruté des sous-traitants privés pour effectuer des missions d'espionnage aérien, y compris au-dessus de certaines régions de l'Afrique. À mesure que les drones de surveillance deviendront de plus en plus communs, des sous-traitants seront presque certainement recrutés pour la formation, l'entretien et même le pilotage des appareils.

Denis Chamberland a une règle simple pour déterminer quand il faut sous-traiter et quand il faut garder une tâche à l'interne.

« Alors que les déterminants principaux à la base de la sous-traitance traditionnelle sont généralement axés sur des sources de motivation économiques, la sous-traitance de services liés à la défense peut impliquer une combinaison de nécessités économiques, politiques et militaires », a-t-il expliqué. « Le credo habituel de la sous-traitance est que les fonctions non fondamentales peuvent être sous-traitées, alors que les fonctions fondamentales, celles qui définissent la raison d'être de l'organisation, ne doivent jamais être sous-traitées ». ❑

LES ARMÉES ADOPTENT *la simulation pour* L'ENTRAÎNEMENT

PERSONNEL D'*ADF*

Les nouvelles technologies sont économiques et épargnent les soldats et les équipements

Des soldats sud-africains réagissent à une grenade fumigène dans une simulation d'embuscade, lors de Shared Accord 13, à Alicedale, en Afrique du Sud. SPC. TARYN HAGERMAN/ARMÉE AMÉRICAINE AFRIQUE

Prenez un tank type utilisé au combat. Les tanks sont un élément clé de la guerre moderne au sol, mais leur utilisation est onéreuse. Leur achat et leur utilisation sont coûteux. Ils engloutissent du carburant. Leurs chenilles s'usent. Leur utilisation n'est pas fiable et ils sont difficiles à réparer. Et un entraînement avec un tank est destructeur.

« Si vous utilisez un tank pendant une semaine sur le terrain, vous savez à quoi vous en tenir », a expliqué un spécialiste de l'entraînement militaire de Saab, l'entreprise suédoise active dans le secteur de l'aérospatiale et de la défense. « Un tank aplatit tout ce qui se trouve sur son passage ».

C'est là qu'intervient l'entraînement simulé. Connu également sous le nom de modélisation ou M&S, il permet aux armées d'entraîner leur personnel sans usure mécanique et humaine. Il permet également de minimiser les coûts.

LES SIMULATIONS MODERNES SONT TELLEMENT SUBTILES QU'ELLES PEUVENT INCLURE DES ÉLÉMENTS TELS QUE DES CONFÉRENCES DE PRESSE FICTIVES OÙ CERTAINS PARTICIPANTS JOUENT LE RÔLE DE JOURNALISTES.

Lorsque l'on parle d'entraînement simulé, on imagine généralement des simulateurs de vol, des jeux de guerre vidéo et des stands de tir sophistiqués. Mais l'entraînement simulé remonte à 5.000 ans, lorsque les chefs militaires utilisaient des pierres de couleurs et des quadrillages pour illustrer leurs stratégies.

Les avantages des exercices simulés sont bien documentés. Il y a un gain de temps. Les nouveaux équipements et les tactiques peuvent être testés sur le terrain. Les armées peuvent collaborer dans des opérations conjointes, aplanissant les problèmes avant d'entrer sur le terrain. L'environnement est préservé et la sécurité de tout le personnel est garantie. Les coûts sont considérablement réduits et, ce qui est peut-être le plus important, les objectifs d'entraînement peuvent être mesurés avec précision.

Les chefs militaires considèrent aujourd'hui la simulation comme une nécessité, bien qu'elle ne remplace pas la formation pratique. Un responsable sud-africain a estimé que 30 exercices militaires simulés coûtent aussi cher qu'un exercice de brigade traditionnel.

Le Centre sud-africain pour la simulation des conflits mène entre 25 et 35 simulations par an, dont la moitié concerne la guerre, et un tiers des opérations de maintien de la paix. Environ 10 pour cent concernent la gestion des calamités, et le reste la formation générale.

Pour les pays africains, les simulations modernes sont relativement nouvelles, y compris les simulateurs de vol les plus récents. Un recensement des simulateurs effectué en 2015 par le magazine *Military Simulation & Training* a montré que seulement deux pays africains possédaient un nombre significatif de simulateurs de vol entièrement équipés : l'Afrique du Sud en avait 11 et l'Algérie 10.

Les simulateurs de vol modernes ne doivent pas être confondus avec un ordinateur sur lequel tourne la dernière version de Microsoft Flight. Les simulateurs de vol « en environnement » sont d'immenses appareils permettant d'entraîner simultanément des équipages de vol entiers. Le portail d'informations defenceWeb décrit l'un de ces appareils à la base aérienne d'Ysterplaat, en Afrique du Sud, qui reproduit le fuselage d'un aéronef pour l'entraînement d'opérateurs de systèmes, de navigateurs et d'autres membres de l'équipage. Il peut accueillir huit étudiants à la fois.

« Le simulateur fournit un entraînement complet depuis le briefing jusqu'au débriefing de fin de mission », a rapporté defenceWeb. « L'utilisation du simulateur au lieu de voler réellement a permis de réduire de 60 pour cent les heures de vol, entraînant de réelles économies de coûts ».

Les simulateurs avec restitution de l'environnement sont utilisés pour entraîner les équipages de sous-marins, d'hélicoptères, d'avions de chasse, de tanks et de véhicules blindés.

LES TROIS TYPES DE SIMULATIONS

Les **simulations instrumentées** comportent des personnes réelles, des armes réelles ou factices et des munitions à blanc. Un scénario typique consistera à envoyer des soldats sur le terrain équipés de capteurs sur leurs épaules ou leurs casques, de sorte à pouvoir suivre leur position exacte. Ce type de simulation fournit un environnement d'apprentissage aussi proche que possible de la réalité.

Le caporal Ashraf Plaatjies, des forces de la défense nationale sud-africaine, fournit une assistance médicale simulée lors de Shared Accord 13, en Afrique du Sud. PHOTO ADF

Les simulations instrumentées ont des avantages évidents, comme par exemple habituer les soldats sur le terrain à porter et à voyager avec leur équipement. C'est une excellente manière pour les soldats de fournir à leurs formateurs des informations en retour. Les soldats entraînés dans le cadre de simulations instrumentées ont tendance à retenir leurs expériences plus longtemps qu'avec d'autres types de simulation.

Les **simulations virtuelles** placent des personnes réelles dans des environnements simulés. Les simulateurs de vol qui remontent à la Seconde Guerre mondiale sont peut-être les premiers simulateurs virtuels. La simulation virtuelle peut utiliser des composants du commerce qui ont aussi un usage industriel et civil.

La simulation virtuelle est acceptée, voire saluée, par les jeunes soldats qui ont grandi avec les jeux vidéo. Elle est très adaptable. Les armées utilisent la simulation virtuelle pour entraîner des soldats individuels et des équipes. Une équipe entière peut être entraînée en même temps dans un seul centre. Comme l'a décrit un formateur : « Dans certains types de simulation virtuelle les gens jouent, en fait à des jeux vidéo ». La simulation virtuelle fournit aux instructeurs le meilleur scénario possible pour donner à leurs étudiants un retour d'information immédiat sur leurs performances.

Les **simulations constructives**, ou simulations théoriques, sont purement hypothétiques permettant l'utilisation de plusieurs éventualités. Les chefs militaires susmentionnés d'il y a 5.000 ans pratiquaient la simulation constructive avec leurs pierres et leurs plans.

Dans le cadre des simulations constructives, tout est simulé – les gens, les équipements et le terrain. Les simulations constructives sont utilisées pour de vrais jeux de guerre – utilisant la modélisation informatique pour déplacer des soldats imaginaires à travers différents scénarios de terrain, y compris le combat.

Les simulations constructives modernes sont de plus en plus sophistiquées, les ordinateurs traitant des données telles que les types de troupes et leur nombre, les conditions

météorologiques, les positions des troupes ennemies, la puissance et le type des armements, et les conditions du terrain. Les invasions, les opérations de sauvetage et d'autres manœuvres de terrain sont alors « jouées » à plusieurs reprises pour déterminer quelles approches donnent les meilleurs résultats.

Quel que soit le type de simulation, les concepteurs divisent ces entraînements militaires en trois niveaux.

Le **niveau tactique** est utilisé pour développer, améliorer et évaluer les plans et manœuvres militaires de base.

Le **niveau tactique supérieur** est utilisé pour évaluer l'efficacité des plans déjà développés. Les participants peuvent dresser un tableau du renseignement et évaluer les plans d'urgence.

Le **niveau opérationnel** aligne les objectifs stratégiques selon des calendriers réalistes. À ce niveau, les opérateurs peuvent attribuer des nombres et types de forces correctes pour des tâches spécifiques, en temps réel et sur des terrains soigneusement cartographiés.

CONFÉRENCES DE PRESSE FICTIVES

Le lieutenant-colonel Hugh Evans, des forces armées britanniques, a déclaré à *ADF* que les simulations modernes sont tellement subtiles qu'elles peuvent inclure des éléments tels que des conférences de presse fictives, où certains participants jouent le rôle de journalistes.

Le lieutenant-colonel Evans a travaillé avec le Botswana, l'Afrique du Sud et la Zambie pour mettre en place des simulations théoriques. Ces simulations mettent en scène un pays africain fictif qui vient de signer un cessez-le-feu et dans lequel des troupes de maintien de la paix sont envoyées. Les variables comprennent les conditions météorologiques, la malnutrition, la maladie, des groupuscules terroristes n'ayant pas encore signé l'accord de paix, des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des réfugiés.

« Les étudiants ont un manuel dans lequel ils trouvent tout sur le pays lui-même, où sont les ports, les forces en présence, le contexte ethnique et les différentes religions », a expliqué le lieutenant-colonel Evans.

Bien que l'exercice soit informatisé, il comporte, en grande partie, des discussions et des négociations.

« L'exercice est divisé entre une cellule de planification civile dans les différentes disciplines, une cellule de planification militaire, qui est délibérément assez petite, et une cellule de soutien de mission, comprenant la police et [des organisations non gouvernementales] », a précisé le lieutenant-colonel Evans. « Les soldats jouant le rôle de civils sont en tenue civile. Une année, ils se sont tous présentés en uniforme, ce qui n'a pas marché. S'ils jouent le rôle de civils, ils doivent s'habiller en civil s'ils veulent penser comme des civils ».

L'exercice dure une semaine. À la fin de la semaine, les participants présentent un plan détaillé de maintien de la paix.

Un soldat cap-verdien sécurise un prisonnier pendant un exercice d'entraînement simulé, au large de la côte du Cap Vert.
MAÎTRE DE 1RE CLASSE FELICITO RUSTIQUE/MARINE AMÉRICAINE

« Vous essayez d'amener les gens à considérer un problème sous un angle différent », a déclaré le lieutenant-colonel Evans.

DES JEUX POUR L'ENTRAÎNEMENT

Certains pays ont mis en place des programmes de « jeux pour l'entraînement ». Virtual Battlespace est une plate-forme populaire qui fournit un grand théâtre d'opérations simulées. Les batailles peuvent être observées de n'importe quelle perspective et les mouvements enregistrés peuvent être visionnés à nouveau plus tard. Les utilisateurs de ces jeux peuvent créer des modèles et des objets sur mesure. Le programme peut être mis en réseau pour permettre la participation de plusieurs joueurs. Virtual Battlespace, par exemple, peut relier jusqu'à 256 joueurs en même temps. Il est particulièrement utile pour la formation d'observateurs avancés et de contrôleurs aériens avancés.

Les programmes modulables tels que Virtual Battlespace ont pour avantage supplémentaire d'être abordables pour à peu près toutes les organisations. « L'utilisation croissante d'équipements commerciaux rend la simulation beaucoup moins chère. Le coût de la simulation est en forte baisse », a indiqué un responsable de Saab à defenceWeb.

L'entraînement simulé présente toutefois certains inconvénients. Parfois, la technologie dépasse les capacités de ses utilisateurs, et les participants oublient ce qu'ils ont appris plus vite que les soldats qui ont participé à un entraînement sur le terrain.

Certaines armées étudient la technologie de la réalité augmentée – une méthode de superposition d'images simulées sur le monde réel, à l'aide de lunettes ou d'une tablette pour créer un environnement d'entraînement détaillé. Selon le magazine *National Defence*, un système de ce type comprend un micro-ordinateur, un logiciel, un bloc piles et un visiocasque. Les Marines ont commencé à tester l'équipement en 2015.

« Au lieu de n'utiliser que leur imagination pour voir ce qui peut se passer, ils peuvent maintenant utiliser la simulation et voir réellement les événements et les effets qui se produisent en plus de l'environnement réel », a expliqué au magazine Peter Squire du Bureau américain de la recherche navale. La technologie est tellement innovante que les chercheurs se penchent sur des aspects tels que le mal des transports chez les participants et le réalisme des simulations.

L'un des tests de la nouvelle technologie consistait en l'attaque de tanks virtuels par des avions de chasse virtuels avec des armes simulées. Un environnement virtuel peut être créé pratiquement n'importe où, même sur un parking.

Un autre développement relativement nouveau est les robots autonomes utilisés pour l'entraînement au maniement des armes. Le magazine *Military Simulation & Training* a rapporté, en 2015, que les robots cibles, montés sur roues, « ressemblent à de vraies personnes et se déplacent et se comportent comme elles », ce qui

L'adjudant-chef nigérien Moussa M. Maiguizo explique les grandes lignes d'un programme d'assistance médicale à Agadez, au Niger, pendant l'exercice Flintlock en 2014. De tels exercices remontent à 5 000 ans lorsque les chefs militaires utilisaient des pierres et des quadrillages pour illustrer leurs stratégies. PHOTO *ADF*

Des soldats et des policiers du Botswana, d'Afrique du Sud et de Zambie ont participé un exercice africain combiné et conjoint d'une semaine de simulation par ordinateur. ENGAGEMENT DE LA DÉFENSE, DÉVELOPPEMENT DES FORCES CONJOINTES ET ACADÉMIE

améliore grandement la formation au tir. Les « cibles intelligentes » coûtent moins cher que la construction d'un stand de tir avec des cibles mouvantes. Tout stand de tir peut être converti en un centre de tir de pointe, avec cibles mouvantes, en une journée. Un opérateur peut manipuler simultanément 20 robots ou plus.

La gamme des robots comprend des robots « civils » pour apprendre aux soldats à faire preuve de discernement dans leur tir. Les responsables estiment que l'utilisation de « civils » est devenue un élément essentiel de l'entraînement, permettant de réduire les pertes civiles sur le terrain.

Les robots peuvent être programmés pour effectuer des tâches spécifiques. Dans un scénario, les robots « attaquent » une position de tir, sans grande participation de l'opérateur. Le degré d'agression de l'attaque peut-être ajusté et peut changer automatiquement à mesure que les cibles sont touchées. Comme l'a fait remarquer un opérateur, les robots peuvent même « opérer un retrait ordonné ou fuir en déroute ». ❑

DES DÉTENUS MALAWIENS METTENT LA SOUFFRANCE EN MUSIQUE

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le groupe Zomba Prison Project du Malawi, qui comprend des détenus et des membres du personnel pénitentiaire, a enregistré un album dont la candidature a été présentée pour un prestigieux Grammy Award.
AFP/GETTY IMAGES

Le groupe Zomba Prison Project du Malawi a la particularité de voir sa candidature présentée pour un prestigieux Grammy Award. Son disque *I Have No Everything Here* (Je n'ai pas tout ici), qui comporte 20 titres, a été en lice dans la catégorie « Meilleur album de World Music » pour 2016.

La chanteuse béninoise Angélique Kidjo a remporté le prix, son troisième Grammy, et le deuxième d'affilée dans cette catégorie World Music.

Un talent musical à la prison de haute sécurité de Zomba a été découvert en 2013 lorsque le producteur américain Ian Brennan a passé deux semaines à travailler avec 60 détenus et gardiens pour réaliser l'album. Le montage des six heures d'enregistrements audio a abouti à la sélection finale des titres joués par 16 des musiciens de la prison chantant principalement dans une langue locale, le chichewa.

Elias Chimenya, âgé de 46 ans, qui purge une peine de réclusion à perpétuité pour le meurtre d'un homme lors d'une querelle dans les années 1980, a écrit et chanté la ballade lancinante *Jealous Neighbour* (Voisin jaloux), le cinquième titre de l'album.

« Je suis une personne réformée, et la musique m'a aidé à être serein et à accepter mon incarcération à vie », explique-t-il. « J'espère ne pas mourir en prison et qu'au lieu de cela je pourrais être libéré pour poursuivre une carrière musicale au-dehors ».

Plus de deux ans après l'enregistrement des sessions, les nouvelles de leur candidature au prix ont surpris les détenus. « Nous sommes ébahis parce que nous ne nous attendions pas à ce que des détenus puissent être en lice pour ce prix », a indiqué Nyerenda, le guitariste âgé de 34 ans, qui s'attend à être libéré en 2017 après avoir purgé une peine de 10 ans de réclusion pour cambriolage.

La prison avait déjà un groupe entièrement masculin se produisant dans des écoles locales pour diffuser des messages de prévention contre le VIH.

L'album en lice pour le Grammy a été réalisé avec d'autres détenus, et la moitié des chansons ont été enregistrées par des détenues vivant dans une partie séparée de la prison, où elles n'ont que des tambourins, des seaux et des morceaux de tuyaux en guise d'instruments.

« La candidature à elle seule nous a inspirés et nous a déjà rendus célèbres à la fois au Malawi et à l'étranger », indique Binamo, le gardien de prison qui a écrit les paroles du titre *Please. Don't Kill My Child* (S'il vous plaît, ne tuez pas mon enfant).

« Nous leur apprenons à chanter, à jouer du clavier, de la batterie et de la guitare, jusqu'à ce qu'ils deviennent des musiciens », ajoute Binawo. Faire de la musique peut leur apporter un soulagement. Beaucoup de gens ont une attitude négative envers les autorités pénitentiaires à cet égard. Ils pensent que la seule chose à faire avec les condamnés, c'est de les punir ».

Ian Brennan, qui a travaillé régulièrement dans les prisons américaines, observe qu'il était étonné de voir de quelle manière, pendant les sessions musicales dans la prison de Zomba, « il n'y avait aucune démarcation claire entre les gardiens et les détenus ».

Il a défendu l'album, qui est sorti début 2015, contre les accusations selon lesquelles il célébrait des criminels. « Il ne s'agit pas de glorifier quiconque – il s'agit d'humaniser, et tout le monde devrait être humanisé », ajoute-t-il.

Ian Brennan indique que la prison, construite dans les années 1930, était en mauvais état, mais que les détenus semblaient relativement bien traités. Les détenus ont reçu une petite somme d'argent pour l'enregistrement, et tous les profits seront partagés entre eux, y compris plusieurs de ceux qui ont depuis été libérés.

Un Nigérian est CHAMPION DU MONDE *de Scrabble*

BBC NEWS - BBC.CO.UK/NEWS

Les Nigérians félicitent leur concitoyen Wellington Jighere, qui est devenu le premier Africain à remporter le championnat du monde de Scrabble anglophone.

En novembre 2015, ce Nigérian de 32 ans a battu l'anglais Lewis MacKay 4 à 0 en finale en Australie. Le président nigérian Muhammadu Buhari lui a exprimé ses félicitations en personne, en lui disant qu'il avait « fait la fierté du pays ». Wellington Jighere a indiqué sur sa page Facebook qu'il avait l'impression de participer à l'épreuve en ayant « le continent tout entier » derrière lui.

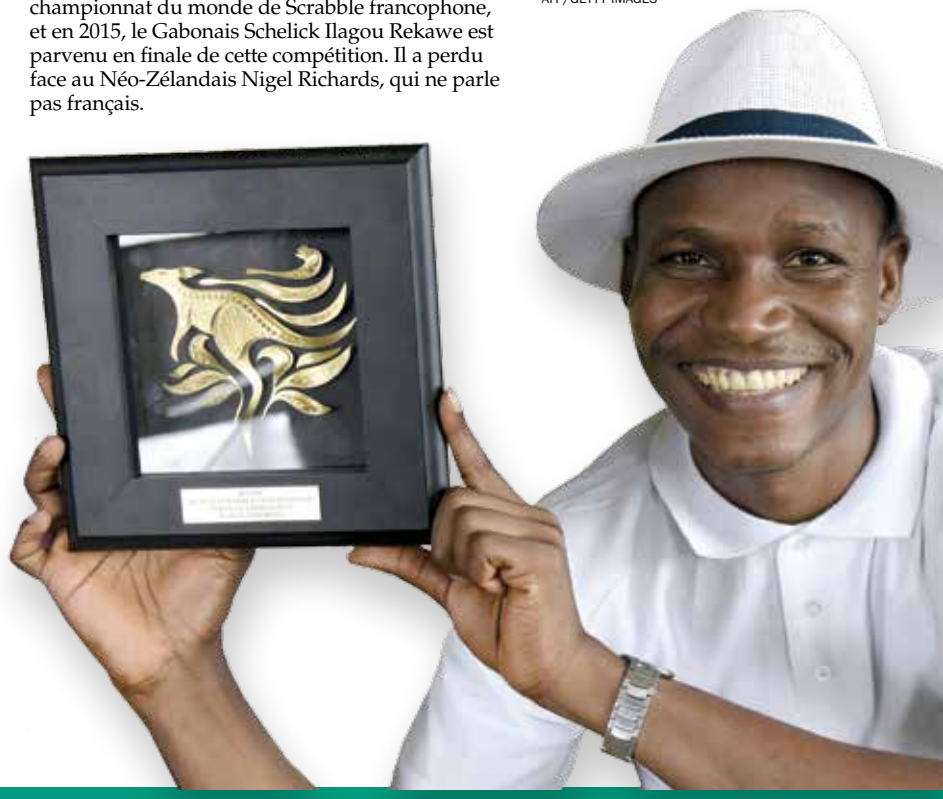
Il a ajouté qu'il n'en revenait pas d'avoir réussi à gagner, compte tenu de son état de fatigue après ne pas avoir bien dormi pendant pratiquement une semaine. Il a indiqué au quotidien *The Guardian* qu'il s'était entraîné à se remettre de la fatigue du décalage horaire, mais aussi qu'il avait dû affronter 32 parties en quatre jours avant d'arriver en finale à Perth.

Wellington Jighere et cinq autres membres de l'équipe nigériane ne sont arrivés en Australie que la veille du commencement du tournoi. Ils n'avaient donc pas eu beaucoup l'occasion de récupérer après les 20 heures de vol ou l'écart de sept heures entre les fuseaux horaires. Le président Muhammadu Buhari lui a téléphoné à Perth pour célébrer cette performance et transmettre ses félicitations à tous les joueurs, qui ont terminé la compétition en tant que meilleure équipe.

Le champion a gagné 10.000 dollars. Il a récemment terminé son service national après avoir reçu son diplôme universitaire, mais il a interrompu sa recherche d'emploi pendant quelque temps dans le but de se préparer pour le championnat.

Le président de la fédération nigériane de Scrabble, Sulaiman Gora, a indiqué à la BBC que Wellington Jighere était un homme tranquille dont « la plus grande force était l'humilité ». Sulaiman Gora, qui dirige également la fédération panafricaine de Scrabble, a déclaré que « le pays tout entier et l'Afrique tout entière se réjouissaient de ce succès ».

En 2008, l'Ivoirien Elisée Poka a remporté le championnat du monde de Scrabble francophone, et en 2015, le Gabonais Schelick Ilagou Rekawe est parvenu en finale de cette compétition. Il a perdu face au Néo-Zélandais Nigel Richards, qui ne parle pas français.



Le Nigérian Wellington Jighere tient entre ses mains son prix du championnat du monde de Scrabble anglophone à Lagos, le 10 novembre 2015.
AFP/GETTY IMAGES

L'Éthiopienne Genzebe Dibaba arbore sa médaille d'or reportée dans l'épreuve du 1.500 mètres lors des Championnats du monde l'athlétisme en Chine en 2015.
THE ASSOCIATED PRESS

Une Éthiopienne est désignée athlète féminine de l'année

BBC NEWS AT BBC.CO.UK/NEWS

L'Éthiopienne Genzebe Dibaba a remporté le prix de l'athlète féminine de l'année 2015 décerné par l'Association internationale des fédérations d'athlétisme. Genzebe Dibaba, âgée de 24 ans, a établi un nouveau record mondial du 1.500 mètres en 3 min 50 sec 07/100e, lors des Championnats du monde de Beijing en août 2015. Elle a également remporté la médaille d'or du 1.500 mètres et la médaille de bronze du 5.000 mètres.

On peut dire que la famille de Genzebe Dibaba est en quelque sorte une dynastie de l'athlétisme. Sa sœur aînée, Tirunesh, est une athlète renommée qui a remporté plus de 19 médailles, notamment cinq médailles olympiques aux Jeux de 2008 et de 2012. Une autre de ses sœurs aînées, Ejegayehu, a remporté la médaille d'argent du 10.000 mètres aux Jeux olympiques d'été de 2004. Quant à sa cousine, Derartu Tulu, elle a remporté le 10.000 mètres aux Jeux olympiques de 1992 et 2000.

« Après avoir manqué de peu cette récompense il y a un an, je suis très fière d'être reconnue par les amateurs et les experts de notre sport », a-t-elle déclaré.

L'aéronef Husky A-1C

L'ALLEMAGNE AIDE LA TANZANIE DANS SA LUTTE CONTRE LE BRACONNAGE

DEFENCEWEB

Le gouvernement allemand a fait don de deux aéronefs légers à voilure fixe Husky aux parcs nationaux de Tanzanie et à l'Autorité de la faune sauvage de Tanzanie pour lutter contre le braconnage.

Les aéronefs, donnés par la Société zoologique de Francfort, seront utilisés pour surveiller les lieux de rassemblement d'éléphants en Tanzanie, y compris la réserve de gibier de Selous et le parc national du Serengeti. Les pilotes patrouilleront à la recherche de braconniers, aideront les gardes-chasse à coordonner les forces au sol et effectueront des dénombrements et une surveillance de l'habitat.

Les aéronefs ont été remis, en novembre 2015, à l'aéroport d'Arusha, lors d'une cérémonie à laquelle participaient le garde en chef du parc du Serengeti, William Mwakilema, le directeur des parcs nationaux de Tanzanie, Alan Kijazi, et le directeur de la nouvelle Autorité de la faune sauvage de Tanzanie, Martin Loibooki.

La société zoologique de Francfort a fait don d'un Husky à la Zambie, au début 2016, et a fourni un soutien à l'Autorité de la faune sauvage de Zambie. Il servira à surveiller les populations d'éléphants et de rhinocéros noirs du pays.

Le Husky A-1C est un aéronef léger biplace, fabriqué par la société américaine Aviat. Doté d'une double commande et d'ailes hautes, il est idéal pour les missions d'observation et de patrouille. Il a été largement utilisé à ces fins, notamment par le département américain de l'agriculture et par le service de la faune sauvage du Kenya, pour surveiller les troupeaux d'éléphants.

La Tanzanie a perdu environ 85.000 éléphants, victimes du braconnage, entre 2009 et 2014. Les groupes de conservation rejettent le blâme sur un braconnage « à échelle industrielle ».

UN DON DES ÉTATS-UNIS *pour aider le Cameroun dans* SA LUTTE CONTRE BOKO HARAM

DEFENCEWEB

Le gouvernement américain a fait don de 18 camionnettes Toyota, d'un camion semi-remorque, d'un chargeur frontal et d'autres équipements à l'armée camerounaise qui s'en servira pour lutter contre Boko Haram.

Parmi les autres équipements, on compte sept citernes à eau de 1.500 à 3.000 litres et six générateurs. L'ambassadeur des États-Unis au Cameroun, Michael Stephen Hoza, a remis l'équipement et les véhicules au ministre camerounais de la Défense Joseph Beti Assomo, à Yaoundé, en décembre 2015. Michael Hoza a déclaré que les États-Unis espéraient que le nouvel équipement renforcerait la mobilité de l'armée et élargirait ses capacités opérationnelles.

Il a ajouté que le don était un symbole du fort partenariat qui unit les deux pays. « Nous connaissons l'extrémisme violent. Ceci est une violence à une échelle terrible. Nous voulons voir un avenir brillant pour le Cameroun. Nous sommes heureux de nous joindre à vous et nous serons là jusqu'à la fin du combat ».

Le Cameroun a rejoint le Tchad, le Niger et le Nigeria en fournissant des troupes à la Force d'intervention conjointe multinationale, une force militaire régionale du bassin du lac Tchad, créée en 2015 pour lutter contre le groupe extrémiste Boko Haram.

Joseph Assomo a précisé que ce don était le dernier d'une récente série de programmes d'aide sécuritaire américaine qui comprenait, en octobre 2015, 6 véhicules blindés de transport de troupes. « Ce don entre dans le cadre du soutien à la lutte contre les sectes terroristes, notamment la secte terroriste djihadiste Boko Haram », a-t-il indiqué. Au moins 300 soldats américains sont arrivés au Cameroun, en octobre, pour assister les forces camerounaises dans le domaine du renseignement et de l'entraînement.

Un membre du Bataillon d'intervention rapide du Cameroun monte la garde sur un pont à Fotokol, dans le nord du Cameroun.
REUTERS

LE KENYA ET LA FRANCE S'ALLIENT POUR L'EAU POTABLE

THE STAR, KENYA

Le Kenya collabore avec la France sur un projet visant à donner aux communautés riveraines du lac Victoria un accès à l'eau potable et à améliorer la sécurité dans certains bidonvilles du pays.

La France a fait don au Kenya de 43 millions de dollars, qui couvriront 27,5 pour cent du projet. Dans le cadre de l'accord, signé en 2015, le projet d'eau et d'assainissement du lac Victoria était doté de 5,4 millions de dollars et le projet d'amélioration des bidonvilles avait reçu 38 millions de dollars.

L'ambassadeur de France, Rémi Marachaux a indiqué que 21 projecteurs seraient placés dans les bidonvilles de Nakuru, Eldoret et Mombasa et que 27 autres projecteurs sont en construction à Machakos, Nairobi et Naivasha.

Le projet d'eau et d'assainissement fait partie d'un plan régional plus large comprenant l'Ouganda et la Tanzanie. Ce projet cherche à aider les communautés riveraines du lac Victoria à réaliser certains objectifs liés à l'accès à l'eau potable, à l'assainissement, à la gestion des déchets solides et aux services d'évacuation des eaux usées.

« Le lac Victoria est une importante ressource nationale et régionale qui fournit non seulement de l'eau aux fermes autour du lac, mais représente aussi un grand potentiel de développement pour le transport lacustre et le tourisme régionaux », a déclaré Henry Rotich, le secrétaire kenyan au Trésor national.

Par l'intermédiaire de l'Association de développement international, la Banque mondiale fournira 60,5 pour cent du financement total du projet, a précisé Henry Rottich.

REUTERS

Des ouvriers installent des projecteurs dans le bidonville de Kibera, à Nairobi, au Kenya, en 2014. Des projecteurs seront aussi installés à Eldoret, Machakos, Mombasa, Nairobi, Naivasha et Nakuru.

Le Kenya et la France collaborent avec d'autres bailleurs de fonds pour assurer des services d'eau potable et d'assainissement aux communautés riveraines du lac Victoria. THE ASSOCIATED PRESS

CAPITAINE D'UN NAVIRE DE LA MARINE SUD-AFRICAINE, ELLE ÉCRIT UNE PAGE D'HISTOIRE

La capitaine de corvette Zimasa Mabela à bord de l'Umhloti, le chasseur de mines de la marine sud-africaine dont elle assure le commandement.

AGENCE FRANCE-PRESSE

AGENCE FRANCE-PRESSE

Zimasa Mabela a grandi dans un village sud-africain, à deux heures de route de l'océan, sous le régime de l'apartheid, mais ce n'est qu'à l'âge de 18 ans qu'elle a vu la mer pour la première fois.

À présent, à l'âge de 38 ans, elle est la première femme noire à commander un navire de la Marine sud-africaine. La capitaine de corvette Mabela se rappelle que sa première visite à la plage a coïncidé avec la fin du pouvoir blanc en Afrique du Sud en 1994, et elle a pris la vague historique du changement qui a suivi.

« Je n'avais pas peur de l'eau », se souvient-elle, regardant au loin depuis le pont du SAS Umhloti, son chasseur de mines rutilant. « Dans mon village, il y avait une piscine à l'église où nous autres les enfants pouvions nager ».

Le désir de Zimasa Mabela de vivre sur la mer est venu plus tard, lorsqu'elle faisait des études universitaires pour obtenir un diplôme d'enseignante. Assistant à une présentation faite par la Marine, elle a été fortement attirée par le slogan de recrutement : « Rejoignez la marine et parcourez le monde ».

« J'ai pensé, dans quel autre métier aurai-je l'opportunité de visiter le monde ? »

Elle s'est engagée en 1999, à l'âge de 22 ans, comme opératrice radio, et à ce jour la Marine a tenu toutes ses promesses. Son métier l'a emmenée dans des endroits aussi divers que l'Inde, l'Uruguay, Sainte-Hélène et le Canada. Le navire dont elle a pris le commandement en août 2015 mouille dans le port historique de Simon's Town, au Cap, la plus importante base navale de l'Afrique du Sud.

Les 54 membres de l'équipage du navire sont pour la plupart masculins, mais Zimasa Mabela assure que son sexe ne pose pas de problème. « Ils m'ont très bien acceptée. Si je donne un ordre, c'est un ordre », dit-elle avec un sourire chaleureux et un regard d'acier.

LA SIERRA LEONE *met en service un navire supplémentaire pour donner un coup d'arrêt à la* PÊCHE ILLÉGALE

DEFENCEWEB

La Sierra Leone a mis en service un nouveau patrouilleur pour surveiller les bateaux de pêche et les braconniers dans ses eaux territoriales.

Le président Ernest Bai Koroma a présidé la cérémonie le 11 novembre 2015, à Freetown. Le navire, le patrouilleur de pêche Sorie Ibrahim Koroma, tire son nom d'un ancien vice-président.

Dans son allocution, Sorie Ibrahim Koroma a déclaré que les braconniers présentent de sérieux défis pour l'industrie de la pêche, laquelle contribue à la vie du pays en favorisant un mode de vie sain, l'emploi et l'activité économique. Il a mis en exergue la hausse des revenus tirés par les pouvoirs publics de l'industrie de la pêche, de 1,5 million de dollars en 2007 à 6,5 millions de dollars en 2014, ajoutant qu'avec une bonne gestion, ces recettes ne pourraient qu'augmenter à l'avenir. La Sierra Leone estime que la pêche illégale coûte chaque année 32 millions de dollars au pays.

Sorie Ibrahim Koroma a noté que le gouvernement est en train de réglementer et de renforcer l'industrie de la pêche pour aider les pêcheurs locaux. « Seuls ceux munis de licences seront autorisés à pêcher, et ceux qui ont des licences doivent s'assurer qu'ils pêchent dans les zones appropriées avec les filets de pêche appropriés », a ajouté Sorie Ibrahim Koroma.

Le capitaine Momodu Alieu Pat-Sowe, ministre de la Pêche et des Ressources marines, a déclaré que le nouveau navire aidera les autorités à intercepter, sanctionner et combattre la pêche illégale. Le navire a coûté 5,93 millions de dollars et a été construit sur les chantiers navals du groupe Damen aux Pays-Bas. La Sierra Leone dispose d'une Marine de petite taille, avec un navire de classe Shanghai III, un patrouilleur Swiftship, une péniche de débarquement et plusieurs patrouilleurs côtiers, ainsi que quelques cotres.

Le Sorie Ibrahim Koroma, patrouilleur de pêche de la Sierra Leone

AMBASSADE DE LA SIERRA LEONE À WASHINGTON

Un responsable fait l'éloge

DES POLITIQUES DE LA CEDEAO *EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME*

LA VOIX DE L'AMÉRIQUE

Un haut fonctionnaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a déclaré que les politiques du groupe pour combattre l'extrémisme violent dans la région valent la peine d'être reproduites.

Remi Ajibewa, directeur des affaires politiques de la CEDEAO, a déclaré que les États membres échangent des renseignements et des informations pour combattre de nombreuses organisations terroristes, y compris Boko Haram, le groupe extrémiste basé au Nigeria, dont les attaques au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigeria ont fait des milliers de victimes.

S'exprimant à l'occasion d'un débat d'experts sur l'extrémisme violent au siège des Nations Unies à New York, Remi Ajibewa a affirmé que le capital d'expérience de la CEDEAO en matière de lutte contre le terrorisme inclut la formation stratégique antiterroriste nationale et régionale parallèlement au renforcement et à la coordination des cadres juridiques dans les États membres.

Remi Ajibewa a indiqué que tous les membres de la CEDEAO ont créé des unités de renseignement financier pour contrôler les flux d'espèces et surveiller les transactions financières illicites qui financent la violence.

Ses remarques suivent de peu l'attaque d'un hôtel de Bamako, la capitale du Mali, par des terroristes en novembre 2015. Remi Ajibewa a préconisé de se pencher sur les causes profondes du terrorisme, ajoutant que le cadre juridique de prévention des conflits mis en place par la CEDEAO cherche à résoudre des problèmes qui mènent souvent à l'extrémisme violent.

« Cela inclut l'alerte précoce, la diplomatie préventive, le désarmement, la paix et le développement », a-t-il ajouté. « Cela fait également intervenir la Force en attente de la CEDEAO, l'éducation et la [promotion de la] démocratie ».

Il a expliqué que les causes profondes du terrorisme pouvaient être imputées à l'inégalité sociale et aux « ressentiments qui ont pu naître chez certains de ces individus qui ont la conviction d'avoir été marginalisés ».

« Nous disposons de ce que nous appelons le comité des chefs d'état-major [militaires] des États membres et du comité des responsables de la police ; tels sont certains des enseignements que les autres régions peuvent tirer de ces comités », a-t-il précisé. « Ils ont le partage de l'information ».

Il a également cité des enseignements spécifiques tirés par les États membres, décrivant le programme de lutte contre l'extrémisme au Nigeria comme évoluant pour répondre aux besoins du pays.

« Au Nigeria, ils ne se contentent pas de chercher des mesures palliatives », a-t-il ajouté, évoquant l'élaboration d'un programme de réintégration sociale pour les individus déradicalisés à Abuja, la capitale du pays. « Le problème de la réintégration est un autre niveau de réponse, et le Nigeria a déjà établi un centre à cet effet. Ainsi, tous les partenaires majeurs des autres pays se sont focalisés sur la perspective militaire, ne tenant pas compte des victimes, même de celles qui ont fui l'enclave terroriste ».

Le général de corps d'armée Kenneth Minimah, à droite, rencontre des détenus libérés après avoir été accusés d'être des extrémistes de Boko Haram à Maiduguri, au Nigeria. AFP/GETTY IMAGES

Remi Ajibewa a indiqué que la CEDEAO coopérait avec le bloc régional voisin, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, dans la lutte contre Boko Haram et d'autres groupes extrémistes violents.

« Leurs États membres partagent les renseignements avec la région de la CEDEAO, et pas seulement les rapports des services de renseignement ; ils communiquent également ce que nous appelons les enseignements retenus et les mettent en pratique afin que nous puissions améliorer notre action », a-t-il ajouté. « C'est pourquoi nous avons le groupe de travail [multinational], qui a apporté son aide dans ce domaine ».

LE NIGERIA MET UN « ŒIL » SUR **LE GOLFE DE GUINÉE**

L'EXÉCUTIF MARITIME

La Marine nigériane utilise un système de surveillance de masse appelé « Falcon Eye » (œil de faucon) conçu par les Israéliens et construit aux Émirats arabes unis pour l'aider à surveiller l'activité dans le golfe de Guinée.

Les eaux au large des côtes du Nigeria sont tristement célèbres en raison des actes de piraterie qui s'y produisent, en particulier les enlèvements et le vol de pétrole, et cette technologie est destinée à aider les Forces armées du pays à combattre la criminalité maritime. Le vice-amiral Raphael Osondu a affirmé que la piraterie est une menace persistante contre l'économie du Nigeria et que la contrecarrer est une priorité militaire.

Les six stations électro-optiques de Falcon Eye permettent la surveillance des aéronefs, des navires et des infrastructures pétrolières offshore. Le système a un rayon d'action de 35 milles nautiques à partir de la côte, bien au-delà de la limite de 12 milles nautiques constituant les eaux territoriales du Nigeria.

Raphael Osondu a ajouté que le nouveau système couvre « les arcs d'ombre que nous connaissons dans certaines parties de nos eaux territoriales avec le système des capacités de connaissance de la situation maritime (RMAC) ». Le RMAC est un système de surveillance côtière qui utilise le système d'identification automatique et un radar basé au sol pour repérer le trafic maritime. Il a été déployé dans le golfe de Guinée en 2011.

« Falcon Eye constituera pour la Marine nigériane un système meilleur et plus précis qui l'aidera à surveiller les activités et à mener à bien certaines actions dans [le] domaine maritime nigérian et dans sa ZEE (zone économique exclusive) », a-t-il ajouté. Le centre de formation de la Marine nigériane à ce système a déjà formé environ 70 spécialistes pour faire fonctionner Falcon Eye.

En plus des systèmes de surveillance côtiers de l'armée nigériane, l'Administration maritime et agence de sécurité nigériane a indiqué envisager l'acquisition d'un drone en vue de renforcer sa connaissance du domaine maritime.

AFP/GETTY IMAGES

UN MÉDICAMENT ORDINAIRE POURRAIT ENRAYER LA PROPAGATION DU PALUDISME

LA VOIX DE L'AMÉRIQUE

Les scientifiques pourraient avoir découvert un moyen de prévenir la transmission du paludisme avec un médicament initialement développé pour traiter des maladies parasitaires. Le médicament, qui a valu le prix Nobel à ses créateurs, est appelé l'ivermectine, et fait l'objet de tests dans plusieurs régions de l'Afrique.

L'ivermectine a complètement révolutionné le traitement d'helminthiases (ou maladies parasitaires causées par des vers) telles que l'onchocercose (ou cécité des rivières) et l'éléphantiasis et pourrait conduire à leur éradication s'il est utilisé efficacement.

À présent, il semble que l'ivermectine pourrait être efficace contre la propagation du paludisme. Le Dr Brian Foy, un biologiste de l'Université d'État du Colorado, expert des maladies transmises par des moustiques , a dirigé une étude au Burkina Faso au cours de laquelle une réduction du paludisme infantile a été constatée lors de l'administration du médicament aux adultes dans la région. L'essai clinique en cours consiste à administrer une dose unique d'ivermectine une fois toutes les trois semaines à la majorité des personnes de quatre villages. Le médicament n'a pas été administré aux jeunes enfants, mais le traitement a bloqué la transmission du paludisme chez 16 pour cent des enfants, les principales victimes de la maladie.

Brian Foy a constaté la toxicité de l'ivermectine pour les moustiques vecteurs de la maladie, même à faibles doses. L'action tout à fait particulière du médicament cible le moustique, pas le parasite à l'origine du paludisme. Pour cette raison, des chercheurs aux États-Unis et en Thaïlande pensent que l'ivermectine pourrait aider à contrôler la transmission d'une forme de paludisme résistante aux médicaments en Asie du Sud-Est.

Pour le moment, Brian Foy considère avec prudence l'éventualité que l'ivermectine détienne la clé pour interrompre la transmission du paludisme. D'après lui, davantage d'études sont nécessaires. Depuis la fin des années 1980, on estime qu'un milliard de doses d'ivermectine ont été distribuées à travers le monde.

L'UA veut METTRE FIN AUX MARIAGES D'ENFANTS

LA VOIX DE L'AMÉRIQUE

Confidence avait juste 14 ans lorsque sa tante l'a mariée à un homme de 42 ans. La jeune Zimbabwéenne, maintenant âgée de 22 ans, dit que l'expérience l'a anéantie. Son mari était violent, comme l'étaient ses autres épouses.

« Après deux ans de mariage, la vie était si difficile pour moi que j'ai essayé de me donner la mort en avalant de la mort-aux-rats », a-t-elle confié aux chercheurs de Human Rights Watch. Les témoignages de plusieurs filles ont été publiés par ce groupe aux fins de mettre ce problème en exergue, cela sans mentionner leurs noms de famille.

« Mon mariage précoce a ruiné ma vie », a affirmé Confidence. « À présent, je ne travaille pas et je ne peux pas trouver un emploi parce que j'ai arrêté d'aller à l'école ».

Ce sont des récits de ce type qui ont incité l'Union africaine à organiser un sommet en Zambie fin 2015 dans l'espoir de mettre fin au mariage d'enfants. L'assemblée s'est engagée à fixer à 18 ans l'âge légal minimum pour le mariage sur l'ensemble du continent.

Cette rencontre va de pair avec un nouveau rapport des Nations Unies qui a révélé une statistique choquante : si les tendances actuelles se poursuivent et que la population de l'Afrique continue à croître au taux prévu, le nombre des filles mariées pendant leur enfance en Afrique pourrait plus que doubler dans les 35 prochaines années, pour atteindre 310 millions.

À moins que les choses n'évoluent, d'ici à 2050 près de la moitié des filles mariées du monde entier seront en Afrique. La majorité des 23 millions de filles mariées de l'Afrique se trouve au Nigeria, le pays le plus peuplé du continent, où l'âge minimum du mariage est pourtant de 18 ans.

Le mariage avant l'âge de 18 ans est en réalité illégal dans la plupart des pays africains, bien que certains pays permettent à des adolescents de se marier avec le consentement parental. Toutefois, cela n'a pas empêché que plus de 125 millions de filles mariées avant cet âge, à l'occasion d'unions traditionnelles ou coutumières, soient privées de leur enfance. La plupart des enfants affectés sont des filles. Les garçons sont également victimes de mariages précoces, mais cela est beaucoup plus rare.

La présidente de l'UA, Nkosazana Dlamini Zuma, a déclaré que cette situation est largement attribuable aux normes culturelles qui sous-estiment les filles et les femmes.

Le président tanzanien
ATTAQUE DE FRONT LE GASPILLAGE ET LA CORRUPTION

LA VOIX DE L'AMÉRIQUE

Le président tanzanien John Magufuli accélère à fond sa lutte contre le gaspillage et la corruption.

Les Tanzaniens disent qu'ils aiment cette approche de prise en charge volontariste, bien que cela ne soit pas nouveau pour lui. John Magufuli a été surnommé « Le Bulldozer » pour les efforts similaires qu'il a entrepris pendant les 15 années qu'il a passées à la tête du ministère des Travaux publics.

Dès le premier jour de sa prise de fonction en novembre 2015, John Magufuli a rendu une visite surprise au ministère des Finances, où il a fustigé les fonctionnaires qui n'étaient pas à leur bureau. Le président Magufuli a restreint les voyages à l'étranger pour la plupart des responsables gouvernementaux. Il a considérablement réduit la taille de la délégation excessivement nombreuse qui devait participer à la réunion des pays du Commonwealth, de 50 représentants à seulement quatre.

Les photos du président Magufuli participant au nettoyage des détritus dans les rues ont été omniprésentes dans les médias sociaux. En novembre 2015, il a annulé les somptueuses célébrations du Jour de l'indépendance et a ordonné à la place que les fonds soient utilisés pour combattre une flambée de choléra qui a fait des dizaines de victimes et a contaminé près de 5.000 personnes.

Le président tanzanien John Magufuli se joint à une opération de nettoyage à l'extérieur de la Maison d'État à Dar es-Salaam le 9 décembre 2015. AFP/GETTY IMAGES

Il y avait des signes de plus en plus nombreux de corruption officielle. En 2014, un scandale a éclaté révélant que les ministres du gouvernement utilisant des comptes séquestres avaient apparemment détourné 180 millions de dollars de la Banque centrale. John Magufuli a suspendu le commissaire général de l'Autorité fiscale tanzanienne (Tanzania Revenue Authority), lequel était soupçonné de fermer les yeux sur la corruption et l'évasion fiscale à l'aéroport de Dar es-Salaam. Ce responsable est à présent en état d'arrestation, de même que cinq autres fonctionnaires.

Le secrétaire général du parti au pouvoir, Abdulrahman Kinana, a salué ces décisions, affirmant que « ceci réglementera les diverses sources de revenus pour s'assurer que toutes les échappatoires seront éliminées et que tout le monde paiera ses impôts à l'État de façon à nous permettre d'atteindre nos objectifs ».

Senkai Kilonzo, du Tanzanian Policy Forum (forum tanzanien des politiques publiques), qui traite de questions de gouvernance, a noté que John Magufuli s'appuyait sur sa propre expérience.

« Le président a été ministre pendant environ 20 ans. Il a eu le temps de s'apercevoir de la nature des problèmes et d'être très préoccupé par les gaspillages, la corruption pure et simple et le vol éhonté des deniers publics », a observé Senkai Kilonzo. « Il s'est probablement senti très mal à l'aise toutes ces années, et j'imagine qu'il a peut-être maintenant l'occasion de faire amende honorable et que c'est ce qu'il essaie de faire ».

LE GROUPE DE LA BANQUE AIDE À LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

AFP/GETTY IMAGES

SERVICE D'INFORMATION DES NATIONS UNIES

Notant l'impact significatif que les activités liées au climat ont sur l'Afrique, le Groupe de la Banque mondiale a annoncé un plan visant à accroître la résilience climatique et le développement d'une économie à faible empreinte carbone.

« Les conséquences du changement climatique pour l'Afrique sont dévastatrices et menacent de conduire des millions de personnes à une extrême pauvreté d'ici à 2030, en grande partie en raison de récoltes moins abondantes et de la hausse des prix alimentaires ainsi que des retombées négatives en matière de santé », a déclaré Benoit Bosquet de la Banque mondiale, fin novembre 2015.

Le nouveau plan, intitulé « Accélérer un développement résilient au changement climatique et à faibles émissions de carbone : le Business plan pour le climat en Afrique », a pour objet d'attirer l'attention sur les programmes de résilience au changement climatique et les plans de développement d'une économie à faible empreinte carbone, et d'aider à les financer.

Ce plan définit les facteurs climatiques primaires affectant le continent : ce sont les niveaux inévitables de réchauffement en raison des émissions passées de gaz à effets de serre, une continuation du réchauffement qui aura de désastreuses conséquences, telles que des chaleurs extrêmes, ainsi qu'une incertitude considérable quant à la nature de l'impact du réchauffement climatique sur les modèles météorologiques locaux et les cycles hydrologiques.

La Banque mondiale indique que le plan met l'accent sur la stimulation du capital naturel, physique, humain et social du continent, et inclut l'augmentation des sources d'énergie à faible empreinte carbone dans les sociétés vulnérables.

Il est estimé que la mise en œuvre du plan à court ou moyen terme reviendra, d'ici à 2020 à 6,1 milliards de dollars, dont 5,7 milliards devraient provenir de l'Association pour le développement international, et le restant d'autres sources.

Le plan prévoit que des résultats plus avancés pourraient être atteints d'ici à 2025 à un coût d'environ 21 milliards de dollars.

DES VÉHICULES « MADE IN GHANA » SUR LE MARCHÉ

Un SUV Kantanka est exposé au Centre de Recherche Technologique de l'Apôtre Safo à Gomoa Mpota, au Ghana.

RÉCIT ET PHOTOS DE L'AGENCE FRANCE-PRESSE

Un inventeur et révérend ghanéen qui a commencé par essayer de fabriquer des téléviseurs à commande vocale est en train de dire aux géants mondiaux de l'automobile de se pousser un peu. Kwadwo Safo Kantanka, surnommé « l'Apôtre » parce qu'il dirige également un réseau d'églises, a réalisé son rêve de développer et commercialiser des voitures « Made in Ghana ».

« Ce projet est en développement depuis 1971 », a affirmé Kwado Safo Jr., l'un des fils de l'inventeur. « Cela a commencé avec le vieux, et il en aura fallu du temps pour en arriver là ».

Les véhicules utilitaires sport et les camionnettes de Kwadwo Safo Kantanka sont dans les conversations des Ghanéens dans les médias sociaux, grâce en partie à une campagne de publicité utilisant des vedettes locales du cinéma et de la musique. Les véhicules affichent des prix de vente allant de 18.000 à 35.000 dollars, hors d'atteinte de la plupart des Ghanéens. Toutefois, une version plus abordable devrait être commercialisée en 2016.

Les véhicules construits localement entrent sur un marché difficile, où ils doivent se mesurer à des marques établies dans un pays qui voit environ 12.000 voitures neuves et 100.000 voitures d'occasion importées chaque année. Cependant, le fils de l'inventeur, qui est le directeur du Kantanka Group, est convaincu que la demande est au rendez-vous et que l'entreprise peut tenir tête à la concurrence.

Le président ghanéen John Dramani Mahama a encouragé ses compatriotes à acheter localement pour donner un coup d'accélérateur à une économie qui tourne un peu au ralenti et est aux prises avec l'inflation, une monnaie dépréciée et un endettement élevé du secteur public.

En 2014, il a exhibé une paire de chaussures fabriquées au Ghana durant son discours annuel sur l'État de la Nation et a critiqué le manque d'appréciation des produits de fabrication locale et la dépendance excessive à l'égard des importations.

Il a observé que 1,5 milliard de dollars étaient dépensés en devises étrangères pour des produits tels que le riz, le sucre, l'huile de cuisson, les tomates et le poisson, alors que tout cet argent « aurait pu aboutir dans les poches d'entrepreneurs ghanéens ».

Dans le cas de Kwadwo Safo Kantanka, certains composants clés tels que le verre, les pneus et les étriers de freins sont importés. Toutefois, l'approvisionnement local est une composante majeure des véhicules de Kwadwo Safo Kantanka, dont les grilles de radiateur arborent l'étoile à cinq branches emblématique du pays.

MOGADISCIO SE PRÉPARE À UN BOOM IMMOBILIER

AGENCE FRANCE-PRESSE

AGENCE FRANCE-PRESSE

Les élégantes villas coloniales de la Somalie ont été laissées en ruine par deux décennies de combats de rues entre chefs de guerre, et Mogadiscio, la capitale côtière, a été qualifiée de ville la plus dangereuse du monde.

Mais à présent, de nouveaux complexes résidentiels sont en train d'être construits dans un contexte de forte expansion de l'économie au fur et à mesure que les Somaliens reviennent de l'étranger et que de nouveaux hommes d'affaires fortunés tirent parti de la paix relative qui s'est installée dans la ville. À sept kilomètres de Mogadiscio, dans une ancienne zone rurale, de nouvelles habitations surgissent, avec près de 50 maisons qui sont désormais en vente sur un lotissement, précisent les constructeurs.

Mohamed Abdullahi Ali de la Salaam Somali Bank a déclaré que c'était un « grand honneur » de financer ce projet estimé à 20 millions de dollars. Sa construction a démarré début 2015 et ses mérites ont été vantés dans la perspective de sa rentabilité commerciale et de sa contribution à la reconstruction du pays.

« C'est un nouveau quartier où tous les Somaliens peuvent acheter des maisons abordables, sortir des quartiers densément peuplés de Mogadiscio et venir s'installer avec leurs familles », a ajouté Mohamed Abdullahi Ali.

« Conformément à notre plan, dans une première étape, nous allons construire 500 logements qui répondront aux besoins résidentiels de 500 familles, et ultérieurement nous construirons d'autres maisons ».

La présidente mauricienne

LANCE UN APPEL EN FAVEUR DE L'INNOVATION SCIENTIFIQUE

MEDIA CLUB SOUTH AFRICA

Déjà scientifique, biologiste et présidente de Maurice, Ameenah Gurib-Fakim peut désormais ajouter une autre fonction à la liste de ses titres. En effet, elle a été nommée vice-présidente et administratrice du Planet Earth Institute (PEI), une organisation non gouvernementale internationale cherchant à favoriser l'indépendance scientifique de l'Afrique.

« Maurice est fière d'avoir investi dans l'excellence scientifique et le développement de la recherche », a-t-elle affirmé. « À l'avenir, la science, la technologie et l'innovation auront une importance cruciale pour la création d'emplois et la prospérité de nos concitoyens à Maurice et à travers l'ensemble du continent africain ».

AGENCE FRANCE-PRESSE

La présidente mauricienne Ameenah Gurib-Fakim intervient lors d'une conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Paris le 30 novembre 2015.

En novembre 2014, le PEI a ouvert un bureau à Maurice pour diriger des programmes scientifiques, technologiques et axés sur l'innovation. L'organisation a son siège à Londres et compte également des bureaux à Luanda, en Angola. Le PEI constate que la production scientifique de l'Afrique est parmi les plus faibles à l'échelle mondiale. D'après l'institut, « en tant que continent peuplé de plus d'un milliard d'habitants et formé de plus de 50 nations, il a produit à peu près la même quantité de recherche scientifique que les Pays-Bas au cours des 20 dernières années ».

La science est sous-représentée chez les étudiants africains qui n'y accordent pas assez de place dans leurs choix de disciplines. Seuls 1 sur 10 optent pour la science, la technologie, l'ingénierie ou les mathématiques comme spécialisations universitaires. En conséquence, l'Afrique continue de regarder ailleurs pour la connaissance et l'expertise scientifiques.

Le PEI entend changer cette situation. « L'indépendance scientifique ne signifie pas et ne pourrait jamais signifier l'isolement scientifique, car la collaboration et la coopération sont au cœur des progrès de la science, mais l'indépendance scientifique pour l'Afrique signifie en dernière analyse qu'elle peut mieux prendre le contrôle de ses ressources, de sa population et de son avenir », a ajouté l'organisation.

Le Dr Álvaro Sobrinho, président du PEI, affirme qu'il est temps que la production scientifique et technologique se mette au diapason de la croissance économique sur le continent. « Si nous voulons assurer que le développement durable soit une réalité pour tous, nous devons réaliser de plus amples investissements dans la science et la technologie. Nous devons également équiper nos prochaines générations des compétences qui leur seront nécessaires pour être compétitives sur l'environnement professionnel mondialisé du 21e siècle ».

LE ROI JAJA *d'Opobo*

PERSONNEL D'*ADF*

Jubo Jubogha a commencé son existence dans l'esclavage et a fini par devenir roi de ce qui est aujourd'hui le sud du Nigeria. Au cours de son existence, il est devenu l'un des hommes les plus riches de son temps. Aujourd'hui, on se souvient de lui comme de l'un des maîtres stratèges du 19e siècle.

Jubo, qui plus tard prendra le nom de Jaja, est né en 1821 dans un village qui se trouve à présent dans l'État d'Imo au Nigeria. Jeune garçon, il a été vendu en esclavage et envoyé au Chef Madu de la Maison Anna, l'une des deux familles royales de la région côtière de Bonny.

Au 19e siècle, le delta du Niger était une plaque tournante commerciale avec l'Europe et l'Amérique. Les communautés du delta expédiaient des marchandises occidentales vers l'intérieur de la région et en revenaient avec de l'huile de palme pour l'exportation. Dans le delta, avec ses marais, ses rivières et ses ruisseaux, le canoë était le moteur du commerce.

Les canoës et leurs opérateurs étaient organisés en « maisons de canoës », dirigées par de riches marchands, avec les membres de leur famille, les travailleurs et les esclaves. Certaines des maisons possédaient des centaines de canoës et comptaient des milliers de membres. Dans cette société fondée sur la concurrence, le statut était exclusivement fondé sur le mérite et les accomplissements. Même s'il ne pouvait jamais devenir roi, un esclave ambitieux et travailleur acharné pouvait prendre la tête d'une maison de canoës.

Le jeune Jaja a commencé avec le statut le plus bas dans la Maison Anna, car il était un esclave importé, considéré comme inférieur à un esclave né localement. Il a travaillé comme pagayeur, et même quand il n'était qu'un jeune garçon, il a montré une affabilité rare associée à de l'honnêteté et un authentique sens des affaires. Devenant jeune homme, il est passé du statut de pagayeur à celui de négociant, ce qui était un cas de figure rare, et il a prospéré.

En 1863, le chef de la Maison Anna est mort, laissant derrière lui une dette faramineuse. Les chefs établis ont refusé de reprendre la maison à cause de cet endettement. Jaja a assumé la dette et a réorganisé la maison, utilisant ses talents dans les affaires pour nouer des relations étroites avec les acheteurs et vendeurs d'huile de palme. Au fur et à mesure qu'il a prospéré, plusieurs maisons en proie à des difficultés ont demandé à fusionner avec lui. Son empire s'est accru.

Le roi Jaja s'est affranchi de l'esclavage pour devenir l'un des hommes les plus riches du Nigeria au 19e siècle.

Ses rivaux dans le commerce étaient dévorés par la jalousie et l'un d'entre eux, Oko Jumbo, a voulu l'éliminer. En 1868, il a eu l'occasion de le faire lorsqu'un terrible incendie a ravagé Bonny. La maison des canoës de Jaja a été la plus durement touchée. Voyant que l'empire financier de son rival était gravement compromis, Oko Jumbo lui a déclaré la guerre l'année suivante.

Devant la supériorité numérique de son ennemi durant la bataille, Jaja s'est retiré de Bonny. Il a demandé la fin des combats, les responsables britanniques s'interposant alors pour prendre en mains les négociations. En réalité, Jaja ne faisait que gagner du temps, le temps de se réorganiser et de déplacer son empire au nord vers des terres situées le long de la rivière Imo, un endroit idéal pour commercer avec les producteurs d'huile de palme et à une distance sûre de ses rivaux. Le site était parfait. Les historiens se demandent si en réalité Jaja a pu avoir eu l'intention d'y déménager depuis le début.

En 1870, Jaja a nommé son nouvel établissement Opobo et s'est proclamé le roi Jaja, une chose qu'il n'aurait jamais pu faire à Bonny. Il exerçait un tel magnétisme et avait une telle intelligence que 14 des 18 maisons de canoës de Bonny ont déménagé à Opobo pour être sous la souveraineté du nouveau roi. Dans sa défaite, Jaja avait trouvé une victoire totale.

Jaja a bloqué l'accès des Britanniques vers l'intérieur, ce qui lui a assuré un monopole commercial. Sa domination financière de la région s'est largement produite aux dépens de la région de Bonny et aussi des Britanniques.

Or les négociants britanniques avaient des ambitions. Bien qu'ils aient reconnu Jaja comme roi, ils convoitaient son territoire. En 1887, un consul a mis le cap sur Opobo aux commandes d'un navire de combat et a exigé une rencontre, donnant l'assurance que Jaja serait libre de partir après leur entretien.

Le consul avait menti. Au lieu de laisser partir Jaja, il l'a déporté vers ce qui est à présent le Ghana. Là, il a été inculpé d'avoir violé un traité avec la Grande-Bretagne et d'entraver la liberté du commerce. Il a été exilé aux Antilles. En 1891, il a reçu la permission de retourner à Opobo, mais il est mort en chemin.

Il demeure aujourd'hui un sujet de fascination pour les historiens, essentiellement pour son courage à se dresser contre les Britanniques. Toutefois, comme l'a fait remarquer le magazine *This is Naija*, il est également étudié pour la « qualité remarquablement élevée de ses prouesses économiques et son esprit d'entreprise ».

INDICES

1.
Cette ville est le plus ancien et le mieux préservé des lieux de peuplement swahilis d'Afrique de l'Est.

2.
Ses bâtiments ont été construits selon les techniques traditionnelles swahilies utilisant le corail, la chaux et le bois de palétuvier.

3.
Cette communauté a toujours été habitée depuis plus de 700 ans.

4.
Les bâtiments du front de mer sont connus pour leurs arcades et leurs vérandas ouvertes.

REUTERS

RÉPONSE : la vieille ville de Lamu, au Kenya

partagez votre expertise

Vous désirez être publié ? *Africa Defense Forum (ADF)* est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique. Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité. Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à *ADF*

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais, *ADF* collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR

Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à *ADF* signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'ADF à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

OU

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
KELLEY KASERNE
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART GERMANY

RESTEZ CONNECTÉ

Suivez *ADF* sur Facebook et Twitter et rendez-nous visite sur le site adf-magazine.com

adf
AFRICA DEFENSE FORUM